

# L'Usurpation du Titre d'Avocat

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 29 Mai 1933, à 14 heures*

PAR

**Marcel FRAPIER**

*Juge d'Instruction à Châlons-sur-Marne*

---

JURY DE LA THÈSE

Président : M. ~~CHAPUIS~~ <sup>HUGUENES.</sup>

Suffragants { M. DONNEDIEU de VABRES.  
M. AMIAUD.

---

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies*

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

*Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée*

20, RUE SOUFFLOT (5<sup>e</sup> ARR<sup>t</sup>)

---

1933

Tous droits réservés



# THÈSE POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

# L'Usurpation du Titre d'Avocat

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 29 Mai 1933, à 14 heures*

PAR

**Marcel FRAPIER**

*Juge d'Instruction à Châlons-sur-Marne*

---

JURY DE LA THÈSE

HUQUENES.

Président : M. ~~Georges HENRIOT~~.

Suffragants { M. DONNEDIEU de VABRES.  
M. AMIAUD.

---

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies*

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5<sup>e</sup> ARR<sup>t</sup>)

---

1933

Tous droits réservés



A LA MÉMOIRE DE MONSIEUR LÉON DUPRE-CARRA



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## L'USURPATION DU TITRE D'AVOCAT

---

### Introduction

Toute personne est moralement tenue de ne pas se parer d'un titre auquel elle n'a pas droit ; mais, quelque blâmable que soit son acte, le fait, par elle, de prendre une fausse qualité n'est pas, en général, suffisant pour permettre des poursuites pénales, à condition, toutefois, que les autres éléments constitutifs du délit d'escroquerie ne viennent pas s'y adjoindre.

Le Public a besoin de savoir à qui il s'adresse et la protection des titres attachés aux différentes professions l'intéresse tout particulièrement. Le Législateur l'a bien compris et quelques lois ont protégé certaines dénominations professionnelles telles que celles de pharmacien et herboriste (Loi du 21 germinal, an XI), dentiste, médecin, sage-femme (Loi du 30 novembre 1892), ingénieur agronome et ingénieur agricole (Loi du 2 août 1918) ; mais le Législateur est allé plus loin et une loi du 26 mars 1924 a créé un délit nouveau qui consiste dans le fait d'usurper un titre attaché à une profession légalement réglementée. Incorporée dans l'article 259 du Code Pénal, cette disposition générale protège toutes les professions antérieure-

ment réglementées et toutes celles qui le seront ultérieurement.

Si l'on peut se dire encore impunément *ingénieur* ou *architecte*, il suffira de réglementer légalement ces professions pour que leur dénomination professionnelle soit automatiquement protégée.

Parmi les titres que le législateur a eu tout particulièrement le désir de protéger, il faut signaler celui d'*avocat*.

On a défini l'*avocat* « un homme de bien, versé dans la jurisprudence et dans l'art de bien dire, qui concourt à l'administration de la Justice, soit en aidant de ses conseils ceux qui ont recours à lui, soit en défendant en jugement leurs intérêts, de vive voix ou par écrit, soit en décidant lui-même leurs différends, lorsque la connaissance lui en est attribuée » (1).

Cette définition qui est inspirée de celle de l'*orateur* donnée par Cicéron dans son traité « de claris oratoribus » (2), tient compte des différents rôles de l'*avocat*, tant au Palais de Justice que dans son cabinet.

L'*avocat* plaide, et c'est, aux yeux du public, le principal de sa tâche. Il peut se présenter devant toutes les juridictions, à l'exception toutefois de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et du Tribunal des Conflits. Devant les Tribunaux de première instance et la Cour d'Appel, il jouit d'un véritable monopole; devant les autres juridictions, au contraire, il se trouve en concurrence avec des

(1) BOUCHER D'ARGIS, *Histoire abrégée de l'Ordre des Avocats*. Ed. Dupin. Ch. I, p. 19.

(2) « Orator vir bonus, dicendi peritus, qui in causis publicis et privatis, plena et perfecta utitur eloquentia ».

mandataires des parties ; ce sont généralement des agréés près le Tribunal de Commerce ou des agents d'affaires.

L'avocat peut aussi assister son client lorsque celui-ci comparaît devant un juge d'instruction comme inculpé (Loi du 8 décembre 1897), ou comme partie civile (Loi du 22 mars 1921).

En dehors du Palais, l'avocat reçoit les personnes qui viennent lui confier le soin de les défendre en justice ; il donne des consultations et des conseils soit à propos d'un procès à engager, soit au sujet d'un acte juridique à accomplir, d'une société à constituer, etc. L'avocat rédige les consultations, avis ou mémoires, dont les affaires litigieuses sont susceptibles, et qui doivent être ensuite produites devant un tribunal. Dans certains cas, ces consultations doivent même être rédigées par des avocats inscrits depuis plus de dix ans. Il en est ainsi en cas de transaction intéressant une commune, un mineur ou interdit et en cas de requête civile.

Le rôle de l'avocat, tel que nous venons de le déterminer, est d'importance et le public a un intérêt évident à ne pas confondre l'avocat inscrit et l'agent d'affaires.

L'agent d'affaires est une personne dont la profession habituelle consiste à s'occuper, moyennant salaire, des affaires d'autrui, litigieuses ou non litigieuses et dont la spécialité s'annonce au public par une certaine publicité <sup>(3)</sup>.

Le caractère dominant de l'agence d'affaires est le mandat donné par le client d'agir pour lui et en son nom. Les règles du Barreau font une interdiction formelle à l'avocat d'accepter le rôle de mandataire, qui l'obligerait à des

(3) *Répertoire Carpentier*, verbo *Agent d'Affaires*, § I.

maniements de fonds, le contraindrait à rendre compte de sa gestion et l'exposerait à une responsabilité civile et parfois même pénale.

L'agent d'affaires remplit donc, lui aussi, un rôle social important et rend de grands services aux personnes qui ont recours à lui ; mais, alors que l'avocat est tenu par des règles professionnelles très strictes et peut être appelé à répondre de ses actes devant une juridiction disciplinaire, l'agent d'affaires qui n'est soumis à aucune action disciplinaire s'écarte parfois de son rôle et empiète sur les attributions des membres du Barreau. Certains, même, n'hésitent pas à se parer du titre d'avocat ou d'avocat-conseil et le public, induit en erreur, s'adresse en toute confiance à un agent d'affaires, le croyant apte à le défendre devant les tribunaux.

Le public est excusable de confondre les avocats inscrits et les agents d'affaires qui prennent le titre d'avocat, puisque un service public, dirigé par des hommes éminents, a fait, lui aussi, la même confusion. En effet, le Conseil Supérieur de la Natalité a, le 19 janvier 1924, émis le vœu « que soit interdite et punie la publicité relative au divorce rapide et à forfait, à crédit, etc... faite par certaines agences ou par certains cabinets d'affaires ou même par certains avocats » (4).

Les règles du Barreau interdisant aux avocats toute publicité, et le Conseil de l'Ordre se montrant très strict sur ce point, les réclames incriminées ne peuvent, contraire-

(4) Cité par M. APPLETON dans le *Bulletin de l'Association Nationale des Avocats inscrits*, n° 13, octobre 1924, p. 9.

ment à ce que semble penser le Conseil Supérieur de la Natalité, émaner d'avocats inscrits, mais plutôt d'agents d'affaires usant du titre d'avocat.

Mais, dira-t-on, le titre d'avocat jouit maintenant d'une protection efficace, son usurpation constitue un délit et les sanctions prévues par la loi sont d'importance. Lorsqu'une personne n'appartenant pas à un Barreau se pare du titre d'avocat, le Conseil de l'Ordre peut le dénoncer au Parquet qui, après avoir fait procéder à une enquête, exercera des poursuites pénales.

Simple en apparence, la situation est plus complexe, car le Décret du 20 juin 1920, qui a réglementé la profession d'avocat, tout en déclarant que le titre et l'exercice de la profession seront dorénavant intimement liés, a décidé que pour respecter les droits acquis, les personnes qui prenaient antérieurement à la promulgation de ce décret, le titre d'avocat, seraient autorisées à continuer de s'en parer. Cette mesure, essentiellement transitoire, est actuellement la source de nombreuses difficultés.

Nous allons examiner, au cours de cette étude, le droit au titre d'avocat et la protection de ce titre; puis, nous chercherons les moyens de rendre cette protection plus efficace.



## PREMIERE PARTIE

# LE DROIT AU TITRE D'AVOCAT

## CHAPITRE PREMIER

### Régime de la distinction entre le titre et l'exercice de la profession d'avocat

#### SECTION I

##### Le titre d'avocat dans l'ancien Droit

« Aussi ancien que la Magistrature, aussi noble que la Vertu, aussi nécessaire que la Justice », disait le chancelier d'Aguesseau, en parlant du Barreau.

Dès que les hommes, renonçant, dans les disputes entre particuliers, à la loi du plus fort, s'en sont remis à d'autres hommes du soin de les juger, on a pu se rendre compte que la plupart étaient incapables de se défendre eux-mêmes. C'est alors que certains, aptes de par leur situation sociale (patrons à Rome) ou de par leurs connais-

sances (jurisconsultes ou avocats), se posèrent en défenseurs des autres hommes. Mais, dès que l'on rencontre dans une situation sociale un mélange d'honneurs et de charges, intervient un sentiment bien humain qui pousse certaines personnes à revendiquer les honneurs en s'affranchissant des charges. La profession d'avocat n'a pas échappé à cette règle commune, et nous verrons que, par une évolution insensible, toute une catégorie de personnes a réussi à porter le titre d'avocat, sans cependant se soumettre aux règles et aux devoirs de la profession.

Dès les temps les plus reculés, notre pays a été la patrie des avocats. Chez nos ancêtres les Gaulois, deux arts étaient en honneur : faire la guerre et bien parler ; et, si l'on en croit Juvénal qui qualifiait la Gaule de *mère des avocats*, *matricula causidicorum*, les avocats bretons venaient s'y former <sup>(1)</sup>.

De bonne heure, la profession d'avocat a été réglementée en France et c'est dans une ordonnance de Philippe de Valois du 13 février 1327, que l'on trouve la première trace de l'existence du titre en dehors de l'exercice de la profession. Cette ordonnance décide qu'aucun avocat ne sera admis à plaider s'il n'a prêté le serment prescrit par l'ordonnance du 28 octobre 1274 et s'il n'est inscrit au rôle.

Un arrêt de règlement rendu peu après, en 1344, par le Parlement de Paris, éclaire cette disposition et fait d'une façon formelle la distinction entre le titre nu et l'exercice de la profession : « Nul n'aura le titre d'avocat s'il n'a été reçu en la Cour après serment et la qualité d'avocat

(1) JUVENAL, satire XV : « Gallia causidicos docuit facunda britannos ».

ne donnera le droit de plaider qu'autant que l'avocat sera inscrit sur le Tableau » (2).

Donc, pour avoir le titre d'avocat, il suffit d'avoir prêté serment et d'avoir été reçu par la Cour ; mais pour exercer, il faut, de plus, être inscrit au Tableau.

On distinguait à Paris les avocats *en* Parlement qui n'avaient que le titre nu, et les avocats *au* Parlement qui se livraient réellement à l'exercice de la profession. Cette différence d'appellation n'est du reste pas très probante. En effet, l'expression d'*avocat en Parlement* est employée dans le « Dialogue des avocats » de Loisel, à propos de personnages qui sont très certainement avocats inscrits au rôle et plaidants. Gaston Duveau, en signalant ce fait, ajoute qu'il est possible que les besoins de la pratique aient fait apparaître plus tard l'utilité de cette distinction et que l'on ait vu dans l'avocat *au* Parlement celui qui exerçait effectivement la profession, et dans l'avocat *en* Parlement celui qui, en fait, ne portait que le titre et se tenait éloigné des affaires ; mais il se refuse à voir dans cette distinction autre chose qu'un état de fait qu'on ne saurait assimiler à un état de droit (3).

Il serait en effet un peu osé de faire cette assimilation, en l'absence de texte établissant qu'il existe une distinction légale entre le titre et la profession ; mais l'ordonnance de 1327 en est une preuve qui vient étayer solidement cette opinion.

(2) Cité par MOLLOT, *Règles de la profession*, 2<sup>e</sup> édition, tome I, p. 207.

(3) Gaston DUVEAU, *De la protection du titre d'avocat*, thèse, Paris, 1913.

Les auteurs qui ont étudié la question, ont en général admis le caractère de légalité de cette différence entre l'usage du titre et l'exercice de la profession <sup>(4)</sup>.

« Cette distinction, disait Mollot, n'est ni une dispute de mots, ni une affaire de vanité. *Elle avait autrefois et elle a conservé un caractère légal.* » <sup>(5)</sup>.

Il existait aussi une autre catégorie comprenant les jurisconsultes ou avocats consultants.

« En prenant les avocats en leur particulière signification, ils étaient distingués d'avec les jurisconsultes. Ceux-là étant les avocats plaidants et ceux-ci les consultants. Nos avocats plaidants deviennent consultants, pour ce qu'à nous ce n'est qu'une même vocation ; de sorte que la plaidoirie les porte à la consultation par le progrès de l'âge et le mérite de l'expérience. » <sup>(6)</sup>.

On peut donc distinguer dans notre ancien droit cinq catégories principales de personnes pouvant prendre le titre d'avocat :

- les avocats plaidants ;
- les avocats auditeurs ou stagiaires ;
- les avocats consultants ou jurisconsultes ;
- les avocats à la fois plaidants et consultants ;
- les avocats ne plaidant ni ne consultant.

Ces derniers possédaient un titre nu, mais n'exerçaient pas la profession. Peut-être certains d'entre eux prenaient-ils la qualité d'avocat pour accomplir des actes peu conciliables avec les règles du Barreau, tel l'avocat *Du Jon-*

(4) Cf. LE BERQUIER, *Le Barreau moderne*. Paris, Marchal, 1882, p. 253.

(5) MOLLOT, op. cit., tome I, p. 3.

(6) LOYSEAU, *Traité des Ordres*. Chapitre 8, n° 17.

quey, dont les aventures héroï-comiques ont défrayé les chroniques du XVIII<sup>e</sup> siècle (7).

Il y a eu cependant peu de réclamations contre cet usage du titre d'avocat. On trouve aux archives du Barreau de Paris, une lettre adressée par le Bâtonnier à une personne qui lui avait signalé les agissements d'un prétendu avocat, lettre dans laquelle il dit : « J'aurai l'honneur de vous dire que ce particulier là n'est point sur le Tableau, que nous ne le regardons pas comme confrère, qu'on ne plaide point avec lui et qu'il ne sera jamais agrégé avec nous qui ne prenons aucun intérêt à ce qui le concerne. » (8). Le Bâtonnier se garde bien de répondre qu'il n'est pas avocat; il n'est pas inscrit sur le Tableau; ce n'est pas du tout la même chose. Puisqu'on ne peut lui refuser le droit au titre d'avocat, on se contente de l'ignorer.

Telle était la situation lorsque le Décret du 11 septembre 1790 a supprimé l'Ordre des Avocats et le titre même d'avocat. Nous n'examinerons pas ici les causes de cette suppression ni les abus qui en découlèrent; qu'il nous suffise de constater que pendant de longs siècles et cela jusqu'à la Révolution, on a pu prendre la qualité d'avocat sans appartenir à un Barreau.

## SECTION II

### Le titre d'avocat au XIX<sup>e</sup> siècle

Robespierre, dans un discours prononcé devant l'Assemblée Constituante en 1790, concluait à la liberté de la

(7) Marc CHASSAIGNE, *Les procès du comte de Morangès*, Paris, 1929.

(8) Cité par Gaston DUVEAU, *op. cit.*, page 109.

Défense. « S'il ne m'est pas permis, disait-il, de défendre mon honneur, ma vie, ma liberté par moi-même, quand je le veux et quand je le puis, et, dans le cas où je n'en ai pas les moyens, par l'organe de celui que je regarde comme le plus éclairé, le plus vertueux, le plus humain, le plus attaché à mes intérêts, alors vous violez à la fois et cette loi sacrée de la nature et de la justice, et toutes les notions de l'ordre social. »

Cette liberté intégrale du choix des défenseurs ne dura pas longtemps et la loi du 22 ventôse an XII, en rétablissant le titre d'avocat, dit dans son article 24 que nul ne pourra exercer les fonctions d'avocat près des Tribunaux... sans avoir représenté au Commissaire du Gouvernement et fait enregistrer sur ses conclusions son diplôme de licencié...

L'article 31 de la même loi oblige les avocats à prêter serment avant d'entrer en fonctions. Pour exercer la profession d'avocat, il faut donc être licencié en droit et avoir prêté serment.

La loi du 22 ventôse an XII indique enfin qu'il sera pourvu par des *règlements d'administration publique* à son exécution et notamment en ce qui concerne la formation du Tableau et la discipline du Barreau. Cette disposition législative autorise donc toute réglementation par décret de la profession d'avocat, à condition, toutefois, de ne contenir aucune disposition contraire aux principes posés par la loi du 22 ventôse an XII.

C'est par le décret du 14 décembre 1810, pris en exécution de cette loi, que le pouvoir exécutif a fixé la manière

dont serait formé le Tableau et réglementée la discipline du Barreau.

L'article 5 de ce décret ordonne de comprendre dans la formation du premier Tableau « tous ceux qui, aux termes de la loi du 22 ventôse an XII, ont droit d'exercer la profession ; pourvu qu'il y ait des renseignements satisfaisants sur leur capacité, probité, délicatesse, bonne vie et mœurs ».

L'article 9 décide que « ceux qui sont inscrits forment seuls l'Ordre des Avocats ».

Il résulte de la combinaison de ces deux articles que, pour être avocat, il suffit d'être licencié en droit et d'avoir prêté serment ; mais que, pour faire partie de l'Ordre des Avocats, il faut de plus être inscrit au Tableau. Est-ce que cet article 9 a voulu différencier l'avocat inscrit au Tableau de l'avocat stagiaire qui, lui, n'appartiendrait pas à l'Ordre des Avocats ? Nous ne le croyons pas. En effet, le décret n'a pas encore parlé des avocats stagiaires, il ne le fera que dans l'article 12 ; il a, au contraire, décidé dans l'article 5, que l'on n'inscrira sur ce Tableau dressé pour la première fois depuis le rétablissement du Barreau, que les avocats qui sont capables et sur lesquels on aura recueilli de bons renseignements de moralité ; ceux-là seuls sont dignes d'être admis dans l'Ordre des Avocats ainsi recréé.

Et les autres, ceux qui ne sont pas acceptés, va-t-on leur retirer leur titre d'avocat ? Aucun texte n'autorise à le faire et le décret ne l'a pas prévu. Ce n'est pas un oubli ; mais, ainsi que nous l'avons déjà vu, il existait dans notre ancien droit des avocats n'ayant que le titre et n'exerçant

pas. La loi du 22 ventôse an XII et le décret du 14 décembre 1810 n'ont pas innové sur ce point, ils ont entendu respecter cet usage et s'ils n'en parlent pas, c'est qu'ils entendaient réinstituer le Barreau avec toutes ses anciennes règles et son ancienne organisation. Cette opinion était celle des orateurs du gouvernement lors de la discussion de la loi de l'an XII <sup>(9)</sup>.

La réglementation napoléonienne de la profession d'avocat avait fait l'objet de nombreuses réclamations de la part des Barreaux qui sollicitaient une plus grande indépendance.

Une ordonnance royale du 20 novembre 1822 vint donner, en partie, satisfaction aux intéressés. Cette ordonnance contient les premiers textes faisant une distinction formelle entre le titre nu et l'exercice de la profession d'avocat. Ces textes sont les suivants :

Article 5 : « Nul ne pourra être inscrit sur le Tableau  
« des avocats d'une Cour ou d'un Tribunal s'il n'exerce  
« réellement près de ce Tribunal ou de cette Cour. »

Article 38 : « Les licenciés en droit sont reçus avocats  
« par nos Cours royales. Ils prêtent serment en ces  
« termes... »

Ces deux articles établissent d'une manière précise que, pour être avocat, il n'est pas besoin d'être inscrit à un Barreau, cette dernière condition n'étant indispensable que pour plaider.

Tous les auteurs qui, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ont commenté cette ordonnance, ont été d'accord sur ce point

(9) Cf. MOLLOT, *op. cit.*, tome I, p. 256.

et Mollot a donné son opinion, opinion qu'il partage avec tous ses contemporains, dans les termes suivants :

« Il résulte sans nul doute de ces articles que les simples licenciés n'ont pas le droit de prendre le titre d'avocat ; mais il en résulte de plus que, s'ils ont prêté serment, il est impossible de leur refuser ce titre aux termes des articles 13 du décret et 38 de l'ordonnance, qui ne subordonnent leur réception qu'à une seule condition, à *la prestation de serment*... Si les licenciés reçus avocats de par le serment ne deviennent membres de l'Ordre et aptes à plaider qu'autant qu'ils ont été inscrits au Tableau, ils n'en ont pas moins le droit de se dire avocats ; et l'on comprend qu'ils attachent un prix à cette qualité toute seule, parce qu'elle est honorable. Il faut donc que nous reconnaissons comme avocats, sinon comme confrères, ces hommes qui n'ont de l'avocat que le nom : la loi le veut. » <sup>(10)</sup>.

Ainsi, certaines conditions ont pour but de faire acquérir le titre : tels sont la licence et le serment ; les autres sont indispensables pour donner la vie à ce titre et pour faire entrer celui qui l'a obtenu dans l'Ordre des Avocats et lui faire acquérir les droits et privilèges attachés à la profession : tels sont le stage et l'inscription au Tableau.

Un autre argument tiré de l'article 15 de la même ordonnance, vient renforcer notre thèse : « Les conseils de discipline répriment d'office, ou sur les plaintes qui leur sont adressées, les infractions et les fautes commises par les avocats *inscrits au Tableau*. »

(10) MOLLOT, *op. cit.*, t. II, p. 458.

Il est évident que l'on a voulu attribuer ici un pouvoir disciplinaire, non seulement sur les avocats inscrits ; mais aussi sur les avocats stagiaires. *Avocats inscrits* doit donc s'entendre par opposition avec les avocats qui n'ont que le titre nu et n'exercent pas la profession. Sur ces derniers, l'Ordre des Avocats ne peut exercer aucune action disciplinaire, aucun moyen de coercition n'étant à sa disposition.

Nous avons vu que l'article 5 de l'ordonnance décide que, pour être inscrit au Tableau, il faut exercer réellement la profession. Cette disposition paraissait d'une importance capitale aux pouvoirs publics et semblait devoir être approuvée par l'Ordre tout entier. Du moment que l'on reconnaît le droit de prendre le titre d'avocat sans exercer la profession, il faut que ceux qui sont inscrits au Tableau exercent réellement. C'est pourquoi le Garde des Sceaux a cru devoir préciser cette obligation dans une circulaire du 6 janvier 1823 <sup>(11)</sup> conçue dans les termes suivants :

« L'article 5 tend avec raison à écarter de l'Ordre des Avocats et à exclure du Tableau, des individus qui, pourvus du grade nécessaire et admis au serment, n'exercent pas réellement la profession, et veulent, à l'aide d'un titre nu, sans se livrer habituellement et exclusivement aux exercices du Barreau ou aux travaux du cabinet, jouir des prérogatives qui ne peuvent appartenir qu'aux hommes laborieux et véritablement voués à la profession qu'ils ont embrassée..... Ainsi, tout avocat qui suit les audiences,

(11) S. 1823, 2, 266.

qui se livre à la plaidoirie quand l'occasion plus ou moins fréquente lui en est offerte, exerce véritablement sa profession autant qu'il est en lui de le faire.

Ainsi, tout avocat qui, sans suivre le Palais, sans se livrer à la plaidoirie, s'occupe notoirement et habituellement de rédiger des consultations, des mémoires, des avis et autres écrits judiciaires, exerce encore sa profession.

Mais aussi, et par opposition, tout avocat qui n'annonce point, par un de ces faits faciles à constater, que son assiduité, ses efforts et son travail le feront triompher des obstacles dont la carrière est semée, n'exerce pas réellement sa profession et ne peut aspirer à faire partie de l'Ordre. »

Cette circulaire paraît en conformité avec les aspirations de l'Ordre des Avocats, et pourtant, il en est peu qui aient attiré tant de protestations de la part des Barreaux<sup>(12)</sup> et Daviel, dans son commentaire sur l'ordonnance, alors qu'il admet l'attribution du titre d'avocat à des personnes n'appartenant à aucun Barreau, s'élève vivement contre l'obligation pour les avocats inscrits d'exercer leur profession. Il trouve qu'il y a dans cette disposition une grave atteinte à l'indépendance du Barreau.

(12) Gaston DUVEAU (*op. cit.*, p. 206) cite une requête en vers adressée au Garde des Sceaux par le Barreau non militant, en protestation contre l'obligation d'exercer réellement la profession :

*Dans les heureux loisirs d'un réduit solitaire,  
Notre Ordre reposait, libre de toute affaire,*

.....  
*Pourquoi les susnommés requièrent humblement  
Que, ce considéré, Monseigneur, il vous plaise  
Les laisser dans l'oubli végéter tout à l'aise,  
Et contents du vain nom dont ils sont décorés  
Mourir de faim en paix — et justice ferez.*

En réalité, il faut voir dans ces protestations un épisode de la lutte soutenue par l'Ordre des Avocats pour faire triompher le principe que l'*Ordre est maître de son Tableau* et cette circulaire ministérielle tendait à conférer aux Parquets le pouvoir d'intervenir en matière d'inscription, et d'exiger la radiation du Tableau, des avocats n'exerçant pas réellement la profession.

Les Barreaux obtinrent du reste satisfaction et la circulaire du 6 janvier 1823 resta lettre morte.

Une tentative du Procureur Général de Grenoble, en vue de faire radier du Tableau des avocats qui n'exerçaient pas, ne put aboutir, la Cour de Grenoble, réunie en audience solennelle, ayant dans un arrêt du 17 juillet 1823 <sup>(13)</sup>, déclaré que le Ministère Public ne pouvait intervenir, l'ordre public n'étant pas intéressé.

Il était donc admis que l'on pouvait se parer du titre d'avocat sans appartenir à un Barreau. Pendant le début du XIX<sup>e</sup> siècle, cet état de choses n'a pas présenté d'inconvénients graves : les études juridiques n'étaient pas, comme elles le sont souvent de nos jours, le complément normal d'études classiques et les licenciés en droit étaient peu nombreux.

L'agent d'affaires était presque inconnu et les personnes qui prenaient la qualité d'avocat sans appartenir à un Barreau n'en usaient que comme d'un titre purement honorifique.

Peu à peu, la situation a changé et si l'on parcourt les ouvrages qui traitent de la profession d'avocat, on remar-

(13) *Jurisprudence générale Dalloz*. V<sup>o</sup> Avocat, n<sup>o</sup> 137, 4<sup>e</sup> espèce.

que, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, une lente évolution tendant à refuser aux licenciés assermentés non inscrits, le droit de se dire avocats. Cette tendance, à peine marquée dans Dupin, s'affirme dans Mollot et trouve son expression la plus forte dans le remarquable ouvrage de Gaston Duveau.

La jurisprudence elle-même n'a pas été insensible à cette évolution doctrinale. Les décisions judiciaires en cette matière, tout en constatant le droit des licenciés assermentés à la qualité d'avocat, laissent percer le regret des magistrats de ne pouvoir protéger ce titre d'une manière efficace.

Aux avocats non inscrits est venue s'ajouter une quantité toujours croissante de pseudo-avocats qui, n'ayant fait aucune étude juridique et n'ayant aucun droit au titre, profitaient du défaut de sanction pénale pour usurper la qualité d'avocat.

Parfois, cependant, les Parquets pouvaient exercer des poursuites, lorsque la fausse qualité s'accompagnait des autres éléments du délit d'escroquerie ; mais, dans les cas les plus fréquents, aucune condamnation n'était possible.

Les Barreaux ne tardèrent pas à s'émouvoir de cette situation et, à Paris, le Conseil de l'Ordre soumit au Garde des Sceaux, en 1835, le projet de règlement suivant <sup>(14)</sup> :

Article 1<sup>er</sup>. « Nul ne pourra prendre le titre ni exercer  
« la profession d'avocat s'il n'est inscrit sur un Tableau  
« d'avocats ou admis au stage.

(14) MOLLOT, *op. cit.*, t. I, p. 512.

Article 2. « Les avocats inscrits au Tableau formeront  
« seuls l'Ordre des Avocats dans chaque Cour ou Tri-  
« bunal. »

Aucune sanction n'était prévue dans ce projet qui ne reçut du reste aucune suite. Dans les années qui suivirent, les réclamations et les vœux des Barreaux, tant de Paris que de province, se succédèrent sans résultat <sup>(15)</sup>.

Pendant ce temps, les Tribunaux furent appelés à se prononcer sur quelques difficultés soulevées par l'admission à la prestation de serment et par l'usage du titre d'avocat. Ce fut d'abord un arrêt de la Cour de Lyon, du 14 février 1834 <sup>(16)</sup> constatant que « la qualité d'avocat qui résulte de la prestation de serment devant les Cours, imprime à celui qui en est revêtu, une qualité dont il ne peut être privé que d'après les règles établies par les lois civiles ou criminelles qui rendent un citoyen indigne de porter une qualification honorable; que la radiation ou omission sur le Tableau de l'Ordre des Avocats ne peut avoir pour effet de priver de cette qualité celui qui en est revêtu...; qu'il résulte de ces principes que R... est avocat, qu'il peut en prendre la qualité, quoique son nom ne se trouve pas compris sur le Tableau ».

Une espèce intéressante s'est présentée ensuite: Un sieur G..., muni d'un diplôme régulier de licencié en droit, s'était rendu, sous le patronage d'un avocat, devant la Cour Royale de Nîmes pour y prêter le serment d'avocat. Le Procureur Général s'était opposé à l'admission au serment du candidat qui ne lui paraissait pas

(15) Cf. Gaston DUBAU, *op. cit.*, p. 155 et suivantes.

(16) *Jurisprudence générale Dalloz*, V<sup>o</sup> Avocat, n<sup>o</sup> 166, note 1.

présenter des garanties de moralité suffisantes. Dans ses réquisitions, le Procureur Général soutenait que « la réception, en conférant au licencié, avec le titre d'avocat le droit d'écrire et de consulter, en le désignant par ce titre à la confiance des justiciables, suppose des garanties de moralité offertes à la société..., que le serment, sans examen de moralité du licencié qui le prête, serait une vaine formalité et une garantie insuffisante ».

La Cour de Nîmes, dans son arrêt du 20 décembre 1837 <sup>(17)</sup> avait, conformément aux réquisitions de son Procureur Général, refusé de recevoir le serment de G... « attendu que la seule exhibition d'un diplôme ne suffit pas au licencié pour qu'il puisse être en droit d'exiger son admission au serment ».

La Cour de Cassation, saisie de la question, fut d'un avis contraire et, dans son arrêt du 3 mars 1840 <sup>(18)</sup>, elle décidait « que la prestation de serment n'est soumise qu'à la vérification préalable de la régularité du diplôme qui a conféré le grade de licencié en droit et qu'elle doit nécessairement précéder tout examen ultérieur ».

Cet arrêt constituait donc la consécration par la Cour Suprême du principe de la séparation entre le titre nu et l'exercice de la profession.

Quelques années plus tard, le Tribunal de Charleville, par un jugement du 24 décembre 1855 <sup>(19)</sup>, refusait à un avocat non inscrit le droit de plaider en robe, sans toutefois le poursuivre en usurpation de costume par appli-

(17) *Jurisprudence générale Dalloz*, V<sup>o</sup> Avocat, n<sup>o</sup> 88, note 2.

(18) Cass. Civ., 3 mars 1840, S. 1840, 1, 193.

(19) Trib. Charleville, 24 décembre 1855. D. P. 1856, 5, 40.

cation de l'article 259 du Code Pénal. Il faut du reste remarquer que l'interdiction de se présenter en robe devant les tribunaux, équivaut en fait à l'interdiction de porter la robe.

La jurisprudence n'allait pas tarder à aller plus loin. Le Procureur de la République d'Angers avait poursuivi pour usurpation de costume, un avocat non inscrit qui était allé plaider en robe devant le Tribunal de Commerce. Le 14 août 1891, le Tribunal d'Angers <sup>(20)</sup> le condamnait par application de l'article 259 du Code Pénal.

Depuis ce jugement, d'autres décisions ont été rendues dans le même sens. C'est d'abord un jugement du Tribunal d'Alger du 5 mars 1898 <sup>(21)</sup> confirmé en appel par la Cour d'Alger <sup>(22)</sup>, puis un arrêt de la Cour de Paris du 1<sup>er</sup> mai 1902 <sup>(23)</sup> qui reconnaît que l'article 259 est applicable, mais relaxe le prévenu en raison de sa bonne foi.

Toutes ces décisions, à l'exception du jugement du Tribunal d'Alger, commencent par poser le principe du droit pour les licenciés assermentés de prendre le titre d'avocat.

Signalons incidemment que la Cour de Paris a eu une autre occasion de s'occuper du titre d'avocat à propos de l'admission des femmes à la prestation de serment <sup>(24)</sup>.

Nous arrivons enfin à un jugement rendu par le Tribunal correctionnel de la Seine, le 18 mai 1920 <sup>(25)</sup> contre

(20) Trib. d'Angers, 14 août 1891, *S.* 1892, 2, 23.

(21) Trib. d'Alger, 5 mars 1898. *Rec. Gaz. Pal.*, 1898, 2, 52.

(22) Cour d'Alger, 10 décembre 1898. *Rec. Gaz. Pal.*, 1899, 1, 617.

(23) Cour de Paris, 1<sup>er</sup> mai 1902. *D. P.*, 1902, 2, 452.

(24) Cour de Paris, 30 novembre 1897, *D. P.*, 1898, 2, 185.

(25) Trib. Seine, 18 mai 1920. *Gaz. Trib.* des 19-20 mai 1920.

un sieur B..., poursuivi pour escroquerie : « Attendu, dit le jugement, que B..., pour s'attribuer auprès de la dame X... un crédit certain, prit la fausse qualité d'avocat, lui racontant, ainsi qu'à diverses personnes, notamment au docteur V..., qu'il avait plaidé devant les tribunaux, différentes affaires ;

Attendu que la *fausse qualité d'avocat-conseil*, mot qui pour le public non initié aux choses de la justice et peu familiarisé avec elles, était destiné à créer une confusion regrettable entre les avocats inscrits à un Barreau et les agents d'affaires, a accru la confiance de la dame X... et a été la *cause déterminante* du crédit illimité qu'elle lui a consenti ;

Attendu que le seul fait de se déclarer avocat, même lorsqu'on ne prétend pas faire partie d'un Barreau attaché à une juridiction, constitue la prise d'une fausse qualité ;

Attendu que les lois et ordonnances qui régissent la profession d'avocat exigent *que pour porter légitimement ce titre et exercer cette profession, il faut avoir obtenu le diplôme de licencié en droit et être inscrit à un barreau déterminé après avoir été admis au serment* ;

*Attendu que la prestation de serment devant une Cour d'Appel est seule attributive du titre d'avocat* ; que ce titre implique nécessairement l'existence de ces deux conditions légales ;

Attendu que tout individu qui n'a pu les remplir est usurpateur lorsqu'il s'attribue cette qualité devant des tiers ;

Attendu que ce titre constitue une présomption de

grande honorabilité et doit être protégé contre ceux qui voudraient l'exploiter en une de ces combinaisons équivoques et délictueuses;

.....

Attendu que le Tribunal ne fait pas état des cartes de visite portant le nom de B... suivi de la qualité d'*avocat à la Cour d'Appel*;

Condamne..... »

On a cru voir dans ce jugement un timide essai de la jurisprudence pour interdire l'usage du titre aux avocats non inscrits à un Barreau. Il faut remarquer que B... n'est ni licencié ni assermenté. Le jugement n'en parle pas; mais il n'aurait pas manqué de le constater dans le cas contraire. D'autre part, le jugement déclare que pour avoir le titre *et* exercer la profession il faut remplir trois conditions: être licencié en droit, assermenté et inscrit; mais pour éviter toute confusion, on a pris soin d'ajouter que la prestation de serment est seule attributive du titre et que ce titre implique l'existence de ces deux conditions légales; il est évident qu'il s'agit du grade de licencié en droit et de la prestation de serment.

Au surplus, dans le début du jugement, il est parlé de la fausse qualité d'*avocat-conseil*. Qu'est-ce que l'*avocat-conseil* sinon l'*avocat non inscrit*?

Le Tribunal de la Seine a bien fait la distinction classique et l'on ne saurait trouver une seule brèche dans cet édifice jurisprudentiel.

Les critiques étaient vives; mais, pour remédier à cet état de choses, il fallait une modification de la législation en vigueur. Le décret du 20 juin 1920 et la loi du 26 mars 1924 ont eu pour but de protéger le titre d'*avocat*.

## CHAPITRE II

### Le Décret du 20 Juin 1920

Pendant un siècle, les Barreaux réclamèrent pour leurs membres le monopole du titre d'avocat; pendant un siècle, les magistrats reconnurent la nécessité de protéger le titre d'avocat; et cependant, il fallut, en raison des nombreuses difficultés que présentait le problème, attendre jusqu'en 1920 pour arriver à un accord entre les pouvoirs publics et les Barreaux sur le mode de réglementation.

S'il était aisé d'établir quelles seraient les personnes qui, à l'avenir, pourraient prendre la qualité d'avocat, il était, par contre, bien difficile de dire à ceux qui portaient ce titre : Désormais vous devrez renoncer à prendre cette qualité; vous êtes connus comme avocats-conseils, titre que la loi vous autorisait à porter; maintenant elle vous le retire et si vous subissez un grave préjudice, tant pis pour vous.

C'est pour éviter ces inconvénients qui pouvaient constituer de graves injustices, que le décret du 20 juin 1920, tout en déterminant qui peut, à l'avenir, se dire avocat,

a, par une disposition transitoire, laissé à certaines personnes l'usage de ce titre.

## SECTION I

### **Personnes qui ont droit au titre d'avocat Manière dont elles doivent en user**

Le décret du 20 juin 1920 a eu pour but, tout en réorganisant le Barreau, d'associer intimement le titre d'avocat et l'exercice de la profession.

L'article 5 de ce décret établit quelles sont les personnes qui ont droit au titre d'avocat : « Seuls ont droit  
« au titre d'avocat les licenciés en droit qui sont régulièrement inscrits au tableau ou au stage du barreau  
« d'une Cour d'appel ou d'un Tribunal de première instance. Ils doivent faire suivre leur titre d'avocat de la  
« mention de ce barreau. Cette disposition n'est pas applicable aux avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de  
« Cassation. »

Cet article est complété par le paragraphe 2 de l'article 26 du même décret : « Le licencié en droit admis au stage  
« ne peut prendre le titre d'avocat qu'en le faisant suivre  
« du mot *stagiaire*. »

L'article 47 ajoute une nouvelle catégorie d'avocats : les avocats honoraires. « Le titre d'avocat honoraire peut  
« être conféré par le Conseil de l'Ordre aux avocats qui  
« ont été inscrits au tableau pendant trente ans et qui  
« ont donné leur démission. »

En laissant de côté les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, on peut classer les avocats en trois catégories :

- les avocats inscrits au Tableau;
- les avocats stagiaires;
- les avocats honoraires.

Les *avocats inscrits au Tableau* sont les véritables avocats, ils forment l'*Ordre*. Ils peuvent plaider où et quand ils le veulent et ne sont soumis qu'aux règles générales de la profession. Ils votent aux élections des membres du Conseil de l'Ordre et du Bâtonnier. Ils se réunissent en colonnes pour discuter des intérêts professionnels et émettre des vœux. Ils forment une véritable corporation.

A côté des avocats inscrits, se trouve un groupement composé de personnes appelées *avocats stagiaires* qui aspirent à faire partie de l'Ordre mais qui, avant d'être admises définitivement, doivent accomplir un stage. Ce sont des avocats en puissance. Jusqu'au décret du 15 novembre 1930, ils pouvaient plaider sans aucune limitation et jouissaient de presque tous les avantages accordés aux avocats inscrits. Tenus à quelques obligations, par exemple à Paris, d'assister aux conférences du stage et aux réunions de colonnes, ils possédaient le privilège de ne pas payer de patente.

Le décret du 15 novembre 1930, qui a eu pour but d'assurer une meilleure formation professionnelle, leur donne une situation moins privilégiée. Il leur impose un stage d'une année chez un avocat inscrit, chez un avoué ou bien encore au Parquet d'une Cour ou d'un Tribunal. Cette nouvelle obligation n'a été que la consécration

officielle d'un usage car la plupart des stagiaires, ceux du moins qui désiraient apprendre leur métier, commençaient par travailler chez un autre avocat ou dans une étude d'avoué; les fonctions d'attaché au Parquet d'une Cour ou d'un Tribunal étant réservées aux avocats qui se destinent à la Magistrature.

Nous arrivons maintenant à la troisième catégorie de personnes usant du titre d'avocat. Elle est formée par les *avocats honoraires*. L'honorariat peut être conféré aux avocats qui, après avoir été inscrits au Tableau pendant un minimum de trente années, ont donné volontairement leur démission. Le Conseil de l'Ordre, saisi de la requête de l'avocat, examine s'il remplit les conditions, s'informe de ce qu'il compte faire après avoir quitté le Barreau et lui faire prendre l'engagement de n'accomplir aucun acte rentrant dans la profession d'avocat, y compris la consultation. Telle est du moins la procédure en usage au Barreau de Paris, procédure qui a servi de modèle à la plupart des barreaux de province.

Si l'on interdit à l'avocat honoraire tout acte de la profession d'avocat, c'est que l'on craint qu'il ne fonde un cabinet d'affaires rehaussé du prestige de son titre d'avocat honoraire. L'article 31 du règlement intérieur du Barreau de Paris stipule que « sont exclus de ces dispositions (l'honorariat), ceux qui exercent ou qui, depuis leur démission, ont exercé l'agence d'affaires. » Le titre d'avocat honoraire n'est pas indélébile et son bénéficiaire, qui reste soumis à la juridiction disciplinaire du Conseil de l'Ordre, peut se le voir retirer.

Avocats inscrits, avocats stagiaires, avocats honoraires,

tous doivent user du titre en se conformant aux prescriptions du décret du 20 juin 1920. Ils ne peuvent prendre le titre pur et simple d'*avocat*.

L'avocat inscrit doit obligatoirement le faire suivre de l'indication de la Cour ou du Tribunal près duquel fonctionne le Barreau dont il fait partie; par exemple il sera *avocat à la Cour d'Appel de Paris*.

Le stagiaire, lui, doit faire suivre son titre d'avocat de la mention *stagiaire*. Bien peu, du reste, se soumettent à cette obligation et la généralité d'entre eux omet la qualité de stagiaire.

Les avocats qui ont bénéficié de l'honorariat ne peuvent user que du titre d'avocat honoraire.

L'avocat qui, par suite de démission ou de radiation par mesure disciplinaire n'appartient plus au Barreau, ne peut se parer du titre d'avocat. Le décret du 20 juin 1920 ne lui attribue aucun titre spécial. On ne peut cependant lui refuser le droit de prendre celui d'ancien avocat; à condition qu'il en use de façon correcte, sans confusion possible avec les avocats inscrits.

L'article 5 cite pour mémoire les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation. Nous n'en parlerons pas car ils sont à la fois avocats et officiers ministériels; leur nombre est peu important et nul n'a intérêt à usurper leur titre.

## SECTION II

**Personnes qui bénéficient des dispositions transitoires  
de l'article 49 du décret du 20 juin 1920**

Nous avons déterminé dans la section précédente quelles sont les personnes auxquelles le décret du 20 juin 1920 accorde le droit de se parer du titre d'avocat et nous avons examiné la manière dont chacune d'elle doit en user. A ces principes, il existe une exception contenue dans l'article 49 du dit décret : « Par dérogation à l'article « 5, paragraphe premier, et à titre transitoire, les licenciés en droit ayant prêté serment et non inscrits au « Barreau d'une Cour d'Appel ou d'un Tribunal de Première Instance, qui antérieurement à la date de la « publication du présent décret, auront pris habituellement le titre d'avocat, pourront conserver cette dénomination. »

« Toutefois, ne bénéficieront pas de la disposition exceptionnelle qui précède, ceux qui auront été rayés par mesure disciplinaire du Tableau des avocats à un Barreau et les anciens officiers ministériels destitués. »

Par cette exception, admise afin de respecter certains droits acquis, il est permis aux personnes ayant prêté serment avant la promulgation du décret du 20 juin 1920, de continuer à porter le titre d'avocat

Cette disposition, essentiellement transitoire, est destinée à devenir caduque par la mort des bénéficiaires.

Pour profiter de cette mesure transitoire, il faut remplir les conditions suivantes :

- être licencié en droit ;
- avoir prêté serment antérieurement à la publication du décret ;
- ne pas être inscrit à un Barreau à la date de cette promulgation ;
- avoir pris habituellement le titre d'avocat ;
- ne pas avoir été rayé du Barreau par mesure disciplinaire ;
- ne pas être un ancien officier ministériel destitué.

Les quatre premières conditions sont motivées par le désir de respecter les droits acquis, tout en n'accordant le bénéfice de cette disposition qu'à ceux-là seuls qui ont véritablement un droit acquis. Ceux donc qui portaient le titre d'avocat sans en avoir légalement le droit, n'étant pas licenciés en droit assermentés, ne peuvent prétendre à cette dénomination et on leur interdit d'en user.

Les deux dernières conditions sont des conditions négatives qui ont pour but de n'accorder le bénéfice de cette disposition qu'à ceux qui paraissent le mériter par leur honorabilité.

Trois de ces conditions : la *licence en droit*, la *prestation de serment* et la *prise de la qualité d'avocat* s'entendent d'elles-mêmes ; les trois autres, susceptibles de présenter quelques difficultés, nécessitent une étude plus approfondie.

### § I. — NON INSCRIPTION A UN BARREAU.

Pour bénéficier de la disposition de l'article 49, il faut

avoir prêté serment antérieurement au décret du 20 juin 1920 et, de plus, ne pas être à la même date, inscrit à un Barreau. Un ancien avocat inscrit lors de la publication du décret, ne peut se parer du titre d'avocat.

Cette solution paraît, au premier abord, assez surprenante. On accorde le titre à des avocats qui n'ont jamais fait partie d'un Barreau et, par contre, on le refuse à d'autres avocats qui, tout en remplissant les mêmes conditions, ont de plus, été inscrits au Tableau ou admis au stage. S'ils ont bien, les uns et les autres, la *possession d'état d'avocat* au 20 juin 1920, cette possession n'est cependant pas la même chez tous. Les uns ont une possession d'état d'*avocat inscrit* et ont un droit acquis à conserver leur qualité d'avocat inscrit; les autres ont une possession d'état d'*avocat non inscrit* et on leur laisse ce titre.

L'avocat inscrit antérieurement au décret du 20 juin 1920 qui quitte postérieurement le Barreau, ne peut se dire avocat; il n'a pas, sous l'empire de l'ordonnance de 1822, fondé, par exemple, un cabinet d'affaires et il n'a pas une clientèle qui le connaît comme avocat-conseil. Il a un droit acquis à conserver sa situation au Barreau et non à se faire une nouvelle situation privilégiée comme agent d'affaires sous le couvert du titre d'avocat. L'avocat inscrit qui abandonne sa profession rentre dans le droit commun tel qu'il est établi par l'article 5 du décret (1).

Cette solution est évidente et découle du texte même.

Un autre cas, plus délicat, est celui de l'avocat n'ap-

(1) Voir en ce sens un arrêt de la Cour de Paris du 8 décembre 1927. *D. P.*, 1928, 2, 107.

partenant pas à un Barreau qui, postérieurement au 20 juin 1920, se fait inscrire puis donne sa démission pour reprendre sa profession d'agent d'affaires. Le titre d'avocat est-il chez le bénéficiaire de l'article 49, acquis d'une façon indélébile ou certains événements peuvent-ils postérieurement l'en priver ?

On peut déplorer qu'aucun texte de loi n'autorise les Tribunaux répressifs à interdire à un bénéficiaire de la disposition transitoire qui a encouru certaines condamnations pénales, l'usage du titre d'avocat ; ici, la qualité d'avocat est bien indélébile. Il n'en est pas de même dans le cas qui nous occupe car si nul ne le peut priver de son titre, il peut lui-même y renoncer tacitement en rentrant dans le droit commun de l'article 5 du décret. La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation en a ainsi décidé dans un arrêt du 20 juin 1930 <sup>(2)</sup>. Dans cette affaire, M. le Conseiller Bourdon a exposé dans son rapport que le bénéfice transitoirement accordé par l'article 49 doit être appliqué *stricto sensu* et qu'on ne saurait l'étendre à des situations autres que celles par lui prévues. Il ajoutait : « Il semble conforme à l'esprit du décret de considérer qu'il se produit dans la situation du licencié assermenté visé par l'article 49, un changement, une transformation, une sorte de *novation* de nature à modifier l'état de choses existant lors de la publication du décret, la dérogation transitoire prend fin et ne peut ensuite revivre lorsque le statu quo ante est rétabli. »

En droit, ce raisonnement vient étayer solidement l'ar-

(2) Cass. Crim., 20 juin 1930. *D. P.*, 1930, 1, 142 et *Etudes criminelles*, 1930, p. 263, article de M. le Professeur HUGUENY.

rêt de la Cour de Cassation et, en fait, il s'explique aussi fort bien. Le bénéficiaire de l'article 49, agent d'affaires généralement, qui se fait inscrire au Barreau, a l'idée bien arrêtée de changer de situation. Il sait qu'avocat inscrit, il devra cesser d'une manière absolue de s'occuper de son ancien cabinet; c'est une vie nouvelle qui s'ouvre devant lui, il a tourné la page et n'a plus à regarder en arrière. Il a un nouveau titre dont l'ancien n'était qu'une parodie, il est avocat inscrit, titre réglementé par l'article 5 du décret.

Si, quelques années ou même quelques mois plus tard, il donne sa démission et fonde un nouveau cabinet d'affaires, il n'aura plus une situation acquise qui mérite d'être respectée; mais une nouvelle situation à créer. Les raisons qui lui avaient fait accorder le titre d'avocat n'apparaissent plus avec la même évidence, on peut lui refuser le droit au titre d'avocat. Au surplus, c'est lui qui a demandé à rentrer dans le droit commun et s'il en subit les conséquences, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même.

## § II. — IL FAUT NE PAS ÊTRE UN ANCIEN AVOCAT RADIÉ NI UN ANCIEN OFFICIER MINISTÉRIEL DESTITUÉ

Dans l'article 49 in fine du décret du 20 juin 1920, sont prévues deux conditions négatives que doivent remplir les bénéficiaires de la dispositions transitoire : « Toutefois  
« ne bénéficieront pas de la disposition exceptionnelle  
« qui précède ceux qui auront été rayés par mesure disciplinaire du Tableau des avocats à un barreau et les  
« anciens officiers ministériels destitués. »

Le législateur a pris bien soin de qualifier d'*exceptionnelle* la disposition de l'article 49; aussi, il entend n'en réserver le bénéfice qu'aux personnes qui en paraissent dignes; il la refuse par contre à celles qui ont été l'objet d'une grave mesure disciplinaire. Il ne veut pas qu'un individu de moralité douteuse puisse se parer du titre d'avocat; mais alors, que n'a-t-il exigé de tous ceux qui prétendent bénéficier de la disposition transitoire un casier judiciaire vierge. Pas de demi-mesure, il fallait demander à tous les candidats au titre d'avocat des garanties de moralité ou bien ne pas mettre d'exception à la règle posée dans le paragraphe premier de l'article 49.

En effet, il ne faut pas oublier que l'article 49 a pour but de respecter des droits acquis, de ne pas briser la situation de ceux qui, comme la plupart des avocats-conseils, avaient réglé, avant 1920, leur profession au vu des lois existantes, sans se faire inscrire à un Barreau; donc, tous ceux qui pouvaient prendre légalement le titre d'avocat devraient conserver ce droit.

Sous l'empire de l'Ordonnance de 1822, la radiation du barreau ne faisait pas perdre le titre d'avocat. Carré<sup>(3)</sup> estime du reste que l'avocat rayé du Tableau n'est pas destitué du droit d'exercer ailleurs comme juriconsulte ou avocat-consultant. L'article 39 de l'ordonnance ne réserve aux avocats inscrits que le privilège de la plaidoirie. En ce qui concerne les autres fonctions de l'avocat, tous, inscrits ou non, y ont droit. La radiation ne peut même pas avoir pour effet de retirer le droit de consulter.

(3) CARRÉ, *op. cit.*, p. 160 et 173.

Philippe Dupin et Daviel sont de cet avis et si Molloy<sup>(4)</sup> pense différemment, il n'apporte pour appuyer sa thèse aucune raison concluante. Au surplus, aucun de ces auteurs ne refuse à l'avocat radié le titre d'avocat.

Un arrêt de la Cour de Lyon du 14 février 1834<sup>(5)</sup> a statué dans ce sens, décidant que l'avocat rayé du Tableau n'en conserve pas moins la qualité d'avocat, que seulement il lui est interdit de prendre celle d'avocat à telle Cour ou à tel Tribunal.

En ce qui concerne l'ancien officier ministériel destitué, la situation est la même. L'officier ministériel en fonctions n'a pas à se parer du titre d'avocat. Ce n'est donc qu'après sa destitution qu'il a pu prendre légalement le titre, soit qu'il ait déjà été avocat avant d'être officier ministériel, soit qu'il ait prêté serment en cette qualité après sa destitution.

Nul ne pouvait, antérieurement au décret du 20 juin 1920, lui refuser le droit au titre d'avocat à cause de la peine disciplinaire qui lui avait été infligée, du moment qu'il était licencié assermenté et les Cours ne pouvaient refuser de recevoir son serment. Il avait donc lui aussi un droit acquis que lui retire l'article 49, paragraphe 2.

S'il a été destitué postérieurement au 20 juin 1920, il n'a pu prendre habituellement le titre d'avocat avant cette date ; il ne remplit donc pas l'une des conditions exigées par le paragraphe premier de l'article 49.

Le décret a pu refuser à l'avocat rayé du Tableau et à l'ancien officier ministériel destitué, le droit au titre

(4) MOLLOY, *op. cit.*, t. I, p. 410.

(5) Cour de Lyon, 14 février 1834. *S.*, vol. 14, 2, 539.

d'avocat, légalement rien ne s'y opposait mais cette disposition est contraire à l'esprit du décret. Au surplus, le paragraphe 2 de l'article 49 du décret du 20 juin 1920 aura bien rarement l'occasion de s'appliquer; non pas que les avocats radiés et les anciens officiers ministériels destitués qui usent du titre d'avocat soient en nombre infime; mais par suite de l'une des conséquences des lois d'amnistie, conséquence que n'avait certes pas prévu les auteurs du décret, conséquence normale cependant et conforme aux principes qui régissent généralement les amnisties.

La loi du 24 octobre 1919 a accordé amnistie pleine et entière pour tous les faits qu'elle a spécifiés, à condition qu'ils aient été commis antérieurement au 19 octobre de la même année. Dans son article 2 paragraphe 17, elle a prévu son application « à tous faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires, sans qu'il en résulte aucun droit à réintégration ».

La Chambre civile de la Cour de Cassation a décidé dans deux arrêts des 23 décembre 1925 <sup>(6)</sup> et 18 janvier 1927 <sup>(7)</sup> que bien que les faits qui ont motivé la radiation d'un avocat aient été couverts par l'amnistie, le Conseil de l'Ordre peut valablement écarter une demande de réinscription présentée par l'avocat radié. « Attendu, dit l'arrêt du 23 décembre 1925, que si l'amnistie entraîne en principe la disparition de toutes les conséquences qui découlaient de la sanction prononcée il, n'en est ainsi

(6) Cass. Civ., 23 décembre 1925. S. 1926. I. 241, et note de M. le Professeur HUGUENY.

(7) Cass. Req., 18 janvier 1927, *Gaz. Pal.*, 12 mars 1927.

que si elle est sans réserve, que le paragraphe 17 de l'article 2 a bien pour effet de mettre fin à la peine de la radiation et de supprimer ainsi l'obstacle légal qui s'opposait à l'inscription de l'avocat radié à certains Barreaux mais que la disposition restrictive finale exclut le rétablissement de plein droit dans l'exercice de la profession qui aurait été la suite d'une amnistie sans réserve; attendu que ce texte est conçu en termes généraux; que dès lors contrairement à la prétention du pourvoi, l'avocat radié n'est pas placé dans une situation différente des autres citoyens frappés de l'exclusion de leur emploi ou de leur profession, qui sont tenus d'obtenir des autorités compétentes une nouvelle investiture; qu'il appartient en conséquence au Conseil de l'Ordre de prononcer suivant les circonstances la réinscription de l'avocat au Tableau, sous réserve du droit d'appel devant la Cour. »

L'amnistie accordée par la loi de 1919 a donc pour but de laisser à l'amnistié l'avenir ouvert devant lui, sans que son passé puisse lui être opposé; toutefois, l'amnistié ne saurait avoir pour conséquence sa réinscription d'office au Barreau et le Conseil de l'Ordre doit examiner si le candidat remplit les conditions de moralité exigées, de même qu'il le fait pour tous les autres candidats.

La question de savoir s'il peut prendre motif des circonstances dans lesquelles était intervenue la radiation, est plus délicate en raison de l'interdiction formulée par l'article 24 de la loi d'amnistie du 3 janvier 1925, de faire état des condamnations disciplinaires amnistiées.

L'amnistie a donc fait disparaître la radiation et l'amnistié a pu, à dater de la promulgation de la loi du 24

octobre 1919, demander sa réinscription; mais, nous avons vu, ci-dessus, que, bien que frappé disciplinairement, il avait conservé le titre d'avocat jusqu'au décret du 20 juin 1920 qui refuse cette dénomination aux avocats radiés par mesure disciplinaire. On se trouve donc en présence de deux solutions contradictoires :

— appliquer l'article 49 in fine du décret et refuser à l'avocat rayé du Tableau la qualité d'avocat, solution contraire à la loi d'amnistie;

— décider que l'avocat radié ayant bénéficié de l'amnistie peut prendre le titre d'avocat; mais alors la disposition de l'article 49 in fine sera lettre morte, ne trouvant son application que dans le cas bien improbable de radiation devenue définitive avant le 20 juin 1920 pour des faits commis postérieurement au 19 octobre 1919. Sauf dans des cas exceptionnels, la procédure de radiation n'aura pu s'achever dans ces délais.

La première solution a d'abord été adoptée par différentes décisions judiciaires. Un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine en date du 29 juillet 1925 <sup>(8)</sup> a condamné un sieur B... pour usurpation du titre d'avocat alors que B..., ancien avocat radié par mesure disciplinaire, invoquait les lois d'amnistie de 1919 et de 1921. Le Tribunal a estimé que si l'amnistie s'applique aux faits ayant amené la radiation, elle ne donne pas droit à réintégration de l'amnistié dans ses anciennes prérogatives. Elle porte sur les conséquences d'ordre répressif et non sur celles d'ordre civil.

(8) Trib. Correc. Seine (XIII<sup>e</sup> Chambre). 29 juillet 1925, *D. H.*, 1925, p. 548.

La Cour de Cassation, saisie de la question à propos d'une affaire similaire, a adopté la solution contraire <sup>(9)</sup>.

Un agent d'affaires, ancien avocat radié par mesure disciplinaire en 1898, avait été poursuivi et condamné par la Cour d'Appel de Paris pour usurpation du titre d'avocat, le 14 avril 1926. Il s'était pourvu en cassation, motif pris de ce qu'ayant bénéficié de l'amnistie en 1919, il remplissait les conditions prévues par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 49 du décret du 20 juin 1920 et avait par conséquent droit au titre d'avocat. La Chambre Criminelle, dans son arrêt du 20 octobre 1926, a reconnu le bien-fondé de cette prétention, attendu « que l'article 49 autorise exceptionnellement les licenciés en droit qui ont prêté serment mais qui ne sont pas inscrits, à conserver la dénomination d'avocat lorsqu'antérieurement à la publication du dit décret ils ont pris habituellement ce titre; que la faveur ainsi accordée transitoirement par l'article 49 du décret du 20 juin 1920 n'est refusée qu'à ceux qui ont été rayés du Tableau et aux anciens officiers ministériels destitués;

attendu que des constatations du jugement dont l'arrêt attaqué a adopté les motifs, il résulte que, bien qu'il ait été rayé du tableau de l'ordre des avocats de Marseille par décision disciplinaire du 22 janvier 1895, G... a continué à prendre le titre d'avocat;

mais attendu que l'amnistie accordée par les lois du 24 octobre 1919 et du 29 avril 1921, ayant eu pour objet d'effacer les infractions disciplinaires, la condamnation

(9) Cass. Crim., 20 octobre 1926, *D. P.*, 1927, 1, 109, et note de M. APPLETON, et *S.*, 1927, 1, 233, note de M. ROUX.

du 22 janvier 1895 a disparu et qu'en conséquence G... peut se prévaloir, pour continuer à porter le titre d'avocat, de l'article 49 du décret du 20 juin 1920 sans qu'il soit possible de lui opposer l'exception édictée, au cas de destitution, par cette disposition transitoire. »

Cet arrêt semble avoir tranché définitivement la question et l'amnistie enlève toute portée au paragraphe 2 de l'article 49 du décret du 20 juin 1920.

Les motifs de l'arrêt de la Cour de Cassation en ce qui concerne l'avocat radié, valent de la même façon pour le cas de l'ancien officier ministériel destitué.

Doit-on regretter que des personnes ayant subi une grave sanction disciplinaire, puissent user du titre d'avocat ? Nous ne le croyons pas puisque d'autres personnes dont la moralité peut être davantage suspectée, peuvent garder cette dénomination professionnelle.

Refuser aux anciens avocats radiés et aux anciens officiers ministériels destitués le droit de se dire avocat, serait contraire à l'esprit de la mesure transitoire contenue dans le décret du 20 juin 1920. Les lois d'amnistie ont donc rétabli en cette matière l'unité de vue qui avait été rompue par le paragraphe 2 de l'article 49.



## CHAPITRE III

### Légalité de la réglementation par décret de l'usage du titre d'avocat

La réglementation de l'usage du titre d'avocat par le décret du 20 juin 1920, a soulevé de nombreuses protestations.

Deux mouvements, diamétralement opposés, se sont manifestés.

Le premier a consisté en réclamations de la part d'agents d'affaires usant du titre d'avocat, qui ont prétendu que le pouvoir exécutif n'avait pas le droit de leur retirer ce titre par voie de décret alors que, seule, une loi avait le pouvoir de le faire. Certains d'entre eux se sont même pourvus devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir.

Le second est l'œuvre des Barreaux et d'avocats inscrits qui ont d'abord soutenu que la disposition contenue dans l'article 49 du décret était illégale; puis qui ont prétendu que la loi du 26 mars 1924 modifiant l'article 259 du Code pénal, qui a fait de l'usurpation du titre d'avocat un délit, avait abrogé implicitement l'article 49 du décret.

Nous allons examiner successivement ces deux thèses contradictoires.

## SECTION I

## Légalité de l'article 5 du décret du 20 juin 1920

La loi du 22 ventôse an XII, en rétablissant le titre d'avocat supprimé sous la Révolution, a décidé, dans son article 38, qu'il serait pourvu par des règlements d'administration publique, à l'exécution de cette loi et notamment en ce qui concerne la formation du Tableau et la discipline du Barreau.

C'est en exécution de cette loi qu'ont été pris différents décrets et ordonnances relatifs au titre d'avocat.

Les règlements d'administration publique se distinguent des règlements simples en ce qu'ils sont pris non pas en vertu des pouvoirs généraux de réglementation conférés au Chef de l'Etat par l'article 3 de la Constitution, mais sur l'invitation formelle du législateur qui a prévu dans une loi que certaines dispositions venant la compléter seraient édictées par des règlements d'administration publique.

Sans entrer dans les discussions qui ont pour but de rechercher s'il s'agit d'une délégation du pouvoir législatif à l'exécutif ou, plus simplement, d'une invitation à faire usage des pouvoirs qu'il tient de la Constitution (1), nous nous contenterons de remarquer que les règlements

(1) Voir sur ce point : BERTHÉLÉMY, *Traité élémentaire de Droit Administratif*, X<sup>e</sup> édition, p. 109.

d'administration publique ont sur la loi l'avantage d'être plus facilement modifiables et d'une adaptation plus pratique aux nécessités du jour. Les formalités qui entourent l'élaboration des règlements d'administration publique donnent des garanties sérieuses. Il faut d'abord qu'une loi ait décidé qu'il serait pourvu à son exécution par des règlements d'administration publique. Ces règlements doivent être pris en Conseil d'Etat, et, de plus, pour rester dans la légalité, ils ne doivent pas être en contradiction avec la loi. Pour les modifier, la même procédure doit être employée.

Pendant longtemps, on les a considérés comme de véritables actes législatifs contre lesquels il n'existait aucun recours. On estime à présent qu'ils sont des actes d'administration; donc, qu'ils peuvent donner ouverture à un recours en annulation pour excès de pouvoir <sup>(2)</sup> et les tribunaux peuvent en refuser l'application s'ils les jugent contraires à la loi.

Le décret du 20 juin 1920, pris en Conseil d'Etat, sur l'invitation du législateur, est donc légal, à condition de ne contenir aucune disposition contraire à la loi du 22 ventôse an XII. C'est en exécution de cette même loi qu'on a pris les décrets des 11 décembre 1810, 3 octobre 1811 et 2 juillet 1812 et l'ordonnance du 20 novembre 1822.

Si ces différents textes, ainsi que nous l'avons déjà vu <sup>(3)</sup>, ont permis l'existence, à côté des avocats inscrits d'avocats non inscrits, le gouvernement pouvait, en sui-

(2) Voir BERTHÉLÉMY, *op. cit.* p. 3.

(3) Voir chapitre I, section II, p. 17.

vant la même procédure, supprimer cette catégorie puisque la loi du 22 ventôse an XII ne l'avait pas prévue expressément.

Il faut du reste remarquer qu'il lui aurait été impossible de faire une distinction entre avocats inscrits et non inscrits puisque le Tableau n'existait pas encore. La réglementation de l'usage du titre d'avocat pouvait donc être faite par décret.

Un recours pour excès de pouvoir a été introduit devant le Conseil d'Etat. Les articles 5, 6 § 2, 45 § 2, 48 et 49 § 2, ont été spécialement visés.

Le Conseil d'Etat, par un arrêt du 18 février 1921 <sup>(4)</sup>, a repoussé les prétentions des demandeurs et déclaré valables ces différentes dispositions. En ce qui concerne l'article 5, son arrêt est motivé en ces termes :

« Considérant que celle-ci (la loi du 22 ventôse an XII) porte dans son article 24 que nul ne pourra exercer les fonctions d'avocat près les tribunaux sans avoir représenté au Commissaire du Gouvernement et fait enregistrer ses diplômes de licencié ;

que l'article 29 ajoute qu'il sera formé un tableau des avocats exerçant près les tribunaux ; qu'enfin, aux termes de l'article 38. il sera pourvu par des règlements d'administration publique à l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne... 7° la formation du tableau ; considérant qu'il résulte de ces divers textes qu'en rétablissant le titre d'avocat la loi précitée ne l'a accordé qu'aux avocats exerçant près les tribunaux ; qu'en admet-

(4) Conseil d'Etat, 18 février 1921, *D. P.*, 1922, 3, 1.

tant que, du rapprochement des articles 13, 38 et 39 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, il ressort que celle-ci a entendu créer une distinction entre le titre d'avocat, lequel serait acquis aux licenciés en droit par la prestation de serment, et la fonction d'avocat, dont l'exercice rendrait seul nécessaire l'inscription au tableau, ce fait ne pouvait être un obstacle à ce que le gouvernement abrogeât la dite ordonnance et prit un règlement nouveau, en vertu de la délégation contenue dans l'article 38 7° de la loi susvisée du 22 ventôse an XII, en vue d'assurer l'application d'un principe posé par la loi elle-même; que c'est dans ce but et conformément à ce principe qu'a été édicté l'article 5 du décret attaqué, d'après lequel, sous réserve de la disposition transitoire contenu à l'article 49 § 1, seuls ont droit au titre d'avocat les licenciés en droit qui sont régulièrement inscrits au tableau ou au stage du barreau d'une Cour d'Appel ou d'un Tribunal de Première Instance; qu'il suit de là que les sieurs G..., B... et L... ne sont pas fondés à soutenir que l'article 5 dont s'agit est entaché d'excès de pouvoir. »

Cet arrêt, si fortement étayé, a clos définitivement la discussion et nul ne s'aviserait de contester sérieusement la légalité de l'article 5 du décret du 20 juin 1920.

## SECTION II

### **Légalité de la disposition transitoire contenue dans l'article 49 du décret du 20 juin 1920**

La légalité de la disposition transitoire contenue dans

l'article 49 du décret du 20 juin 1920, est fonction des principes posés par la loi du 22 ventôse an XII.

Pour être valable, l'article 49, comme l'article 5, ne doit pas être contraire à la loi. L'article 49 autorise les licenciés en droit ayant prêté serment à garder le titre d'avocat qu'ils avaient pris antérieurement au décret.

M. Jean Appleton dit fort justement <sup>(5)</sup> que le titre d'avocat est hors du commerce et que le fait de l'avoir porté, même fort longtemps d'une manière illicite, ne peut conférer aucun droit à celui qui s'en pare illégalement.

C'est ce principe qui a inspiré le pouvoir exécutif lorsqu'il a édicté l'article 49. En effet, certains individus, sans être licenciés en droit et sans avoir prêté serment, usaient de la dénomination d'avocat. N'ayant pas *légalement* droit à ce titre, le décret estime qu'ils n'ont pas de droit acquis et leur interdit de le prendre à l'avenir. Par contre, il l'accorde à ceux qui, le portant légalement, ont un droit acquis qu'ils puisent, non dans une sorte d'acquisition par prescription, mais dans des textes législatifs.

M. Appleton, lui, conclut à l'illégalité de l'article 49. « S'il est vrai, dit-il plus loin, que la loi du 22 ventôse an XII a solidarisé l'usage du titre et l'inscription au Barreau, aucune mesure réglementaire ne peut déroger, même pour un temps, à cette disposition légale. » Cette solution s'imposerait en effet si la loi du 22 ventôse an XII avait solidarisé l'usage du titre et l'inscription au Barreau. Il n'en est rien et l'arrêt du Conseil d'Etat précité du 18 février 1921 s'est avancé à la légère en disant « qu'il

(5) APPLETON, *Traité de la profession d'avocat*, Ed. 1928, p. 293.

résulte de ces divers textes qu'en rétablissant le titre d'avocat, la loi précitée (22 ventôse an XII) ne l'a accordé qu'aux avocats exerçant près les tribunaux. » Cette loi, en effet, dit : « Nul ne pourra exercer les fonctions d'avocat près les tribunaux » et non « nul ne pourra se dire avocat s'il n'exerce près les tribunaux » ; c'est tout à fait différent. Il ne pouvait du reste être question dans cette loi d'inscription au Tableau puisqu'il n'avait pas encore été organisé.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, la loi du 22 ventôse an XII n'a pas lié indissolublement le titre et l'inscription au Barreau. Le décret du 20 juin 1920 ayant été pris en Conseil d'Etat, cette haute assemblée, avant de donner son avis, a dû étudier d'une manière approfondie la légalité de la disposition transitoire. Déclarer illégale cette mesure, entraînerait du reste par voie de conséquence la même déclaration en ce qui concerne l'ordonnance de 1822 qui pendant près d'un siècle a réglé l'organisation de l'Ordre des Avocats. On a pu la critiquer, mais personne, pendant un siècle, n'en a suspecté la légalité.

Par son arrêt du 18 février 1921, le Conseil d'Etat a-t-il voulu se déjuger ? Nous ne le croyons pas et c'est probablement par inadvertance que cette juridiction a employé la phrase incriminée au lieu de dire purement et simplement que la loi du 22 ventôse an XII ne contient aucune disposition formelle indiquant la volonté du législateur de créer deux catégories d'avocats : inscrits et non inscrits. Elle s'est bornée à exiger des garanties d'instruction pour être reçu avocat, voulant par là montrer son intention de faire disparaître les défenseurs officieux.

Du moment que la loi n'avait pas décidé si le titre et l'exercice de la profession étaient ou non liés, il appartenait au Gouvernement de le faire par voie de décret.

Si en 1920, pour donner satisfaction aux Barreaux, il a été décidé qu'à l'avenir le titre n'appartiendrait qu'aux avocats inscrits, il était néanmoins loisible de créer une situation spéciale au profit de ceux qui, sans être inscrits à un Barreau, portaient légalement le titre antérieurement au décret. Il faut du reste remarquer que des pourparlers nouvelle réglementation avait vu le jour <sup>(6)</sup> :

On peut en trouver l'écho dans les discussions qui se sont produites au Congrès des avocats à Reims en 1928. On avait en effet reproché au Bâtonnier Mennesson d'avoir, alors qu'il présidait aux destinées du Barreau de Paris, en 1920, accepté la disposition transitoire. Il répondit en rappelant les circonstances dans lesquelles la nouvelle réglementation avait vu le jour <sup>(6)</sup>.

« Sans entrer dans les controverses, je veux simplement vous dire ceci : L'article 49 a été la rançon du décret du 20 juin 1920. La Chancellerie avait une tradition constante. Elle attachait le titre d'avocat à la seule prestation de serment. La jurisprudence des cours d'appel était fixée en ce sens. Lorsque j'ai demandé à la Chancellerie le droit exclusif au titre d'avocat pour ceux qui sont inscrits à un barreau soit de tribunal soit de cour d'appel, il m'a été répondu : *C'est entendu mais à une condition sine qua non : ceux qui sont à l'heure actuelle en possession du titre d'avocat ne seront pas frappés par le décret à*

(6) *Bulletin de l'Association nationale des Avocats inscrits*, année 1928, p. 213.

*intervenir. Nous voulons respecter le principe de la non rétroactivité des lois et décrets.*

« C'était à prendre ou à laisser. Non seulement cela m'a été dit officiellement, mais je me rappelle qu'ayant rencontré hors de son service le chef de bureau de la Chancellerie dont relevait notre demande, il m'a répété qu'effectivement c'était à prendre ou à laisser. Je me suis fait alors cette réflexion que la question se posait depuis 1830; il fallait se décider à aboutir, et qu'après tout, par définition, une disposition transitoire et temporaire était une disposition qui ne serait pas permanente. Si nous avons dû subir l'article 49, ce fut pour obtenir enfin la consécration de notre titre que nous poursuivions sans succès depuis 1830. »

Ces controverses sur la légalité de l'article 49 du décret du 20 juin 1920, ont été suivies, à partir de 1924, d'une nouvelle thèse tendant à démontrer que la loi du 26 mars 1924, modifiant l'article 259 du Code pénal, avait abrogé implicitement l'article 49 du décret.

Les licenciés en droit visés par l'article 49 du décret, dit M. Paul Dhellemmes <sup>(7)</sup>, ne remplissent pas toutes les conditions prescrites par l'article 5 pour avoir droit au titre d'avocat; ils ne peuvent porter ce titre que *par dérogation* à cet article, à la faveur d'une disposition *exceptionnelle* et à titre transitoire, c'est-à-dire pendant une période de temps laissée à la discrétion du législateur.

Le texte très formel de la loi du 26 mars 1924, incompatible avec cet article 49, prouve à n'en pas douter que

(7) *Bulletin de l'Association nationale des Avocats inscrits*, année 1927, p. 117.

le législateur a mis fin à la période transitoire, a détruit la faveur aussi exceptionnelle qu'illégale accordée par le pouvoir réglementaire par dérogation aux conditions exigées pour porter le titre professionnel.

Le sens grammatical du mot *quiconque* inséré dans la nouvelle loi ne prête à aucune interprétation, quiconque veut dire toute personne qui, quelque personne que ce soit qui, est punie toute personne qui aurait fait usage du titre d'avocat sans remplir les conditions légales pour le porter. La loi pénale ne laisse plus de place à la faveur dérogatoire, à l'exception.

Cette thèse est facile à combattre car la loi du 26 mars 1924 n'a pas abrogé implicitement l'article 49 du décret du 20 juin 1920. Cette loi réprime l'usage illicite d'un *titre attaché à une profession légalement réglementée*. Or, la profession d'avocat est réglementée par un ensemble de dispositions dont fait partie précisément l'article 49 du décret de 1920. Cet article n'est nullement en contradiction avec la loi du 26 mars 1924; cette loi n'a donc pu l'abroger implicitement.

Il serait arbitraire de détacher de ce décret une disposition unique, qui deviendrait caduque, pour réserver aux autres dispositions la sanction de la loi de 1924. Peu importe d'ailleurs que cet article 49 constitue une disposition transitoire; ce texte, tel qu'il a été édicté, confère à certains citoyens un droit qui ne saurait leur être retiré que par un texte nouveau qui abrogerait le dit article ou serait inconciliable avec lui. Or, la loi de 1924 ne renferme pas abrogation expresse et elle est parfaitement conciliable avec les dispositions de l'article 49.

Il ne faut pas oublier non plus que la loi du 26 mars 1924 n'a pas eu uniquement pour but de protéger le titre d'avocat. Il est certain que le législateur a pensé à ce titre, mais il a entendu protéger par une même disposition générale, toutes les professions légalement réglementées, dans la mesure où elles sont réglementées. Il n'a pas eu pour but de modifier cette réglementation.

Comme l'article 5, l'article 49 du décret du 20 juin 1920 est parfaitement valable et doit recevoir son application.



## CHAPITRE IV

### Les agents d'affaires et le titre d'avocat

L'activité économique de ces dernières années a intensifié le rôle des agents d'affaires qui ont pris dans notre société une importance d'autant plus grande que les avocats, tenus d'observer des règles professionnelles très strictes, ne peuvent remplir la même fonction sociale.

Dans toutes les grandes villes, des personnes ayant des connaissances juridiques plus ou moins approfondies, ont monté des cabinets d'affaires.

L'agent d'affaires est une personne dont la profession habituelle consiste à s'occuper, moyennant salaire, des affaires d'autrui, litigieuses ou non litigieuses, et dont l'établissement est porté à la connaissance du public par des annonces, des circulaires ou autres moyens de publicité.

Le rôle de l'agent d'affaires est très varié et l'on peut prendre comme règle générale que tous les genres d'activité lui sont ouverts : gestion de fortunes mobilières, poursuite des affaires contentieuses près les administrations publiques ou particulières et près des tribunaux, place-

ment des capitaux, recouvrement des créances, vente et achats d'effets publics, de créances, de meubles ou d'immeubles, défense en justice de paix, devant le tribunal de commerce, devant les assemblées de faillite ou devant les arbitres, tenue ou vérification de livres de comptabilité, traduction d'actes ou de documents étrangers, rédaction de notes ou lettres dans ces langues. En résumé, la profession d'agent d'affaires est à peu près sans limite et elle peut comprendre tout ce qui est susceptible de faire l'objet d'un mandat.

Il existe à Paris de nombreux cabinets d'affaires d'une honorabilité parfaite, connus non seulement en France mais même à l'étranger et l'*Annuaire Général des Barreaux*, publié en Amérique par Hyacinthe Ringrose, membre du Barreau de la Cour Suprême des Etats-Unis, s'exprime de la manière suivante sur les agents d'affaires français <sup>(1)</sup>: « A côté des praticiens réguliers, il y a les hommes d'affaires qui, bien que n'étant ni membres du barreau, ni autorisés à postuler comme avoués, peuvent cependant donner des consultations juridiques et assister les parties en dehors des tribunaux. Beaucoup de ces juristes d'outre-mer sont compétents à la fois en droit français et dans la législation de leur pays d'origine et sont dans une situation avantageuse pour l'assistance de leurs clients parlant anglais. »

Les agents d'affaires dont parle Ringrose, sont des agents d'affaires un peu spéciaux. Etablis dans les grandes villes et dans les ports de commerce, ils ont pour mission

(1) *International legal directory*, Ed. 1923, p. 64.

de donner des consultations sur le droit de leur pays, de rédiger et de préparer des actes, de recevoir des mandats, de servir d'intermédiaires entre les Français ayant des affaires à l'étranger et les hommes d'affaires de leur pays d'origine et de représenter en France leurs compatriotes. Honorablement connus, ils sont généralement recommandés à la confiance du public par les consulats de leur pays. Ce sont parfois des avocats étrangers venus monter en France un cabinet d'affaires; mais, le plus souvent, ce sont des agents d'affaires français, associés avec des avocats étrangers.

Les règles du barreau français interdisant toute exploitation en société d'un cabinet d'avocat, les avocats étrangers ont bien été obligés de s'adresser à des agents d'affaires.

Le rôle de l'agent d'affaires, tel que nous venons de le déterminer, est donc d'une importance sociale considérable.

La plupart de ces hommes d'affaires exercent très honorablement leur profession et rendent des services très appréciables aux personnes qui s'adressent à eux. Mais, à côté de ces agents d'affaires, il existe des individus qui, sous le couvert de cette profession qui n'est pas réglementée, font des opérations peu correctes.

Depuis quelques années, on cherche à donner au Public certaines garanties en ce qui concerne la moralité des personnes auxquelles il s'adresse. De même que l'on a jugé indispensable en 1804 de rétablir l'Ordre des Avocats, de même, on s'aperçoit de nos jours de la nécessité de réglementer certaines professions. La loi du 19 juin

1930 a interdit l'exercice de la profession de banquier aux individus dont le casier judiciaire est orné de condamnations pour certains délits de droit commun, comme par exemple l'escroquerie, l'abus de confiance, l'émission de chèque sans provision et aux faillis réhabilités.

Des projets ayant pour but de créer un ordre des médecins, sont à l'étude et on cherche à réglementer l'exercice de la profession d'agent d'affaires.

Sans vouloir entrer dans l'examen de ces projets, des avantages et des inconvénients que présenterait une telle réglementation, qu'il nous suffise de constater que les pouvoirs publics se sont émus de voir certaines professions envahies par des individus peu qualifiés qui jettent le discrédit sur la profession tout entière.

L'agence d'affaires est devenue un rouage si important de notre société qu'il devient nécessaire de la protéger contre l'intrusion d'individus dont le Public ne saurait se louer.

Un très grand nombre de licenciés sont venus demander à la prestation de serment, le titre d'avocat, mais se sont abstenus de solliciter ensuite leur admission au Barreau. Ils se sont ainsi parés d'un titre hautement considéré, soit pour paraître exercer une fonction sociale en un temps où la facilité de l'existence permettait à beaucoup de s'en passer, soit pour se livrer à des occupations totalement différentes de celles de l'avocat. Beaucoup ont choisi la profession d'agent d'affaires qu'ils exercent sous le couvert du titre d'avocat.

Certaines branches de l'activité des agents d'affaires se confondent du reste avec les fonctions de l'avocat inscrit.

Tous deux peuvent en effet consulter et sont admis à plaider en justice de paix et devant le tribunal de commerce.

Le contrat qui les lie à leurs clients est tout à fait différent. Sans aucun doute, l'agent d'affaires est un mandataire salarié alors que la nature du contrat qui intervient entre l'avocat et le client est plus difficile à découvrir et a donné lieu à de multiples controverses. Certains y voient un louage de services ou d'industrie <sup>(2)</sup>, d'autres un mandat <sup>(3)</sup>; d'autres enfin et c'est la théorie qui semble remporter le plus de suffrages, estiment que l'on se trouve en présence d'un contrat spécial, un contrat innommé tenant à la fois du louage et du mandat <sup>(4)</sup>. Dans cette dernière opinion, on fait remarquer que les actes dépendant de la profession d'avocat ne peuvent faire l'objet d'un engagement civil obligatoire. La mission de l'avocat n'est pas uniquement de servir son client, il est aussi d'éclairer la justice. On ne saurait voir un louage de service ou d'industrie dans la mission de l'avocat qui assiste gratuitement un client pourvu de l'assistance judiciaire.

Le mandat, lui, implique le pouvoir donné au mandataire d'accomplir au nom du mandant, un ou plusieurs actes juridiques, de le représenter envers les tiers comme d'obliger les tiers envers lui. Or, il n'y a aucun pouvoir

(2) DUVERGIER, *Traité du louage*, t. I, n° 27 et suiv. — GLASSON, noté sous Agen, 4 mars 1889, *D. P.*, 1890, 2, 281. — COLLIN et CAPITANT, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, p. 564.

(3) MARCADÉ, *Explication du Code Napoléon*, t. VI, article 1779, n° 2, p. 523.

(4) AUBRY et RAU, *Cours de Droit civil français*, 4<sup>e</sup> éd., t. IV, § 371 bis. — Charles CLARO, Note sous Cass. civ., 20 janvier 1900, *D. P.*, 1900, 1, 105.

de cette nature donné à l'avocat. Les actes qu'il accomplit ne sont pas des actes juridiques et l'avocat qui conseille ou assiste et qui plaide, le fait en son propre nom et non comme représentant de son client.

C'est pour ces raisons que la loi n'exige pas de l'avocat qu'il présente une procuration. En matière civile, devant les Cours ou les Tribunaux, c'est l'avoué qui représente le client; en matière pénale, ce dernier est tenu de comparaître personnellement, sauf dans les affaires relatives à des infractions n'entraînant pas peine d'emprisonnement, ainsi que pour une demande de remise de cause ou pour la présentation d'une exception préjudicielle indépendante du fond comme une exception d'incompétence ou une exception de nullité de citation.

L'obligation de présenter un pouvoir devant les tribunaux de commerce et les justices de paix, a éloigné pendant longtemps l'avocat de ces juridictions. Les règles de l'Ordre lui interdisant de solliciter ou d'accepter une procuration, l'avocat se trouvait contraint de se faire accompagner soit de son client, soit d'un mandataire muni d'une procuration spéciale. L'article 26 de la loi du 12 juillet 1905 sur la réorganisation des justices de paix a dispensé les avocats et les avoués se présentant devant les juridictions cantonales de justifier d'une procuration et l'article 96 de la loi de finances du 13 juillet 1911 a permis aux avocats de plaider sans procuration devant le Tribunal de commerce. Il en est de même en ce qui concerne la représentation des parties devant les Conseils de prud'hommes (Article 26 de la loi du 27 mars 1907).

La rétribution de l'agent d'affaires et de l'avocat ne

s'effectue pas de la même manière. L'agent d'affaires a souvent recours avec son client au pacte *de quota litis* qui est une véritable association dans laquelle un créancier, dont le droit est litigieux, promet une quote-part de la créance à recouvrer à une personne qui se charge de lui en procurer le paiement. L'avocat, au contraire, ne peut accepter ce pacte qui lui est formellement défendu, non seulement par les règles de l'Ordre des Avocats, mais aussi par les articles 1133 et 1597 du Code civil. L'article 1597 interdit en effet à certaines personnes d'acquérir des droits litigieux et la jurisprudence a assimilé à l'acquisition le pacte *de quota litis* qui peut être considéré comme une acquisition partielle. Les honoraires de l'avocat lui sont généralement remis à l'avance pour éviter toute contestation ultérieure et les règles du Barreau n'autorisent pas les avocats à réclamer en justice le paiement de leurs honoraires. Rien n'empêche, au contraire, l'agent d'affaires de s'adresser à la justice pour obtenir rémunération de son travail et les tribunaux ont la faculté de diminuer le salaire qui avait été convenu s'ils le trouvent exagéré.

Les agents d'affaires licenciés en droit, se prévalant des dispositions de l'ordonnance de 1822, se sont fait connaître de leur clientèle comme avocats. D'autres, n'ayant aucun droit à cette qualité ont cependant pris le titre d'avocat-conseil ou d'avocat-consultant. Bien souvent, le public les a confondus avec les avocats inscrits, confusion d'autant plus facile que l'on dit souvent que l'avocat est le conseil de son client. Cette confusion, que certains agents d'affaires ont parfois favorisée ou même provoquée par d'autres moyens, par exemple en revêtant

une robe d'avocat pour recevoir leurs clients, ont incité les Barreaux à lutter contre cette concurrence en se faisant attribuer le monopole du titre d'avocat, ce qu'ils ont obtenu par l'article 5 du décret du 20 juin 1920.

Les agents d'affaires se sont donc vu retirer la possibilité de concurrencer les avocats en usant de leur titre. Toutefois, ainsi que nous l'avons déjà vu, l'article 49 du décret autorise certains d'entre eux à conserver le titre d'avocat.

Les avocats inscrits, bien qu'ayant en grande partie satisfaction, ont voulu davantage et, se basant sur l'exclusion du Barreau des agents d'affaires, par l'article 45 du décret du 20 juin 1920, ils ont émis la prétention de refuser aux bénéficiaires de l'article 49 qui sont agents d'affaires, le droit à la dénomination d'avocat.

L'article 45 du décret du 20 juin 1920, inspiré de l'article 42 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, prononce en effet l'exclusion du Barreau de toute personne exerçant la profession d'agent d'affaires ou dont le conjoint exerce cette profession. Alors que dans la première partie de l'article 45 le législateur s'est borné à indiquer que la profession d'avocat était incompatible avec les fonctions de l'Ordre judiciaire, celles de préfet, sous-préfet, secrétaire général de préfecture, greffier, notaire, avoué et avec les emplois à gage, il a employé une expression plus forte, *sont exclus*, en ce qui concerne les agents d'affaires.

Mais, cette exclusion du Barreau s'applique-t-elle à l'exercice de la profession ou au titre ? L'article 45 du décret a-t-il voulu interdire l'exercice de la profession d'avocat aux agents d'affaires ou a-t-il étendu son ostra-

cisme à ceux qui bénéficient de l'article 49 du décret ? Là encore, les thèses du Barreau et des agents d'affaires se sont affrontées.

Déjà, se basant sur l'article 42 de l'ordonnance du 20 novembre 1822 dont la rédaction était la même à peu de choses près, les Barreaux avaient prétendu que les agents d'affaires ne pouvaient user du titre d'avocat. Dans un rapport présenté le 16 juin 1846 à propos d'une consultation demandée par le Barreau de Tours, le rapporteur Benoît-Champy déclarait que la qualification d'avocat ne peut être prise publiquement par celui qui exerce une profession incompatible avec celle d'avocat. Il ajoute : « Le droit de revendiquer le titre d'avocat appartient donc exclusivement à celui qui aurait le droit d'être inscrit au Barreau parce qu'il n'a pas perdu les conditions légales d'aptitude. »

La même opinion est soutenue par Morin <sup>(5)</sup> et par Mollot qui s'exprime de la façon suivante <sup>(6)</sup> : « Prétendrait-on que le titre d'avocat puisse impunément s'allier à toutes les professions ? C'est ici que naît l'abus contre lequel le conseil a juste raison de s'élever et je pense comme lui que la possession du titre est inconciliable avec l'exercice de toutes les fonctions dont l'incompatibilité est déclarée par les règlements... Lorsqu'un agent d'affaires, un huissier, etc., se permet d'ajouter à sa qualité celle d'avocat, il annonce assez l'intention où il est d'exploiter mensongèrement et frauduleusement non le titre qui ne rapporte rien, mais la profession qui est utile. »

(5) MORIN, *Discipline judiciaire*, t. I, n° 118.

(6) MOLLOT, *op. cit.*, t. II, n° 721, p. 458.

Cette opinion n'a pas remporté l'unanimité des suffrages. Philippe Dupin <sup>(7)</sup> pense que l'addition du titre d'avocat à une autre qualité, celle d'avoué par exemple, ne serait qu'un non sens ne nuisant à personne, mais il estime que la loi ne s'oppose pas à l'alliance des deux titres. Pour lui, l'incompatibilité du Barreau avec certaines professions ne peut aboutir qu'à une radiation du Tableau et à l'empêchement d'exercer la profession ; mais, on ne saurait aller jusqu'à interdire la qualification honorifique d'avocat à ceux qui ont obtenu ce titre, la loi n'ayant pas créé de prohibition à cet égard.

A cet argument, il faut en ajouter un autre tiré du texte même de l'article 42 de l'ordonnance de 1822. Cet article ne parle pas du *titre* mais de la *profession* d'avocat et l'ordonnance ayant séparé titre et exercice de la profession, il est évident que sous l'empire de l'ordonnance de 1822, l'incompatibilité ne s'étendait pas au titre.

Si, sur la réclamation des Barreaux, les Parquets ont pu interdire à certains officiers ministériels, avoués ou huissiers, de joindre le titre d'avocat auquel ils avaient droit, à leur qualification professionnelle, c'est parce que que les Tribunaux ont la surveillance des officiers ministériels. Les Parquets ont donc estimé que le titre légal d'un officier ministériel ne pouvait pas être modifié par l'adjonction du titre d'avocat ; mais jamais la pensée ne leur est venue que le droit au titre d'avocat puisse leur être contesté.

Depuis le décret du 20 juin 1920, la situation est différente. Au principe de la séparation entre le titre et la pro-

(7) Philippe DUPIN, *Encyclopédie du Droit*, p. 374.

fession s'est substitué le principe plus normal et diamétralement opposé de la liaison indissoluble. Le caractère de l'incompatibilité n'est plus le même car il est évident que cette incompatibilité s'applique au titre comme à la profession. Mais en est-il de même en ce qui concerne les avocats bénéficiaires de l'article 49 ? Le Tribunal de Lille a cru devoir en décider ainsi sous prétexte que l'avocat radié ne peut bénéficier de la disposition transitoire et que le fait d'être agent d'affaires serait une cause de radiation. Il motive son opinion de la façon suivante <sup>(8)</sup> :

« Attendu que, sans rechercher si l'article précité (article 49 du décret) n'a pas été abrogé par la loi du 26 mars 1924, il résulte implicitement de son dernier paragraphe que si les licenciés en droit ayant prêté le serment d'avocat peuvent prendre ce titre encore qu'ils ne figurent à aucun Tableau, ce n'est qu'à la condition qu'ils pourraient y être inscrits et qu'ils n'exercent aucune fonction incompatible avec celle d'avocat ;

attendu que l'article 42 de l'ordonnance de 1822 déclare la profession incompatible avec certaines fonctions et que notamment les agents d'affaires doivent en être exclus. »

Les motifs du jugement de Lille paraissent critiquables et M. le professeur Hugueney, dans la note précitée, expose que l'article 49 alinéa 2 ne vise que l'avocat rayé par mesure disciplinaire : « Un avocat qui est sorti volontairement du Barreau et la tête haute n'est pas un avocat rayé par mesure disciplinaire. Il est bien vrai, s'il fait le

(8) Trib. Civ. de Lille, 21 mai 1926, S., 1927, 2, 49, et note de M. le Professeur HUGUENEY.

métier d'agent d'affaires qu'il exerce une profession incompatible avec la profession d'avocat mais il n'a pas commis la faute d'exercer simultanément deux professions incompatibles. N'ayant pas commis la faute, il ne doit pas porter la peine. On s'indigne à la pensée qu'agent d'affaires il aura le droit d'amener l'eau à son moulin avec son titre d'avocat. Mais pour qui donc serait faite la disposition transitoire de l'article 49 sinon pour ceux qui pécuniairement tirent profit de leur titre ? Elle ne l'est apparemment pas pour ceux dont tout l'ennui eût consisté, à la suite du changement de régime, à changer de carte de visite. »

La Cour de Douai, saisie de l'appel du jugement du Tribunal de Lille, s'est refusée à admettre la thèse adoptée par le jugement et reconnaît implicitement le droit, pour les bénéficiaires de l'article 49, d'user du titre d'avocat même s'ils exercent une profession incompatible <sup>(9)</sup>.

Un jugement du Tribunal civil de Marseille <sup>(10)</sup>, confirmé par un arrêt de la Cour d'Aix <sup>(11)</sup> admet la même solution que la Cour de Douai.

« Attendu, dit le jugement de Marseille, que l'article 45 du même décret déclare la profession d'avocat incompatible avec toutes les espèces de négoce et en exclut toute personne exerçant la profession d'agent d'affaires ; qu'on ne saurait néanmoins soumettre à cette règle qui s'impose aux avocats inscrits à un Barreau, l'avocat non inscrit lors de la promulgation dudit décret, qui exercerait

(9) Cour de Douai, 4 janvier 1928, *S.*, 1928, 2, III, et *D. P.*, 1928, 2, 156.

(10) Trib. civ. de Marseille, 23 novembre 1927. *S.*, 1928, 2, 172.

(11) Cour d'Aix, 7 mai 1928. *S.* 1928, 2, 172.

à cette date ou exercera plus tard la profession d'agent d'affaires ; qu'on ne peut dire qu'il perdra son droit au titre d'avocat en devenant agent d'affaires puisque la loi a entendu lui maintenir ce titre, pourvu qu'il l'ait habituellement porté avant le 20 juin 1920. »

On objectera que l'agent d'affaires qui use du titre d'avocat à la faveur de l'article 49 pour exercer une profession différente, incompatible avec celle d'avocat et qui l'exclut du Barreau, crée une confusion à peu près invincible aux yeux du justiciable et tourne ainsi la prohibition que l'article 45 a entendu lui imposer. Mais alors, c'est contester l'opportunité de l'article 49 et si l'on peut déplorer, du point de vue pratique, l'existence de cette disposition, il ne faut cependant pas oublier qu'elle était indispensable pour respecter des droits légalement acquis.

Nous verrons du reste, à propos de la sanction, que la jurisprudence admet des modalités dans la façon dont les agents d'affaires bénéficiaires de l'article 49 peuvent user du titre d'avocat et que les Barreaux, en cas d'abus, ont la faculté de demander aux tribunaux civils réparation du préjudice qui leur serait ainsi causé.



## CHAPITRE V

### Les agréés et le titre d'avocat <sup>(1)</sup>

Les Barreaux n'ont pas eu à défendre leur titre seulement contre les agents d'affaires, car d'autres personnes, les agréés, en ont usé, faisant une concurrence sérieuse aux avocats inscrits.

Les agréés sont des personnes sans caractère public, recommandées par un Tribunal de commerce à la confiance des parties qui veulent se faire représenter par un mandataire. Les agréés se chargent principalement d'instruire et de plaider les affaires commerciales, de défendre les intérêts de leurs mandants devant les arbitres, de rédiger les actes de société, les transactions commerciales, etc...

Leur nom d'*agréé* leur vient de ce qu'ils sont agréés par le Tribunal de Commerce près duquel ils exercent. Autrefois, on les appelait postulants mais ils prennent de

(1) Nous avons, pour traiter ce chapitre, fait de larges emprunts à un article publié par M. le Professeur HUGUENEY, à propos du jugement du Tribunal civil de Lille, en date du 21 mai 1926 (S., 1927, 2, 49), et au remarquable réquisitoire prononcé par M. le Substitut LEBÈGUE, devant le Tribunal civil de Tours, au cours du procès qui a mis aux prises le Barreau de Tours et les agréés de cette même ville. (Trib. civ. Tours, 15 juillet 1930, *Gaz. Pal.*, 5 septembre 1930.)

préférence la dénomination d'agrée qui, par l'adjonction du titre d'avocat que presque tous avaient, jusqu'au décret du 20 juin 1920, le droit de porter, leur permettait de se dire avocat-agréé, laissant ainsi supposer au public que les juridictions consulaires avaient agréé parmi les avocats, ceux qui étaient les plus dignes de leur confiance.

Bien qu'aucun texte ne les ait autorisés à le faire, les agrées se sont généralement habillés soit d'un costume spécial (à Paris, le frac avec pantalon noir et un petit manteau court à collet de serge noire, avec queue en moire de soie de même couleur), soit d'une robe plus ou moins semblable à celle des avoués ou des avocats. Ils ont fondé une véritable corporation avec des règles professionnelles et publient un tableau sur lequel figurent les noms et adresses de leurs membres.

Les Barreaux ont protesté contre cette concurrence qu'ils jugent déloyale et certains se sont adressés aux tribunaux pour faire respecter leurs privilèges. Leur premier grief contre les agrées est la prise du titre d'avocat-agréé; le second a trait au titre même d'agrée; par le troisième ils reprochent aux agrées d'avoir formé un véritable ordre avec tableau, règlement intérieur, conseil de discipline, etc., imitation parfaite de l'Ordre des Avocats; et, enfin, leur quatrième et dernière protestation est motivée par la robe portée dans certaines villes par les agrées.

Pour nous permettre d'étudier le droit des agrées au titre d'avocat et les différents griefs des Barreaux, nous allons examiner succinctement l'histoire de l'institution des agrées.

Quelques édits avaient, au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siè-

cles, ordonné la comparution personnelle des parties devant les juridictions consulaires, néanmoins, le Tribunal de Commerce de Paris avait désigné certains marchands, d'abord au nombre de 6 puis de 9, pour assister les justiciables. La loi des 16-24 août 1790 qui, dans son titre 12, a réorganisé les Tribunaux de Commerce, ne fit aucune mention de ces mandataires.

Peu après, la commission chargée de la rédaction du Code de Procédure Civile proposa d'instituer des avoués près les Tribunaux Consulaires. La Cour de Cassation éleva une protestation, demandant qu'on laissât aux Tribunaux de Commerce le soin de désigner un certain nombre de mandataires auxquels ils pourraient retirer leur agrément. Le principe de la libre représentation triompha et, lors de la rédaction du Code de Commerce, la Section de l'Intérieur proposa de le renforcer en interdisant aux Tribunaux de Commerce d'appeler devant eux des hommes de loi et des praticiens particulièrement désignés. Le Conseil d'Etat fit alors observer que si l'institution des agréés était sacrifiée, les parties obligées de prendre au hasard leurs défenseurs, seraient exposées à être trompées; que ce danger serait d'autant plus grand que le Tribunal n'aurait aucune police sur tous ces défenseurs, qu'il fallait donc, sans rendre obligatoire le ministère des agréés, reconnaître au Tribunal un pouvoir discrétionnaire pour la formation de leur Tableau et leur police; en un mot, laisser les choses en l'état, sans confirmer ni détruire les agréés, chaque Tribunal conservant ses usages <sup>(2)</sup>.

(2) CARPENTIER et DU SAINT, *Répertoire du Droit français*, verbo *agréé*, n° 5.

On s'est donc contenté de rappeler dans l'article 627 du Code du Commerce le principe posé dans l'article 414 du Code de Procédure Civile, à savoir : interdiction du ministère des avoués devant le Tribunal de Commerce et liberté des parties de se présenter en personne, assistées si elles le veulent d'un mandataire, ou de se faire représenter, soit par un avocat soit par toute autre personne munie d'un pouvoir spécial.

Devant le Tribunal de Commerce, les parties ont le libre choix de leurs mandataires qui ne sont soumis à aucune règle et à aucune sanction disciplinaire. Cet état de choses qui s'explique par le désir de faciliter l'accès des juridictions consulaires, n'est pas sans présenter des inconvénients dont on ne saurait se dissimuler l'importance. C'est pourquoi les Tribunaux de Commerce ont conservé l'habitude de choisir certains mandataires en qui ils ont confiance et de les recommander au public : ce sont les agréés. Il était bien dans les intentions du législateur de laisser subsister cette pratique, mais il a tenu à ce que les agréés n'aient aucun caractère officiel, alors que les juridictions consulaires ont cherché à en faire de véritables officiers ministériels.

Le Tribunal de Commerce de la Seine organisa cette institution par un règlement du 21 décembre 1809 et les autres juridictions consulaires ne tardèrent pas à suivre cet exemple, ce mauvais exemple. Les Tribunaux de Commerce allèrent jusqu'à faire prêter un serment aux agréés avant leur entrée en fonctions, serment prêté d'abord en audience publique ; puis, sur les protestations des pouvoirs publics, en chambre du conseil.

Enfin, ils crurent pouvoir dispenser les agréés de présenter une procuration ; mais, c'était se heurter à l'article 627 du Code de Commerce dont une ordonnance du 10 mars 1825 vint rappeler les principes en décidant que « lorsqu'une partie aura été défendue devant le Tribunal de Commerce par un tiers, il sera fait mention expresse, dans la minute du jugement qui interviendra, soit de l'autorisation que ce tiers aura reçue de la partie présente, soit du pouvoir spécial dont il aura été muni ». Seuls les avocats ont été dispensés par la loi du 13 juillet 1911 de présenter cette procuration.

## SECTION I

### Le titre d'avocat-agréé

Les réclamations des Barreaux contre les agréés remontent à une époque assez éloignée. Dès 1846, le Barreau de Tours s'adressait au Barreau de Paris pour lui demander son avis sur la manière de défendre les prérogatives des avocats contre les empiètements audacieux des agréés de leur ville. Rien ne fut cependant entrepris judiciairement contre ces derniers et ce n'est que 84 ans plus tard que le Barreau de Tours s'est décidé à engager le combat contre les agréés de cette même ville. Il a été devancé dans cette lutte corporative par d'autres Barreaux et c'est celui de Lille qui a ouvert les hostilités en intentant une action civile contre les agréés de Roubaix-Tourcoing, leur reprochant non seulement de prendre le titre d'avo-

cat-agréé et de porter une robe, mais même d'user du titre d'agréé et voulant leur faire interdire, par la même occasion, la publication d'un Tableau ou d'une liste des agréés.

Examinons d'abord le droit au titre d'avocat-agréé. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que les Parquets avaient enjoint à des officiers ministériels de ne plus ajouter à leur titre celui d'avocat, leur dénomination légale ne devant pas être modifiée. Bien que les Tribunaux de Commerce ne les aient pas autorisés à prendre le titre d'avocat-agréé, les agréés ont pu adjoindre à leur titre celui d'avocat sans que les Parquets aient jugé bon d'intervenir pour le leur interdire. Ceci est explicable car les agréés ne sont pas officiers ministériels et si, en fait, ils ont fini par faire de leurs cabinets de véritables charges, leur titre n'est cependant pas l'étiquette d'une fonction publique. La plupart d'entre eux étaient licenciés en droit assermentés et avaient donc droit au titre d'avocat. Mais, en accolant les deux titres, les agréés n'en faisaient pas moins acte de concurrence déloyale, laissant croire qu'ils cumulaient les fonctions d'avocat et d'agréé ou bien qu'ils étaient des avocats spécialement recommandés à la confiance du public par le Tribunal de Commerce.

L'article 49 du décret du 20 juin 1920 a conservé aux agréés comme aux autres bénéficiaires de la disposition transitoire, la faculté de se dire avocat. Il est exact d'autre part, que les fonctions d'agréé sont incompatibles avec celles d'avocat, l'agréé pouvant sur certains points de son activité professionnelle être considéré comme un agent d'affaires. Mais il n'en est pas moins vrai que cette incom-

patibilité n'est pas opposable aux bénéficiaires de l'article 49 du décret.

Le Tribunal civil de Lille ayant admis que l'incompatibilité s'appliquait même au titre <sup>(3)</sup>, la Cour de Douai <sup>(4)</sup>, en appel, a refusé d'approuver cette théorie tout en arrivant, pour les raisons suivantes, à la même interdiction, pour les agréés, de prendre le titre d'avocat-agréé :

« Attendu, toutefois, que le fait par les agréés de Roubaix-Tourcoing d'accoler leur dénomination au titre d'avocat et d'unir notamment ces deux vocables de telle manière que le plaideur non prévenu puisse y apercevoir la marque d'une sorte de privilège attaché à cette qualification, constitue, à n'en pas douter, une prétention excessive faite pour léser assurément l'intérêt des avocats du Barreau de Lille, qui conservent leurs droits à la représentation intégrale des parties, aussi bien devant les juridictions consulaires que devant toutes les autres juridictions où la loi les admet à plaider en vertu de leur qualité spéciale...;

attendu en effet que le décret précité spécifie en son article 45 que la profession d'avocat est incompatible avec diverses professions nommément désignées, et, en son article 49 que les licenciés en droit qui antérieurement à la date du décret auront pris habituellement le titre d'avocat et en auront prêté le serment, pourront conserver cette dénomination; qu'ainsi, la distinction créée par le législateur entre la profession et le titre d'avocat fait ressortir à l'évidence l'obligation pour les bénéficiaires de cette

(3) Voir chapitre IV, p. 70 et suiv.

(4) Cour de Douai, 4 janvier 1928. *D. H.*, 1928, p. 143, et *S.*, 1928, 2, 11.

faveur de ne porter ce titre que sous certaines réserves, de manière, en quelque sorte, abstraite, et non point en l'accolant à quelque autre titre professionnel, dont il puisse servir à rehausser le prestige ou à colorer l'obscurité en donnant l'illusion que les privilèges de la profession d'avocat viennent s'ajouter au mérite de tel négoce, profession ou industrie; que l'on concevrait, dès lors, que les intimés dont la dénomination professionnelle se suffit à elle-même, prissent accessoirement, et de manière subsidiaire, le titre auquel ont droit ceux qui ont naguère prêté serment en qualité d'avocat, mais qu'il n'est pas admissible de leur part de se présenter à l'attention sous le titre composé d'*avocat-agréé*, lequel emprunte à cette double qualification un caractère de privilège propre à induire en erreur le plaideur et à l'attirer dans des voies incontestablement préjudiciables aux intérêts et aux droits des membres du Barreau de Lille. »

Si la Cour avait décidé que les titres d'avocat et d'agréé étant incompatibles, les agréés n'ont pas le droit de prendre le titre d'avocat, ceux qui auraient usé de la dénomination d'avocat-agréé seraient passibles de sanctions correctionnelles. La Cour ayant déclaré que les bénéficiaires de cette faveur ne doivent porter le titre d'avocat que d'une manière abstraite, il ne peut y avoir lieu qu'à une condamnation civile à des dommages et intérêts motivés par le préjudice causé aux avocats inscrits par l'usage, de la qualité d'*avocat-agréé*.

Le Tribunal civil de Tours a, de même, interdit aux agréés de cette ville de prendre le titre d'avocat-agréé <sup>(5)</sup> :

(5) Tribunal civil de Tours, 15 juillet 1930, *Gaz. Pal.*, 5 septembre 1930.

« Attendu qu'un licencié qui a prêté autrefois le serment d'avocat, mais qui n'en a pas exercé la profession ou qui a cessé de l'exercer, ne saurait être autorisé à accoler à son titre d'avocat, la dénomination d'une autre profession, fût-ce celle d'agréé, d'avoué, d'huissier ou même de magistrat; que le titre d'avocat se suffit à lui-même, et qu'on ne saurait admettre qu'un citoyen devenu commerçant s'autorisât de ce qu'il a prêté le serment d'avocat pour faire suivre son titre d'avocat de sa profession commerciale; qu'en effet, la profession d'avocat est incompatible avec certaines autres, notamment celle de négociant ou de comptable; qu'en leur qualité de syndics de faillite, de liquidateurs judiciaires, d'administrateurs, fonctions auxquelles ils sont nommés en exécution de la délibération du Tribunal de Commerce de 1830, les agréés font des actes de commerce, passent des contrats, vendent, achètent, paient, reçoivent et donnent quittances; ....Attendu qu'en accolant au titre d'avocat l'indication de leur profession d'agréé, les trois défenseurs ont dénaturé le dit titre pour former un vocable tout différent, celui d'avocat-agréé qui n'est pas celui prévu par l'article 49 du décret du 20 juin 1920. »

La Cour d'Orléans, sur appel des agréés de Tours, a adopté, le 22 décembre 1931 <sup>(6)</sup>, les mêmes principes, indiquant entre autres motifs :

« Attendu que l'article 49 a eu incontestablement pour but de sauvegarder la situation des praticiens tels que les avocats conseils, les avocats consultants, certains agents

(6) Cour d'Orléans, 22 décembre 1931. *D. P.* 1932, 2, 169, *S.* 1932, 2, 41, et *Gaz. du Pal.*, 1932, 1, 256.

d'affaires qui s'étaient établis sous le titre que leur avait conféré leur serment, qui étaient connus du Public sous cette appellation et qui n'en avaient pas d'autre à leur disposition pour attirer sur eux l'attention de la clientèle; attendu que le législateur n'a donc pas eu en vue et ne pouvait pas avoir en vue les praticiens tels que les agréés près les Tribunaux de commerce, qui exercent une profession caractérisée et qui ont une dénomination appropriée à cette profession. »

C'est donc d'une manière unanime que la jurisprudence interdit l'usage du titre d'avocat-agréé; mais cette usurpation ne peut donner lieu qu'à des réparations civiles et non à des poursuites pénales, à condition toutefois que le contrevenant soit bénéficiaire de la disposition transitoire de l'article 49 du décret.

## SECTION II

### Le titre d'agréé

Les Barreaux ne se sont pas contentés de faire interdire aux agréés l'usage de la qualité d'avocat-agréé; ils leur ont contesté aussi le droit à la dénomination d'agréé et celui de s'organiser en association.

On ne voit pas, dit M. le Professeur Hugueney, à propos du jugement précité du Tribunal de Lille du 21 mai 1926, comment on pourrait défendre à un homme que le Tribunal de Commerce agréé, que, d'après la jurisprudence

de la Cour Suprême, il a le droit d'agréer et que le législateur lui-même, quand l'occasion s'en présente, désigne sous le nom d'agréé, de se qualifier d'agréé.

La Cour de Douai a sanctionné cette opinion, en repoussant les demandes du Barreau de Lille qui avait émis la prétention de faire défendre aux agréés de Roubaix-Tourcoing de se dire agréés. Elle s'est refusée, toutefois, à examiner, ainsi qu'on le lui demandait, la légalité des délibérations de la juridiction consulaire, instituant les agréés, n'étant pas compétente pour déclarer abusives et entachées d'excès de pouvoir les pratiques des Tribunaux de Commerce.

« Attendu, dit la Cour de Douai, à propos du titre d'agréé, qu'une telle qualification n'apparaît aucunement comme constitutive d'un privilège créé au profit d'une catégorie d'hommes d'ailleurs parfaitement respectables et de science reconnue, tout au moins à l'encontre des avocats du Barreau de Lille; qu'en fait c'est en vertu de délibérations prises par les tribunaux consulaires auprès desquels sont accrédités les intimés que ceux-ci ont adopté un qualificatif en usage dans de nombreuses juridictions commerciales de France et qui les désigne à l'attention des plaideurs, en même temps qu'elle les marque de l'agrément des tribunaux auprès desquels ils fonctionnent;

« Attendu qu'en elles-mêmes ces pratiques sont conformes à des usages longuement établis, qu'elles sont légitimées autant par la jurisprudence que par le législateur lui-même; qu'il existe en effet, historiquement, une suite de faits qui consacrent le droit pour les tribunaux

commerciaux de désigner aux choix des parties qui sont tenues de comparaître devant eux en personne ou de se faire représenter par un mandataire pourvu d'une procuration spéciale, des personnalités désignées sous le nom de postulants ou d'agréés, ayant la confiance des juges, présentant des garanties d'honorabilité et de science suffisantes et répondant, en somme, au souci de dignité et de respectabilité qu'exige le prétoire; que si le législateur s'est abstenu de réglementer la situation des mandataires ainsi choisis et de fixer par un texte précis leurs droits et leurs devoirs, du moins a-t-il reconnu leur existence et la légitimité de leur action en les désignant lui-même à certains choix, notamment par les lois des 27 décembre 1920 et 31 mai 1921, notamment aussi en les soumettant à la patente par la loi du 15 juillet 1908; qu'il y aurait dès lors quelque témérité à sanctionner d'une désapprobation une institution qui a subi tour à tour le contrôle de la Cour Suprême dans ses arrêts souverains et du législateur dans des lois journellement appliquées, qui n'offense d'ailleurs en rien la légalité et qui, au surplus, ne porte aucunement atteinte aux droits ou à la dignité du Barreau de Lille. »

C'est l'opinion qui avait déjà triomphé devant la Cour de Cassation (7) quelques années auparavant.

« Attendu, est-il dit par la Cour Suprême dans son arrêt du 4 mai 1915, que les mandataires ainsi agréés par les tribunaux de commerce ont le droit de se prévaloir de cette désignation et que le titre d'agréé, titre qui n'est pas officiel mais qui est consacré par l'usage, et, en l'espèce,

(7) Req. 4 mai 1915, *D. P.*, 1916, I, 205.

autorisé par le tribunal, ne saurait constituer un acte de concurrence illicite vis-à-vis des avocats et des avoués qui ne sont eux-mêmes, devant cette juridiction que de simples mandataires autorisés par la loi. »

Si les avocats ont eu raison de revendiquer, à l'encontre des agréés, la protection de leur titre, ils se sont cependant laissé emporter par leur ressentiment en contestant à leurs adversaires le titre d'agréé.

De leur côté, les agréés auraient mauvaise grâce à ne pas reconnaître le bien fondé des réclamations des avocats en ce qui concerne le titre d'avocat-agréé, puisqu'eux-mêmes se montrent si jaloux de leurs prérogatives qu'ils ne manquent jamais, lorsque l'occasion leur en est offerte, de poursuivre les usurpateurs de leur qualification professionnelle.

M. Albert Tissier <sup>(8)</sup> a exposé très clairement la situation juridique des agréés, du point de vue spécial de la protection de leur titre. Il n'est pas nécessaire, explique-t-il, pour admettre cette protection, d'affirmer la légalité de la fonction ni du titre d'agréé, il s'agit de protéger provisoirement en quelque sorte, et en n'envisageant que la situation de fait, ceux qui ont obtenu et souvent chèrement acheté le titre d'agréé, contre ceux qui ne l'ayant ni obtenu, ni acheté, voudraient cependant le prendre.

Saisi de l'action des agréés qui ont acheté leurs charges avec l'agrément des Tribunaux, se trouvant en présence d'une longue tolérance, d'une reconnaissance de fait très ancienne de la Chancellerie, de la jurisprudence et même

(8) Note de M. TISSIER, sur arrêt de la Cour de Toulouse du 1<sup>er</sup> août 1904, S. 1905, 2, 137.

de la législation, les juges n'ont, en quelque sorte, qu'une *question possessoire* à trancher, un *trouble à la possession* à réprimer.

S'inspirant de ces idées, la « Conférence des agréés de France » a engagé devant le Tribunal civil de Nice, une instance contre des personnes qui usaient du titre d'agréé sans avoir été autorisées par délibération du Tribunal de Commerce, à prendre cette qualité.

Dans son jugement du 16 mai 1923, le Tribunal civil de Nice <sup>(9)</sup> a reconnu que les agréés, réunis en association déclarée conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, pouvaient ester en justice dans un intérêt corporatif et demander la protection de leur titre. Du point de vue spécial qui nous intéresse, il déclare que l'habitude de plaider devant le Tribunal de Commerce ne suffit pas pour donner le *titre d'agréé*, il faut l'*agrément* de cette juridiction.

Bien que le titre d'agréé n'ait pas un caractère officiel, l'attribution qui en est faite confère à ceux qui en sont investis, l'usage exclusif et le droit de faire interdire à toute autre personne de se servir de leur dénomination professionnelle.

La Cour d'Aix <sup>(10)</sup>, en réformant ce jugement, n'a pas entendu changer la jurisprudence établie et refuser aux agréés toute protection de leur titre. Elle s'est trouvée devant une situation de fait spéciale car les mandataires poursuivis par la « Conférence des agréés de France » prenaient, au vu et au su du Tribunal de Commerce

(9) Trib. civ. de Nice, 16 mai 1923, *Gaz. Pal.* du 10 juillet 1923, et *D. P.*, 1923, 5, 13.

(10) Cour d'Aix, 9 février 1925, *D. P.*, 1925, 2, 141.

de Nice, la qualité d'agréé, depuis de nombreuses années.

D'autre part, ils justifiaient par une attestation du Président de cette juridiction qu'ils avaient obtenu l'agrément du Tribunal. Il ne s'agissait donc plus de savoir si le titre d'agréé pouvait ou non être protégé, question que le Tribunal de Nice avait tranchée par l'affirmative, mais d'examiner auparavant si les mandataires attaqués avaient ou non droit au titre d'agréé, véritable exception préjudicielle. En reconnaissant qu'ils étaient bien agréés par la juridiction consulaire niçoise, on écartait la prise de la fausse qualité d'agréé.

En réalité, la Cour d'Aix a donc décidé que les agréés n'ayant pas un caractère officiel, la façon dont ils peuvent être investis de la confiance des magistrats consulaires, n'est soumise à aucune forme déterminée. Il appartient à chaque Tribunal de Commerce de désigner comme il l'entend les personnes qu'il agréé.

### SECTION III

#### **Le tableau des agréés**

Le Cour de Douai, dans l'arrêt précité du 4 janvier 1928, a repoussé un autre grief du Barreau de Lille contre les agréés de Roubaix-Tourcoing. Les avocats prétendaient en effet que la publication d'une liste ou d'un tableau des agréés et leur constitution en une véritable corporation constituaient des actes de concurrence déloyale.

Le titre d'agréé, disaient-ils, est un titre privé que chaque personne agréée par le Tribunal de Commerce peut prendre pour son usage personnel, mais les agréés n'ont pas le droit de se réunir. La publication d'un tableau contenant la liste des agréés n'est, a dit M<sup>e</sup> Dhellemmes, qu'une *parodie consulaire* illégale du Tableau de l'Ordre des avocats. Pourquoi la publicité accordée à une liste des agréés serait-elle plus illégale que la publication dans les annuaires de noms et adresses de personnes, classées par profession ? Ce qui est permis à tous les genres d'activité sociale serait-il interdit aux seuls agréés ? Pourquoi serait-il fait défense aux agréés d'user d'un moyen de réclame que ne dédaigne pas l'Ordre des Avocats, lui qui refuse à ses membres, sous peine de graves mesures disciplinaires, tout acte de publicité ?

Est-ce que c'est parce que ce Tableau des agréés est généralement revêtu du visa du Président du Tribunal de Commerce ? Nous ne le croyons pas, car la publication d'une liste officielle est nécessaire pour mettre le public en garde contre l'usurpation, par des mandataires peu scrupuleux de la fausse qualité d'agréé.

Contrairement à ce que dit le jugement du Tribunal de Lille du 21 mai 1926, la publication d'un Tableau des agréés est bien de nature à faire concurrence aux avocats comme à toutes les personnes qui peuvent postuler devant les juridictions consulaires ; mais cette concurrence ne présente aucun caractère d'illégalité.

## SECTION IV

## Le costume des agréés

Il est une dernière question qui a mis aux prises avocats et agréés : c'est le port de la robe.

On s'est demandé si les juridictions consulaires ont le droit de fixer le costume que porteront les agréés.

Un arrêt de la Cour de Cassation <sup>(11)</sup> s'est refusé à leur accorder cette faculté. Mais, ce n'est pas là interdire le port d'un costume spécial puisque le décret du 6 brumaire an II autorise tout citoyen à se vêtir comme il l'entend. Les agréés ont donc toute liberté pour porter le costume qui leur plaît, à condition toutefois de ne pas user d'un uniforme officiel.

Il est donc incontestable que les agréés peuvent s'habiller d'un costume spécial, ainsi qu'ils le font par exemple à Paris ; mais peuvent-ils prendre une robe qui, sans être identique à celle des avocats, des avoués ou des greffiers, n'en présente pas moins une grande ressemblance pouvant prêter à confusion ?

Le port de la robe, tant par les agréés que par les avocats non inscrits, a donné lieu à de nombreuses controverses dans le détail desquelles nous n'entrerons pas. Bornons-nous à constater que les juridictions qui ont statué sur le droit pour les avocats non inscrits, au port de

(11) Cass. Req. 25 juin 1850, S., 1850, 1, 743.

la robe, leur en ont en général refusé l'usage <sup>(12)</sup>, à l'exception cependant d'un jugement fort ancien du Tribunal de Charleville.

En ce qui concerne le port de la robe par les agréés, les décisions de justice semblent contradictoires ; mais cette contradiction est plus apparente que réelle en raison des circonstances de fait qui les ont motivées.

En réponse à une consultation adressée par le Barreau de Tours, le Barreau de Paris avait déclaré <sup>(13)</sup> en 1846 que les agréés licenciés en droit pouvaient porter le costume de l'avocat avec cette seule exception qu'ils ne devaient pas revêtir la chausse ou chaperon. Cette condition imposée d'être licencié en droit, laisse supposer que le Barreau de Paris pensait que la robe était l'insigne du grade universitaire. Ce n'est pas l'avis de la Cour de Douai qui, dans l'arrêt précité du 4 janvier 1928 a reconnu que les agréés pouvaient bien porter la robe, mais qui a motivé tout autrement sa décision : « Attendu que l'insigne professionnel de l'avocat n'est pas la robe, mais la chausse ou chaperon <sup>(14)</sup>, pièce d'étoffe bordée de fourrure blanche, portée sur l'épaule gauche et qui rappelle,

(12) Trib. Angers, 14 août 1891. *S.* 1892, 2, 23. — Trib. Alger, 16 décembre 1898. *D.*, 1899, 2, 33. — Trib. Versailles, 9 décembre 1899. *D.*, 1901, 2, 118. — Cour de Paris, 1<sup>er</sup> mai 1902. *D.*, 1902, 2, 452 et *S.*, 1902, 2, 108. Contra : Trib. Charleville, 24 décembre 1855. *D. P.*, 1856, 5, 40.

(13) CRESSON, *op. cit.*, t. II, p. 39.

(14) Au Barreau de Paris, il est d'usage de ne porter le chaperon appelé aussi chausse ou épitoge, orné de fourrure blanche, qu'aux audiences solennelles et devant la Cour d'assises, ou bien encore pour aller plaider en province et de n'user au palais que d'un chaperon de même étoffe que la robe et sans ornement que l'on rejette généralement en arrière. Les avocats sont ainsi confondus facilement avec les avoués et les huissiers.

sinon par sa dimension, du moins par sa forme, le chaperon que rejetait jadis sur son épaule le défenseur admis à la parole devant le juge ;

Attendu que le législateur, dans le décret de 1812, a pris soin de préciser à cet égard que seuls les avocats sont, par privilège évident, admis à porter la chausse, estimant ainsi sans doute qu'une distinction suffisante s'établissait de ce fait entre les membres du Barreau et les autres hommes de loi admis à porter la robe au palais ; que si, dès lors, et par une mesure d'ordre intérieur dont l'appréciation échappe à la Cour, les Tribunaux consulaires de Roubaix-Tourcoing ont autorisé ou même imposé le port de la robe à leurs agréés, les avocats du Barreau de Lille sont mal fondés à en faire grief aux intimés, tant qu'il n'est pas démontré que ces derniers ont paru dans le prétoire porteurs de la chausse qui est l'insigne spécial réservé aux avocats et constituant leur véritable privilège quant au costume. »

Le Tribunal civil de Tours, dans le jugement précité du 15 juillet 1930, a, au contraire, interdit aux agréés de porter la robe. Mais il faut remarquer que si les agréés de Roubaix-Tourcoing portent, comme ceux de Tours, une robe de laine à manches larges, une toque et un rabat blanc, leur costume est différent de celui des avocats en ce qu'ils ne portent pas le chaperon. Leur costume se distingue en plus par un col de velours à la robe et un bord de même étoffe à la toque. Les agréés de Tours, au contraire, au lieu de se contenter de la robe sans chaperon demandèrent par lettre <sup>(15)</sup> au Tribunal de Commerce,

(15) Lettre citée par le Substitut LEBÈGUE, dans son réquisitoire et reproduite dans le jugement précité du Tribunal de Tours.

le 18 novembre 1913, l'autorisation qu'ils obtinrent de porter le chaperon orné d'hermine. « Tandis, écrivaient-ils, que les avocats qui plaident devant le Tribunal arborent sur l'épaule gauche une hermine éblouissante, vos agréés se contentent d'une toge sombre, à l'instar des avoués et huissiers. Cet état de chose est de nature à entraîner certaines réflexions quelques peu désobligeantes à notre endroit, de la part des auditeurs bénévoles qui suivent vos audiences. Aussi, notre intention a-t-elle été de vous demander de nous accorder la permission d'éclairer nos robes de cette petite tache blanche, réforme assurément sans conséquences dommageables. »

Dans ces conditions, le Tribunal de Tours ne pouvait que faire droit aux réclamations des avocats, puisque c'était leur costume même, avec le chaperon, insigne distinctif à eux réservé, qui était usurpé par les agréés. La volonté de créer la confusion est donc évidente et avouée implicitement dans les termes mêmes de la demande des agréés à porter le chaperon pour que leur costume ressemble davantage à celui des avocats.

La Cour d'Orléans, dans l'arrêt précité du 22 décembre 1931, a confirmé le jugement du Tribunal de Tours interdisant aux agréés le port de la robe, tout en déplorant l'intransigeance des avocats de Tours en cette matière :

« Attendu que si, sans doute, il eut été plus conforme aux traditions de bonne harmonie régnant d'ordinaire entre les hommes de loi, que les avocats du Barreau de Tours continuassent à pratiquer la tolérance dont leurs aînés avaient fait preuve à l'égard des agréés pendant plus d'un siècle, il n'en demeure pas moins certain que,

si on se place au point de vue juridique, les agréés de Tours ont eu pour but, en prenant le titre d'avocat agréé et en portant la toge, de réhausser leur prestige et de créer une confusion entre leur état et celui des membres du Barreau; qu'ils ont ainsi commis une usurpation et un empiètement de nature à causer aux avocats un préjudice dont ceux-ci sont redevables et fondés à demander réparation en vertu des articles 1382 et 1383 du Code Civil. »

L'arrêt de la Cour de Douai, le jugement du Tribunal de Tours et l'arrêt de la Cour d'Orléans ne permettent pas de clore la discussion d'une façon définitive et la parole reste à la Cour de Cassation saisie d'un pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Douai. Si l'on peut penser que la Cour Suprême entérinera les décisions qui lui sont soumises, en ce qui concerne la protection du titre d'avocat contre les empiètements des agréés, il serait présomptueux, de notre part de vouloir présumer de sa décision en ce qui concerne le costume des agréés.



## DEUXIEME PARTIE

### LA SANCTION

Toute disposition légale impérative doit, pour avoir quelque effet, comporter une sanction. La sanction peut être pénale ou civile et les deux sont fréquemment réunies car une poursuite pénale permet à la partie lésée par une infraction de demander des dommages-intérêts.

Il en est ainsi actuellement de la protection du titre d'avocat, car son usurpation constitue un délit dont la poursuite peut donner lieu à une constitution de partie civile de la part des Barreaux lésés. Parfois aussi, en dehors du délit pénal d'usurpation de titre, il peut exister un véritable délit civil dont les Barreaux ont la faculté de demander réparation.

Nous examinerons d'abord la sanction pénale, puis la sanction civile de l'usage frauduleux du titre d'avocat.



## CHAPITRE PREMIER

### La Sanction pénale

La véritable sanction pénale de l'usage illicite du titre d'avocat est la peine prévue pour le délit d'*usurpation d'un titre attaché à une profession légalement réglementée*, délit créé par la loi du 26 mars 1924 qui a modifié l'article 259 du Code Pénal.

Avant la création de ce nouveau délit, on a cherché à sanctionner pénalement la prise de la fausse qualité d'avocat. On a fait de cet acte répréhensible une contravention, parfois même il a été possible de le considérer comme un élément du délit d'escroquerie; mais, seul, le délit d'usurpation de titre permet une protection efficace du titre d'avocat. Examinons successivement ces différentes sanctions pénales.

#### SECTION I

##### Contravention

Un grand principe domine notre droit pénal: celui de la légalité des peines que l'on résume généralement par

la formule latine *nulla pœna sine lege* et que l'article 8 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen exprime de la façon suivante : « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée ».

Pour aussi répréhensible que soit un acte, il ne peut cependant être poursuivi pénalement si le législateur n'a pas prévu une sanction pour le réprimer. Il en était ainsi de l'usurpation du titre d'avocat considérée sans autre élément délictueux et c'est pourquoi, au XIX<sup>e</sup> siècle, on a pensé qu'il n'existait pas, en l'état de la législation, de moyen de punir ceux qui, sans en avoir le droit, usaient du titre d'avocat.

Le décret du 20 juin 1920 qui a déterminé d'une façon précise quelles sont les personnes qui peuvent prendre cette qualité, n'a pas prévu de sanction. L'on se trouvait, pensait-on, entièrement désarmé, lorsqu'un jugement du Tribunal de Simple Police de Boissy-Saint-Léger, en date du 24 novembre 1922 <sup>(1)</sup>, a démontré qu'il existait pourtant une sanction pénale applicable, sanction bien faible il est vrai, mais sanction tout de même.

« Attendu, est-il dit dans ce jugement, qu'au cours de l'instruction d'audience, le Ministère Public a relevé contre B... une seconde contravention qu'il a retenue, pour s'être paré sans aucun droit du titre d'avocat, et s'en être servi en justice en audience publique dans un litige du Tribunal de Simple Police de céans en juillet 1922, prenant ainsi une fausse qualité, infraction au décret du

(1) Trib. de simple police de Boissy-Saint-Léger, 24 novembre 1922. *D. P.*, 1922, 2, 169, et note de M. APPLETON.

20 juin 1920 tombant sous la pénalité de l'article 471, n° 15 du Code Pénal;..... par ces motifs, condamne B... du chef d'infraction au décret du 20 juin 1920 à une amende de 5 francs. »

Les articles 600 et 606 du Code du 3 brumaire an IV avaient établi les peines, amende et emprisonnement, applicables aux contraventions en général. Ces articles modifiaient les pénalités prévues par la loi du 16 août 1790 qui sanctionnait les contraventions aux règlements de Police. Le Code Pénal de 1810 n'ayant pas prévu de texte général pour assurer l'observation des règlements de police, le Code de brumaire an IV était toujours applicable mais ses pénalités étaient exagérées par rapport à celles édictées pour des infractions plus graves par le Code Pénal; c'est pourquoi la loi du 28 avril 1832 a modifié l'article 471 du Code Pénal par l'adjonction d'un paragraphe 15°.

Article 471 du Code Pénal: « Seront punis d'amende « depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement: ...

« 15° Ceux qui auront contrevenu aux règlements léga-  
« lement faits par l'autorité administrative et ceux qui ne  
« se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés pu-  
« bliés par l'autorité municipale en vertu des articles 3  
« et 4 de la loi des 16-24 août 1890 et de l'article 46,  
« titre 1<sup>er</sup> de la loi du 19-22 juillet 1791. »

Dès lors, toutes les fois où un règlement de police est édicté, il trouve une sanction dans le Code Pénal sans qu'il soit nécessaire de la prévoir dans le dit règlement. Le législateur seul a le droit de créer des peines, mais l'on ne saurait voir dans cette faculté pour le Pouvoir

Exécutif de créer de nouvelles contraventions une exception au principe général puisque c'est la loi elle-même qui a prévu les pénalités applicables à ceux qui ont enfreint les règlements édictés dans certaines conditions par le Pouvoir Exécutif.

Tous les règlements ne sont cependant pas sanctionnés par l'article 471 du Code Pénal car il faut qu'il s'agisse d'un règlement d'administration publique pris en vertu d'une invitation spéciale du législateur. Ce règlement doit avoir le caractère d'un *arrêté de Police* <sup>(2)</sup>. La question qui se pose est donc de savoir si le décret du 20 juin 1920, pris en exécution de l'invitation contenue dans l'article 38 de la loi du 22 ventôse an XII, a le caractère de règlement de police.

Il est évident que la plupart de ses dispositions ont pour but la réglementation intérieure des Barreaux et ne présentent pas le caractère de règlement de police. L'article 5, au contraire, qui précise quelles sont les personnes qui ont droit à la qualité d'avocat et de quelle manière elles doivent user de ce titre et l'article 26 qui décide que le licencié en droit admis au stage ne peut prendre que le titre d'avocat stagiaire, ont bien le caractère de règlements de police. En effet, il ne s'agit pas dans ces articles d'organisation intérieure mais de mesures ayant pour but de renseigner et de protéger les intéressés. L'ordre public est en jeu et l'article 471 du Code Pénal est parfaitement applicable. C'est donc à juste titre que le juge de paix de Boissy-Saint-Léger a condamné pour usurpation du

(2) Voir note de M. APPLETON précitée.

titre d'avocat au moyen des pénalités de l'article 471 du Code Pénal. Cette sanction, pour insuffisante qu'elle était, n'en présentait pas moins l'avantage de protéger par une action pénale le titre d'avocat et permettait aux Barreaux de se constituer partie civile devant le Tribunal de Simple Police au lieu d'intenter une action civile.

La loi du 26 mars 1924 a enlevé, pour l'avenir, toute utilité à cette interprétation jurisprudentielle qui n'en constitue pas moins une initiative très intéressante.

Au surplus, il est à remarquer que l'on peut encore faire application de l'article 471 du Code Pénal à d'autres infractions aux prescriptions du décret du 20 juin 1920; par exemple en ce qui concerne l'obligation pour les avocats de faire suivre leur titre de l'indication de la Cour ou du Tribunal près duquel ils exercent et pour les avocats stagiaires, de n'user du titre d'avocat qu'accompagné de la qualité de stagiaire. Les contrevenants sont passibles de peines disciplinaires très efficaces mais rien n'empêche les Parquets d'agir directement par citation devant le Tribunal de Simple Police en cas de carence des juridictions disciplinaires.

## SECTION II

### Délit d'escroquerie

L'article 405 du Code Pénal est rédigé de la façon suivante : « Quiconque, soit en faisant usage de faux noms  
« ou de fausses qualités, soit en employant des manœu-

« vres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses  
« entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire,  
« ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un suc-  
« cès, d'un accident ou de tout autre événement chimé-  
« rique, se sera fait remettre ou délivrer ou aura tenté de  
« se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou  
« des obligations, dispositions, billets, promesses, quit-  
« tances ou décharges, et aura, par un de ces moyens  
« escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de  
« la fortune d'autrui, sera puni.... »

Pour qu'il y ait escroquerie, il faut donc la réunion de trois éléments :

- l'emploi de moyens frauduleux ;
- une remise de fonds ;
- un préjudice.

Pour que l'usurpation du titre d'avocat puisse être un élément de délit d'escroquerie, il faut que la prise de cette *fausse qualité* constitue le moyen frauduleux qui a été la *cause déterminante* d'une remise de fonds, remise de fonds qui a causé un préjudice à la victime du délit.

L'article 405 du Code Pénal mentionne l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité et l'on admet qu'il n'est pas nécessaire, comme au cas d'emploi de manœuvres frauduleuses, que cet usage ait eu pour but de persuader l'existence d'un crédit imaginaire <sup>(3)</sup>. La fausse qualité d'avocat sera donc suffisante pour constituer le moyen frauduleux, à condition toutefois qu'il y ait eu relation de cause à effet entre la prise de la fausse qualité et la remise d'argent. Souvent, la prise de la fausse qualité

(3) GOYET, *Précis de Droit pénal spécial*, p. 261.

d'avocat sera accompagnée de manœuvres frauduleuses : intervention d'un tiers, annonces dans les journaux, cartes de visite ou en-tête de papier à lettres avec le titre d'avocat, port de la robe dans le cabinet pour recevoir les clients, etc... Mais ce fait qui vient renforcer la fausse qualité n'est pas indispensable pour permettre aux Tribunaux d'appliquer l'article 405 du Code Pénal.

C'est ainsi que le Tribunal de Police Correctionnelle de la Seine, dans un jugement du 18 mai 1920, condamne pour escroquerie « attendu que la fausse qualité d'avocat-conseil, mot qui pour le public non initié aux choses de la justice et peu familiarisé avec elles était destiné à créer une confusion regrettable entre les avocats inscrits à un barreau et les agents d'affaires, a accru la confiance de la dame X... et a été la *cause déterminante* du crédit illimité qu'elle lui a consenti ».

Même depuis la loi du 26 mars 1924, on a parfois intérêt à poursuivre de préférence pour escroquerie lorsque les éléments de ce délit sont réunis, plutôt que pour usurpation de titre. Les pénalités sont plus fortes en matière d'escroquerie et, de plus, ce délit est spécifié dans l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur la récidive comme pouvant entraîner la relégation et les personnes ayant encouru une condamnation pour escroquerie ne peuvent exercer la profession de banquier (loi du 19 juin 1930).

On estime généralement que l'immixtion dans les fonctions d'avocat ne peut constituer le délit d'usurpation de fonctions puni par l'article 258 du Code Pénal ; il suffit de remarquer que cet article n'est pas applicable puisque

(4) Trib. correc. Seine, 18 mai 1920, *Gaz. Trib.* des 19-20 mai 1920.

les avocats ne sont pas fonctionnaires ou officiers publics (5).

Il n'en serait pas de même si le pseudo-avocat avait complété un Tribunal; il y aurait alors usurpation de fonctions.

### SECTION III

#### **Délit d'usurpation d'un titre attaché à une profession légalement réglementée**

Contravention et délit d'escroquerie ne sont pas de nature à constituer une protection efficace du titre d'avocat. C'est pourquoi la loi du 26 mars 1924 a été votée par les Chambres sur la proposition de M. Liouville dans le but de créer un nouveau délit: *L'usurpation d'un titre attaché à une profession légalement réglementée*.

La loi du 26 mars 1924 a complété l'article 259 du Code Pénal dont l'alinéa premier présente actuellement la rédaction suivante :

« Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans. Sera puni des mêmes peines quiconque aura fait usage d'un titre attaché à une profession légalement réglementée sans remplir les conditions exigées pour le porter. »

(5) Voir à ce sujet MORIN, *Discipline judiciaire*, t. I, n° 118 et GARÇON, *Code Pénal annoté*, art. 258, § 30.

La proposition de loi Liouville décidait dans un article 2 que l'usage du titre professionnel d'ingénieur et d'architecte serait réglementée par décret rendu en Conseil d'Etat après avis des groupements professionnels régulièrement constitués <sup>(6)</sup>. Cette disposition a été disjointe pour permettre une étude approfondie de la question; en effet, si les groupements professionnels étaient d'accord sur le principe, des difficultés s'étaient élevées au sujet des mesures transitoires destinées à respecter les situations acquises et la question de la protection des titres d'ingénieur et d'architecte n'a pas été résolue. Lorsque l'on se sera mis d'accord sur les modalités de la protection des droits acquis, il suffira de réglementer légalement ces professions pour faire rentrer automatiquement leur titre professionnel dans le cadre de l'article 259 du Code Pénal. Il n'y avait pas la même difficulté en ce qui concernait le titre d'avocat puisque, quatre années auparavant, le décret du 20 juin 1920, dans son article 49, avait établi en cette matière les mesures transitoires nécessaires au respect des droits acquis.

Le texte proposé pour le nouvel article 259 du Code Pénal a été aussi modifié à la demande du Garde des Sceaux. La Commission de la Chambre des Députés avait adopté un texte visant quiconque aurait fait usage d'un *titre professionnel*; cette formule pouvait prêter à des divergences d'interprétation et l'on y a substitué le texte suivant: quiconque aura fait usage d'un *titre attaché à une profession légalement réglementée*.

(6) Voir le commentaire de la loi du 26 mars 1924, S., 1924, p. 1355 et suiv.

Le délit d'usurpation d'un titre attaché à une profession légalement réglementée sera accompli lorsque seront réunis les éléments constitutifs suivants :

- prise d'un titre ;
- sans droit ;
- titre légalement réglementé ;
- intention frauduleuse.

En ce qui concerne l'usurpation du titre d'avocat, nous avons vu que le décret du 20 juin 1920, légalement pris, réglemente la profession d'avocat. Il reste donc trois conditions pour constituer le délit d'usurpation du titre d'avocat :

- la prise du titre d'avocat ;
- sans droit ;
- avec intention frauduleuse.

Successivement, nous allons examiner ces trois conditions dont la première nous retiendra plus particulièrement.

### § I. — PRISE DU TITRE D'AVOCAT

C'est au sujet de la prise du titre d'avocat que la plupart des difficultés vont se présenter.

La prise du titre d'avocat peut avoir lieu par écrit ou verbalement ; il n'est pas nécessaire de relever plusieurs faits d'usurpation, un seul suffit pour constituer ce délit. On a même pensé que l'usage frauduleux pouvait consister en un fait négatif : un ancien avocat, par exemple, qui après avoir été radié du Barreau continue à être porté sur les annuaires comme étant avocat, peut-il être pour-

suivi par application de l'article 259 du Code Pénal s'il n'a rien fait pour obtenir modification de la qualité qui lui est ainsi attribuée à tort ? Le Tribunal de Police Correctionnelle de la Seine (XI<sup>e</sup> Chambre) dans un jugement du 27 octobre 1931, n'a pas cru devoir prononcer dans ces conditions une condamnation.

« Attendu, est-il dit, qu'il lui est fait grief d'avoir postérieurement à cette date (date de la radiation du Barreau) usurpé le titre d'avocat à la Cour en négligeant de faire radier son ancienne qualité sur le « Bottin Mondain » et sur l' « Annuaire des Téléphones »...

« Mais attendu que ces inscriptions figuraient dans les éditions antérieures à 1925 (année dans laquelle était intervenue la radiation) et ont été renouvelées dans les éditions postérieures par le fait de la direction du « Bottin Mondain » ou de l'administration des P.T.T. sans qu'il soit relevé à la charge du prévenu aucune démarche en vue du maintien de ces dénominations erronées, qu'ainsi le délit se trouve insuffisamment caractérisé; par ces motifs renvoie... »

La solution adoptée par ce jugement dont le Ministère Public avait fait appel, aurait pour résultat l'impossibilité de poursuivre pour usurpation de titre un avocat radié qui, négligeant intentionnellement de faire modifier son inscription dans les bottins ou annuaires, profiterait de son ancienne qualité d'avocat à la Cour ou au Tribunal pour drainer une clientèle qui alimenterait son cabinet d'affaires. Les Parquets se trouveraient donc désarmés devant cette situation; mais il est à présumer que le Tribunal n'hésiterait pas à prononcer une condamnation si

le Ministère Public lui apportait la preuve que l'inculpé a agi sciemment et si invité à modifier son inscription sur les annuaires, il s'y était refusé.

La Cour de Paris n'a pu statuer sur cet appel puisque la loi du 26 décembre 1931, dans son article 1<sup>er</sup> a amnistié les faits d'usurpation de titre commis antérieurement au 12 novembre 1931 ; sans vouloir présumer de la décision qui aurait été prise en cette affaire par la Cour de Paris, on peut admettre que, dans certaines circonstances, un fait d'inaction peut constituer la prise du faux titre d'avocat.

On ne saurait cependant refuser à l'avocat radié, de même qu'à l'avocat démissionnaire, le titre d'ancien avocat.

Dans le but de tourner les prescriptions de l'article 5 du décret du 20 juin 1920, les agents d'affaires ont cherché des formules permettant de créer une confusion et de faire croire au public qu'ils sont avocats, tout en ne leur faisant pas, pensaient-ils, encourir les rigueurs de l'article 259 du Code Pénal. Une formule souvent employée dans les annonces qu'ils font paraître dans les journaux est la suivante : « Divorce par avocat spécial », ou bien encore « avocat correspondant ». Le titulaire du cabinet d'affaires n'ayant pas droit lui-même au titre d'avocat, a pris généralement comme collaborateur un bénéficiaire de la disposition transitoire de l'article 49 du décret du 20 juin 1920. Quelques agents d'affaires ne se contentent du reste pas de réhausser l'éclat de leur cabinet par la mention d'avocat correspondant ; ils prétendent aussi avoir comme collaborateurs des avoués et des huissiers.

D'autres, ne bénéficiant pas, eux-mêmes du titre d'avocat, se disent « successeur de M<sup>e</sup> X..., avocat ». L'ingéniosité de ces agents d'affaires a varié à l'infini ces formules dont nous ne saurions fournir une énumération complète, mais elles attirent toutes, sans exception, l'attention du public par le titre d'avocat qui seul est remarqué. La confusion désirée est donc obtenue. Certaines d'entre elles, malgré l'habileté de rédaction qui a présidé à leur élaboration, peuvent motiver des poursuites pénales pour usurpation du titre d'avocat; mais, de plus, toutes permettent aux Barreaux lésés par ces agissements répréhensibles de réclamer, par une action civile, des dommages-intérêts.

Dès la parution du décret du 20 juin 1920, les agents d'affaires ont soutenu, par des arguments dont l'importance ne saurait échapper, que seul le titre d'avocat était réglementé et qu'ils pouvaient user du titre d'*avocat-conseil*, titre dont le décret ne parle pas. Leur argumentation est la suivante : Le décret a eu pour but d'établir une nouvelle réglementation de la profession d'avocat et le législateur en a profité pour limiter l'usage du titre d'avocat qui ne peut plus être pris seul et sans autre qualificatif que par les bénéficiaires de l'article 49; les avocats inscrits, stagiaires ou honoraires ne doivent pas omettre d'en faire mention à la suite du titre d'avocat. Mais, à côté de la *profession d'avocat légalement réglementée*, il existe la *profession d'avocat-consultant* ou *avocat-conseil*, dont le décret ne souffle mot. Cette profession complètement différente, n'étant pas légalement réglementée, son titre peut être pris librement. Les agents d'affaires tirent un autre argument des travaux prépara-

toires du décret du 20 juin 1920. Lors de la rédaction de l'article 49, le projet autorisait les bénéficiaires des dispositions transitoires à prendre le titre d'avocat-conseil. Le Conseil d'Etat a écarté, disent-ils, cette dénomination parce qu'il estimait que le titre d'avocat-conseil pouvait être librement porté.

A cette argumentation, on peut répondre qu'en se servant du titre équivoque d'avocat-conseil, il est manifeste que les agents d'affaires ont pour but d'exploiter à leur profit la présomption d'honorabilité dont jouissent les membres du Barreau, grâce aux garanties qui sont exigées d'eux et aux règles professionnelles qu'ils doivent observer. En se mettant pour ainsi dire à l'abri du titre d'avocat, qu'il soit suivi ou précédé d'un autre titre ou utilisé seul, ils abusent de la crédulité de leurs clients qui, pour la plupart, ignorent la distinction entre les avocats inscrits au Barreau et les avocats-conseils. Cette confusion est d'autant plus compréhensible de la part des justiciables peu instruits ou simplement peu mêlés à la vie judiciaire, qu'il est courant de dire que les avocats inscrits sont les conseils de leurs clients.

C'est justement pour protéger le public que l'on a réglementé le titre d'avocat. Cette protection serait complètement illusoire si l'on avait laissé libre l'usage du titre d'avocat-conseil. On ne voit pas pour quelles raisons les conseillers juridiques autres que ceux prévus par l'article 5 du décret du 20 juin 1920, pourraient être autorisés à porter le titre d'avocat à la condition de lui adjoindre un qualificatif quelconque. Il est à remarquer, en outre, que la qualification d'avocat-conseil ou d'avocat-consul-

tant n'indique pas essentiellement par elle-même une profession largement différente de celle d'avocat inscrit à un Barreau ; et si le Conseil d'Etat a accordé aux bénéficiaires de l'article 49 le titre d'avocat et non le titre d'avocat-conseil, c'est parce qu'il n'a pas voulu reconnaître officiellement ce titre, se refusant à étendre l'usage de la qualité d'avocat au-delà des limites fixées par l'article 5 du décret.

La jurisprudence applique à tout usurpateur du titre d'avocat les pénalités de l'article 259 du Code Pénal, même au cas où le délinquant s'est dit avocat-conseil ou avocat-consultant. Nous citerons seulement un jugement du Tribunal de Police Correctionnelle de la Seine du 29 juillet 1925 (7), contre un sieur B... qui, bien que rayé du Barreau, portait le titre d'avocat-conseil.

Le Tribunal déclare, en effet, que le décret du 20 juin 1920 a voulu réserver le titre d'avocat aux seuls membres des Barreaux existants et qu'il importe peu que B... ait ajouté le mot conseil ou consultant au titre d'avocat, cette formule contenant le mot *avocat* qui, seul, attire l'attention du public ; elle rentre donc dans la prohibition du décret du 20 juin 1920.

Non seulement les agents d'affaires ne peuvent prendre la qualité d'avocat-conseil ou d'avocat-consultant, mais on a contesté aux bénéficiaires de l'article 49 eux-mêmes le droit d'user de ces titres, prétendant qu'ils pouvaient seulement se dire avocats, sans avoir la faculté de faire suivre cette appellation de qualificatifs pouvant en modifier le sens. On ne saurait s'arrêter à cette opinion que

(7) Trib. correc. Seine, 29 juillet 1925, *D. H.*, 1925, p. 548.

rien ne justifie. Il faut admettre ou que ce décret n'a pas entendu prohiber l'usage du titre d'avocat-conseil ou bien qu'il autorise les bénéficiaires de son article 49 à en user. Or, nous avons vu que ce décret ne fait pas de distinction, en ce qui concerne la protection du titre entre les qualités d'avocat et d'avocat-conseil, nous devons donc en déduire qu'il les assimile aussi en ce qui concerne l'usage que peuvent en faire les bénéficiaires de la disposition transitoire.

L'usurpation du titre existe aussi lorsqu'on se dit faussement non pas avocat, mais *ancien avocat*. Un agent d'affaires par exemple, pourrait être tenté d'user de cette qualité. S'il a appartenu à un Barreau, nul ne saurait l'en empêcher, qu'il ait démissionné volontairement ou qu'il ait été radié par mesure disciplinaire ; mais s'il n'a jamais été avocat, il commet le délit prévu par le nouvel article 259 du Code Pénal. Certains individus prennent le titre d'ancien avocat sous prétexte que l'usage du titre n'étant pas réglementé antérieurement au décret du 20 juin 1920, ils avaient pu prendre avant cette date le titre d'avocat et que dans ces conditions ils pouvaient se dire anciens avocats. A cela, nous répondrons que s'ils ont pris le titre d'avocat antérieurement au décret, c'est sans doute parce qu'ils étaient licenciés assermentés et que dans ces conditions ils bénéficient des dispositions transitoires et peuvent prendre le titre d'avocat ; qu'au cas contraire, ils n'avaient pas le droit d'user du titre d'avocat, même à une époque où il n'existait aucune protection pénale du titre d'avocat et que le fait de se parer du titre d'ancien avocat constitue encore le délit d'usurpation de titre.

Il existe à Paris, dans certains ports et dans quelques villes très commerçantes, des avocats étrangers venus s'établir en France et qui servent d'intermédiaires aux Français ayant des intérêts à régler à l'étranger et à leurs nationaux habitant la France. Souvent, ces avocats ont reçu du consulat ou parfois même de l'ambassade, une véritable investiture.

Si les règles professionnelles interdisent aux avocats français de s'associer et de créer une société pour l'exploitation d'un cabinet d'avocat, il n'en est pas de même dans certaines législations étrangères et fréquemment des avocats de différents pays installent en France, en société, un cabinet d'avocat international. Généralement, ce sont des avocats anglais et américains qui s'associent et peuvent ainsi donner des consultations sur tout ce qui concerne les législations anglo-saxonnes. Certains de leurs associés résidant dans leur pays d'origine et eux-mêmes étant avocats à Londres ou à New-York peuvent, s'il en est besoin, aller plaider en personne les affaires importantes.

Peut-être pourrait-on regretter que les avocats français ne puissent en faire de même à l'étranger et que les règles du Barreau ne permettent pas de pareilles associations ; mais une société commerciale d'avocats serait contraire aux principes qui ont, de tout temps, régi en France l'Ordre des Avocats.

Avant le décret de 1920, les avocats étrangers résidant en France, prenaient le titre qu'ils voulaient et s'intitulaient : avocat anglais, américain, grec ou japonais ; d'autres se disaient avocats à la Cour de Londres ou à la Cour de Cassation d'Athènes, titres qui sont une traduction très

libre du titre exact qui leur est accordé dans leur pays d'origine; d'autres, enfin, prenaient la qualité d'avocat international.

Le décret du 20 juin 1920 a ignoré les avocats étrangers et, en l'absence de toute réglementation spéciale de leur titre, il nous faut examiner s'ils peuvent prendre en France la qualité d'avocat.

L'étranger qui, dans son pays d'origine, n'est pas avocat, ne peut, en France, prendre cette qualité et le Tribunal Correctionnel de Nice a condamné <sup>(8)</sup>, avec raison, un Belge qui avait pris dans cette ville le titre d'avocat au Barreau de Gand et a motivé sa décision de la façon suivante :

« Attendu, en fait, qu'E..., sujet belge, ex-avocat à Gand, aurait été rayé de l'Ordre des Avocats de Gand par le Conseil de discipline du Barreau de cette ville, suivant sentence rendue le 17 janvier 1919..., attendu dès lors, qu'en ouvrant un cabinet à Nice, en se présentant aux autorités judiciaires françaises et aux membres des Barreaux de Nice et de Grasse comme avocat belge, en prenant d'ailleurs le titre pur et simple d'avocat..., le prévenu qui, comme étranger, ne saurait être soumis à des règles moins strictes que celles qui régissent les Français et ne saurait conserver le bénéfice de son ancienne inscription au Barreau de Gand, pour se dire, en l'absence de toute inscription actuelle à un Barreau, avocat au Barreau de Gand ou même avocat tout court, contrairement aux dispositions in fine de l'article 5 du décret

(8) Trib. correct. de Nice, 1<sup>er</sup> juillet 1926, *Gaz. Pal.*, 1926, 2<sup>e</sup> partie, p. 623.

du 20 juin 1920, a incontestablement usurpé le titre d'avocat et tombe de ce chef sous le coup de l'article 259 du Code Pénal complété par la loi du 26 mars 1924. »

Mais, le Tribunal s'est, semble-t-il, laissé entraîner trop loin lorsqu'il a, dans ce même jugement, déclaré qu'un étranger ne saurait légalement en France faire usage du titre d'avocat « attendu qu'aux termes de l'article 5 du décret du 20 juin 1920, réglementant la profession d'avocat, les licenciés en droit qui sont régulièrement inscrits au tableau ou au stage d'un Barreau d'une Cour d'Appel ou d'un Tribunal de Première Instance, doivent faire suivre le titre d'avocat de la mention de ce Barreau; attendu que pour pouvoir être inscrit au Tableau ou au stage d'un Barreau, il faut, en dehors du diplôme de licencié en droit, être Français et avoir prêté serment devant une Cour d'Appel de telle sorte que le titre d'avocat est spécialement réservé aux Français licenciés en droit, ayant prêté serment devant une Cour d'Appel et inscrits au Tableau ou au stage d'un Barreau. »

On ne peut cependant refuser à une personne ayant légalement le droit, dans son pays, de se parer du titre d'avocat, le droit d'user en France de cette appellation professionnelle. Le décret du 20 juin 1920 a réglementé l'usage du titre d'avocat et l'exercice de cette profession *en France*; mais il n'a pas entendu s'occuper des avocats étrangers. Du moment que l'avocat étranger ne se présente pas devant les Tribunaux français comme avocat français et que le public est suffisamment averti de sa qualité d'avocat étranger pour ne pas le confondre avec les membres des Barreaux français, on ne peut lui repro-

cher d'user du titre qui appartient à la profession qu'il exerce.

Il est à noter que dans le cas qui a été tranché par le Tribunal Correctionnel de Nice, l'étranger avait non seulement pris le titre d'avocat, mais, de plus, s'était présenté en robe devant un Tribunal pour y plaider. On peut se montrer surpris que le Tribunal n'ait pas cru devoir retenir contre lui l'usurpation de costume, délit pour lequel il était également poursuivi, sous prétexte que cet étranger n'avait pas porté la robe « en vue de tromper et d'usurper » et qu'il n'avait revêtu le costume que « par déférence pour le Tribunal, en vertu des règles de la profession et, en le revêtant, n'avait manifestement pas eu l'intention et la conscience de commettre un acte illicite de nature à porter atteinte à la dignité et au prestige du costume. »

Il y a là une erreur manifeste sur la nature de l'élément intentionnel dans le délit d'usurpation de costume. Il suffit d'établir que l'inculpé avait bien l'intention de se parer d'un costume auquel il savait ne pas avoir droit, sans avoir à rechercher le mobile qui le poussait à prendre la robe d'avocat.

La personne qui, par curiosité et pour pouvoir entrer dans une salle d'audience pendant le huis-clos, prend une robe d'avocat, n'a pas l'intention de porter atteinte à la dignité et au prestige du costume; elle n'en commet pas moins le délit d'usurpation de costume et encourt les peines édictées par l'article 259 du Code Pénal.

Le contrevenant pouvait d'autant moins arguer de son ignorance en cette matière que lorsque des avocats étran-

gers sont admis à plaider devant les Tribunaux belges, ils ne sont cependant pas admis en robe. <sup>(9)</sup>

Des termes mêmes de l'article 5 du décret du 20 juin 1920, il résulte que pour prendre le titre d'avocat, il faut être inscrit à un Barreau. Les personnes régulièrement inscrites à un Barreau étranger remplissent les conditions requises <sup>(10)</sup>. Il en sera de même des personnes qui, dans leur pays, exercent les fonctions d'avocat alors qu'il n'y existe pas de Barreau organisé. Mais ils doivent faire suivre leur titre de l'indication du Barreau auquel ils sont inscrits et s'il n'existe pas de Barreau de la juridiction près de laquelle ils exercent. Dans le cas où une confusion serait possible avec les avocats français, ils doivent mentionner le nom de leur pays d'origine. Un avocat des Etats-Unis, inscrit au barreau de *Montpellier*, chef-lieu du comté de Washington, doit éviter, en France, toute confusion avec les avocats du Barreau de *Montpellier*; il en serait de même d'un avocat autrichien appartenant au Barreau de Vienne (Autriche). Dans ces différents exemples, des poursuites pourraient être exercées pour usurpation du titre d'avocat.

L'avocat étranger, habitant dans notre pays, doit se garder de traduire d'une façon trop libre son titre en français. Une traduction littérale sera cependant parfois impossible; ainsi, en Angleterre, pour être avocat, il faut avoir été reçu membre de l'une des quatre *Inns of court de Londres*. On ne peut exiger du *Barrister at law*

(9) Ch. DEJANGH, *Jurisprudence de Droit International privé*, 1902, p. 956.

(10) DE LAPRADELLE et NIBOYET, *Répertoire de Droit International*, verbo avocat, n° 44.

résidant en France qu'il traduise son titre en y adjoignant la mention de l'inn of court à laquelle il appartient, car le public ne comprendrait pas le titre d' « avocat à l'auberge de Lincoln », par exemple, ignorant que les « auberges de cour » sont en réalité des écoles de droit.

Dans ces conditions, on ne saurait reprocher au barrister de se parer du titre d' « avocat à la cour de Londres », titre qui, s'il ne correspond pas à une réalité officielle, est cependant une traduction suffisamment précise de l'appellation légale anglaise et qui présente l'avantage de renseigner clairement le public sur la profession exacte de celui auquel il s'adresse, tout en évitant toute confusion avec les avocats français. Le but poursuivi par le législateur se trouve donc atteint.

En résumé, une personne désirant porter en France le titre d'avocat étranger doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir droit, d'après sa loi nationale, au titre d'avocat ;

2° faire suivre, si possible, le titre du nom du barreau auquel elle appartient et indiquer tout au moins la nationalité ;

3° éviter tout terme pouvant créer une confusion avec les avocats français ;

4° si elle publie des annonces dans les journaux écrits dans sa langue maternelle, elle doit veiller à ce que ces annonces soient rédigées de façon assez claire pour que les lecteurs ne puissent penser que l'avocat étranger peut plaider devant les Tribunaux français.

## § II. — USAGE SANS DROIT DU TITRE D'AVOCAT

Pour que le délit d'usurpation du titre d'avocat soit constitué, il faut que la personne qui a usé de cette appellation légale n'ait aucun droit à la qualité d'avocat. Nous avons examiné en détail, au cours de la première partie de cette étude, le droit au titre d'avocat ; nous n'y reviendrons pas. Les bénéficiaires de la disposition transitoire contenue dans l'article 49 du décret du 20 juin 1920 ont le droit de prendre le titre d'avocat bien qu'on le leur ait contesté. Une question écrite a même été posée au Garde des Sceaux par M. le sénateur Elby <sup>(11)</sup> au sujet de l'application de l'article 259 et des poursuites exercées « contre toutes personnes prenant indûment le titre d'avocat » demandant « si la Chancellerie était disposée à envoyer des instructions utiles aux Procureurs Généraux pour les inviter à déférer aux Tribunaux compétents, dans le moindre délai, tous les délinquants, *y compris ceux qui pourraient se prévaloir de l'article 49 du décret du 20 juin 1920* ». Puisque l'article 49 du décret du 20 juin 1920 les autorise à prendre le titre d'avocat, on ne saurait les poursuivre, excepté dans le cas où, au lieu de se contenter du titre d'avocat, ils prendraient, par exemple, celui d'avocat à la Cour de Paris.

## § III. — INTENTION FRAUDULEUSE

L'intention frauduleuse est l'une des bases mêmes du délit d'usurpation du titre d'avocat. Cet élément est constitué par le fait seul que le contrevenant sait n'avoir pas

(11) Question n° 6.470, J. O., *Débats parlementaires*, Sénat, n° du 27 août 1924.

droit au titre d'avocat dont il use, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la raison qui a fait prendre cette qualité : que ce soit par vantardise ou par intérêt, l'élément intentionnel est constitué.

Il peut arriver que l'intention frauduleuse ne soit pas établie, par exemple dans le cas d'un avocat qui était, en 1926, inscrit au Barreau d'un Tribunal qui a été supprimé. N'ayant pas demandé son inscription au Barreau du Tribunal de rattachement, il n'est plus inscrit à un Barreau et s'il continue à porter le titre d'avocat, il pourra faire l'objet de poursuites pénales. Le Tribunal, s'inspirant des circonstances de fait, pourrait admettre la bonne foi et relaxer le prévenu, l'élément intentionnel faisant ici défaut.

Ayant examiné les éléments constitutifs du délit d'usurpation du titre d'avocat, nous allons voir quelles sont les pénalités. L'article 259 du Code pénal fixe un emprisonnement de six mois à deux ans. Le jeu des circonstances atténuantes permet au Tribunal de descendre au-dessous du minimum fixé et même de prononcer une peine d'amende aux lieu et place de l'emprisonnement. Le sursis peut être accordé. Le Tribunal peut, de plus, ordonner l'insertion du jugement dans les journaux.

Les règles générales de la complicité sont ici applicables ; la tentative n'est pas punissable.

A côté des pénalités très graves que nous venons d'examiner, pénalités qui permettent une répression efficace du délit d'usurpation du titre d'avocat, nous allons voir apparaître une répression civile qui s'exerce parfois sur le même plan, mais qui peut constituer une sanction séparée d'un champ d'application plus vaste et plus général.

## CHAPITRE II

### La Sanction civile

L'usurpation du titre d'avocat constitue un délit que les Barreaux peuvent dénoncer aux Parquets compétents ; mais les Barreaux peuvent aussi se constituer *partie civile* devant un juge d'instruction ou à l'audience et même citer directement l'usurpateur devant le Tribunal correctionnel. Il arrive parfois aussi que, sans usurper le titre d'avocat dans des conditions pouvant entraîner des poursuites pénales, certaines personnes, bénéficiaires ou non de la disposition transitoire contenue dans l'article 49 du décret du 20 juin 1920, causent aux avocats inscrits un préjudice important dont les Barreaux peuvent poursuivre civilement réparation.

#### SECTION I

##### Capacité civile des Barreaux

Avant d'examiner ces actions civiles, nous devons nous demander si les Barreaux ont la capacité nécessaire pour les intenter.

L'Ordre des Avocats, réunis en Barreau, constitue une *personne morale*. On classe habituellement les personnes morales en personnes juridiques du *Droit Public* et en personnes juridiques du *Droit Privé*.

Les personnes juridiques du *Droit Privé* se subdivisent en établissements d'utilité publique, associations ordinaires déclarées et sociétés civiles ou commerciales. La capacité de ces personnes morales est différente suivant la catégorie à laquelle elles appartiennent.

Les Barreaux ne sont ni des sociétés, ni des associations ordinaires. On les range habituellement soit parmi les personnes juridiques du droit public, soit parmi les établissements d'utilité publique. Les partisans du Barreau personne juridique du droit public basent leur opinion sur le fait que les avocats participent à un service public, soit en plaissant pour leur clientèle particulière ou pour l'assistance judiciaire, soit en complétant un Tribunal; de plus, le Conseil de l'Ordre constitue une véritable juridiction disciplinaire dont les décisions peuvent être frappées d'appel soit par l'avocat condamné, soit par le Procureur Général près la Cour d'Appel.

Les partisans du Barreau, établissement d'utilité publique, font remarquer que ce n'est pas l'Ordre qui participe à l'administration de la Justice, mais les avocats pris individuellement. L'Ordre n'est qu'une corporation d'un caractère spécial, mais qui n'a rien d'un service public. L'appel des décisions disciplinaires par le Procureur Général s'expliquerait par le fait que les avocats prêtent serment devant la Cour, juridiction qui est donc compétente pour connaître de leurs fautes disciplinaires.

La Cour d'Appel de Paris, dans un arrêt déjà ancien, semble placer les Barreaux dans la catégorie des établissements d'utilité publique <sup>(1)</sup> : « Considérant qu'un Conseil de l'Ordre est assimilé aux établissements d'utilité publique dont parle l'article 910 du Code civil, qu'il peut ester en justice; qu'il a donc le droit d'intervenir même en appel dans une instance où il considère que l'une de ses prérogatives résultant pour les membres de son Ordre de leur inscription au Tableau est mise en discussion, qu'ainsi l'intervention est recevable. »

Il est à remarquer, au surplus, que la Cour se garde bien de déclarer que le Barreau est un établissement d'utilité publique; mais dit seulement qu'il est assimilé à un établissement d'utilité publique. En effet, la qualification d'établissement d'utilité publique ne peut s'appliquer, légalement, qu'aux seules institutions qui ont été l'objet d'une reconnaissance ou déclaration d'utilité publique <sup>(2)</sup>. Cette reconnaissance doit avoir lieu par décret et même, dans certains cas déterminés, par une loi.

Nous ne prendrons pas parti dans cette discussion et nous ne rechercherons pas si les Barreaux rentrent dans la première catégorie, ainsi que le pensent Payen et Duveau <sup>(3)</sup>, dans la seconde catégorie suivant l'opinion de Tissier <sup>(4)</sup> ou dans une troisième catégorie n'ayant aucun caractère public ou d'utilité publique.

(1) Cour de Paris, 26 juillet 1894, *D. P.*, 1895, 1, 189.

(2) Répertoire CARPENTIER et DU SAINT, verbo Etablissements d'Utilité publique, n° 68 et suivants.

(3) PAYEN et DUVEAU, *op. cit.*, n° 5 et suivants.

(4) TISSIER, *Répertoire de Droit administratif*, verbo dons et legs, n° 311.

En effet, si les Barreaux n'ont légalement la capacité de posséder collectivement des biens que depuis le décret du 20 juin 1920, à l'exception des Barreaux de Paris, autorisé par décret du 3 octobre 1811 et de Nancy par décret du 7 août 1821, on leur a toujours reconnu la capacité nécessaire pour ester en justice <sup>(5)</sup>, seule capacité qui nous intéresse ici. Certains Barreaux se refusent cependant à intenter des actions civiles ou à se porter partie civile contre les usurpateurs de leur dénomination professionnelle sous prétexte que toute action civile, principale ou accessoire, a pour but de réclamer des dommages et intérêts. Cette action en dommages et intérêts est, disent-ils, une véritable action en concurrence déloyale; or la concurrence implique l'idée de bénéfices à acquérir, idée incompatible avec le principe de désintéressement qui doit diriger les avocats.

Faut-il admettre cette opinion et reconnaître que si les Barreaux ont légalement le droit d'intenter des actions civiles pour la protection de leur titre, ces actions sont contraires à leurs règles professionnelles? Nous ne le croyons pas. En effet, il est admis d'une façon constante qu'un préjudice moral peut donner lieu à des dommages et intérêts. Le Barreau poursuivant ne demande pas forcément aux Tribunaux la réparation du préjudice matériel qui est causé à ses membres du fait que certains individus en usant indûment du titre drainent une clientèle qui aurait dû normalement profiter aux avocats inscrits. Il peut baser son action sur le préjudice moral causé par le fait

(5) Cass. Req. 15 décembre 1847. *D. P.*, 1848, 1, 7. — Chambéry, 20 juillet 1872. *D. P.*, 1873, 2, 9. — Paris, 2 février 1895. *D. P.*, 1895, 1, 188.

que le public aura été incité à confondre avocats inscrits et agents d'affaires ; mais en admettant même qu'il base son action sur le préjudice pécuniaire causé à ses membres, son action n'en serait pas moins recevable. Elle paraît même être très compatible avec les principes qui régissent l'Ordre des Avocats. L'assimilation d'une action en dommages et intérêts et de la réclamation des honoraires d'un avocat devant les Tribunaux est erronée.

Si l'on a pu dire autrefois que *l'honoraire était le tribut spontané de la reconnaissance du client*, cette notion est de nos jours complètement désuète et vide de sens. L'avocat exerce une profession et il est juste que son travail reçoive une rétribution. L'avocat montre suffisamment de désintéressement en plaidant gratuitement pour ceux qui n'ont pas les moyens de l'honorer. L'organisation de l'assistance judiciaire permet à tous un libre accès devant les Tribunaux et il est juste de dire que non seulement les avocats, mais aussi les officiers ministériels, font preuve d'un désintéressement louable lorsqu'ils consacrent leur temps à des clients d'assistance judiciaire.

Si les Conseils de l'Ordre interdisent aux membres des Barreaux de réclamer en justice des honoraires, c'est pour une raison moins désintéressée. Les avocats tiennent par dessus tout à fixer librement, sans contrôle, le montant de leurs honoraires et ils craignent que les Tribunaux saisis d'une action en paiement d'honoraires ne s'arrogent le droit d'examiner si le chiffre demandé correspond au travail fourni par l'avocat.

Les Barreaux ont du reste cherché, à différentes reprises, un moyen leur permettant de demander en justice le paie-

ment de leurs honoraires sans cependant risquer de voir les Tribunaux en discuter le montant. Des avocats ont pu même, parfois, être autorisés par le Bâtonnier à produire à une faillite pour en obtenir le paiement ; mais ces cas sont exceptionnels.

En 1913, le Conseil de l'Ordre de Paris a rejeté le vœu émis à ce sujet par une colonne d'avocats inscrits, motivant sa décision sur le fait que la tradition de l'Ordre en cette matière ne saurait être abandonnée sans porter atteinte à la dignité professionnelle <sup>(6)</sup>.

Depuis cette époque, une évolution s'est produite dans les esprits ; les conditions économiques ont changé et l'on est arrivé à apprécier plus sainement le droit de l'avocat sur les honoraires. Dans une interview publiée dans le « Journal », le Bâtonnier Léouzon Le Duc déclarait <sup>(7)</sup> : « J'ai proposé une formule qui, j'en ai le sentiment, concilierait la volonté que nous avons tous de voir respecter les règles et les usages qui font la grandeur de notre Ordre et les nécessités de la vie moderne. Il ne saurait naturellement être question de permettre à un avocat de réclamer ses honoraires devant un Tribunal car ce serait un spectacle affligeant que de voir un membre du Barreau exalter le rôle qu'il a joué dans une affaire et son client nier l'efficacité de ses efforts. Mais les honoraires d'un avocat pourraient faire l'objet d'une convention écrite. Cette convention serait assortie d'un compromis d'arbitrage en cas de différend, soit au Bâtonnier en exercice, soit à un de ses collègues du Conseil de l'Ordre,

(6) PAYEN et DUVEAU, *op. cit.*, n° 442 et suivants.

(7) *Journal* du 14 février 1932. « Les honoraires des avocats vont-ils faire l'objet d'une convention ? » par Géo LONDON.

La sentence arbitrale deviendrait exécutoire par son simple dépôt chez le Président du Tribunal civil. »

Mieux que tout autre argument, cette déclaration de l'éminent chef du Barreau de Paris nous laisse penser que la notion de l'honoraire, tribut spontané de la reconnaissance du client, doit être complètement abandonnée. Rien ne s'oppose donc plus à ce que les Barreaux considèrent que les usurpateurs, de leur dénomination professionnelle, leur causent non seulement un préjudice moral, mais même un préjudice matériel par une concurrence déloyale dont il est juste d'obtenir réparation.

Nombreux sont du reste les Barreaux qui ont usé de cette faculté et qui, sans s'embarrasser de notions périmées ont intenté contre des agents d'affaires ou contre des agréés des actions en réparation en raison de l'abus fait par ceux-ci de l'appellation professionnelle d'avocat.

Ils n'ont pas eu besoin de demander des dommages et intérêts considérables pour obtenir des contrevenants plus de modestie dans l'usage du titre d'avocat : *le franc* rituel joint à des insertions dans les journaux, a paru généralement constituer une réparation suffisante.

## SECTION II

### Sanction civile accessoire d'une sanction pénale

Différents moyens d'obtenir une réparation s'offrent à la partie lésée par une infraction pénale. Si le Parquet a poursuivi d'office l'inculpé, la partie lésée peut se cons-

tituer partie civile à l'audience ou devant le juge d'instruction; mais le Parquet peut aussi ne pas avoir pris l'initiative des poursuites et dans ce cas elle aura la ressource de citer elle-même directement devant le Tribunal correctionnel ou bien encore de déposer une plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction. Dans ces différents cas, la juridiction saisie de l'action pénale est compétente pour statuer sur les conséquences civiles du délit et pour octroyer des dommages et intérêts.

La partie lésée est généralement une personne physique, mais une personne morale peut, elle aussi, être lésée par une infraction. Une société commerciale peut être victime d'une infraction commise par un de ses préposés et il est tout naturel de lui accorder le droit de poursuivre réparation du préjudice ainsi causé. La jurisprudence accorde le même droit aux syndicats professionnels. Elle admet également ces poursuites lorsque le fait délictueux n'a causé qu'un dommage moral.

La loi du 12 mars 1920 qui, dans son article 5 a édicté que les « syndicats professionnels peuvent exercer les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice indirect à l'intérêt de la profession », n'a fait que consacrer une solution que la jurisprudence avait depuis longtemps reconnue.

Les Barreaux ont donc la faculté d'intenter eux-mêmes une action contre les usurpateurs du titre d'avocat, par voie de citation directe devant le Tribunal correctionnel ou par constitution de partie civile devant le juge d'instruction, même si on ne fait pas intervenir l'idée de

concurrence déloyale. Ils ont un intérêt évident à poursuivre tous ceux qui font usage sans droit de leur dénomination professionnelle. La déconsidération qui risque de rejaillir sur tous les membres du Barreau par les agissements de pseudo-avocats, fait un devoir impérieux à l'Ordre de poursuivre directement les usurpateurs.

La constitution de partie civile par un Barreau, dans une poursuite intentée par le Parquet contre un individu usant sans droit du titre d'avocat ne peut exercer d'influence véritable sur l'action pénale. Un arrêt de la Cour de Cassation <sup>(8)</sup> semblerait cependant admettre la possibilité d'une solution contraire. Cet arrêt a été rendu dans les conditions suivantes : Un ancien avocat, radié du Barreau par mesure disciplinaire, ayant usé du titre d'avocat, avait été poursuivi en vertu de l'article 259 du Code Pénal et condamné. Devant la Cour de Cassation, il avait invoqué la loi d'amnistie de 1919 qui, ayant effacé la sanction disciplinaire, lui permettait de bénéficier de la disposition transitoire de l'article 49 du décret du 20 juin 1920. La Cour de Cassation, en cassant l'arrêt incriminé, ajoutait : « attendu néanmoins que pour dénier à G... le droit de porter le titre d'avocat et pour prononcer contre lui la peine édictée par l'article 259 du Code Pénal, les juges du fait déclarent que l'amnistie ne peut en aucun cas porter atteinte aux droits des tiers et que les Barreaux ont un intérêt personnel et légitime à ce que les personnes exclues par l'article 49 du décret du 20 juin 1920, dans l'espèce, celles qui ont été rayées par mesure disci-

(8) Cass. Crim., 28 octobre 1926. *D. P.*, 1927, 1, 109 et note d'AP-  
PLETON.

plinaire, ne puissent prendre le titre d'avocat ; mais attendu qu'il suffit de constater que la juridiction pénale n'était saisie d'aucune demande aux fins de réparations civiles... »

M. Appleton s'étonne des termes de cet arrêt : « implicitement, dit-il dans la note précitée, la Chambre Criminelle semble indiquer que si le Barreau de Paris, auteur de la plainte, se fût constitué partie civile, la solution eut pu être différente. On peut en douter. Comment admettre que l'existence d'une loi d'amnistie puisse avoir pour effet en une matière où le ministère public peut poursuivre d'office, de subordonner une action, non seulement à l'existence d'une plainte, mais à la constitution d'une partie civile et au dépôt de conclusions tendant à une réparation pécuniaire ? »

En effet, comme le dit M. Appleton, l'existence d'une partie civile ne peut, en cette matière, influencer sur l'action pénale ; mais la Chambre Criminelle a-t-elle bien voulu affirmer le contraire ? Ce serait faire injure à cette Haute Juridiction que de lui prêter de telles intentions. Il ne faut pas séparer la phrase incriminée de l'argument auquel elle répond, argument qu'elle a pris soin, pour éviter toute confusion, de reproduire dans son arrêt. Les juges du fait avaient déclaré que l'amnistie ne pouvait porter atteinte aux droits des tiers, en l'espèce les Barreaux ; mais, leur répond la Cour de Cassation, dans le cas qui nous occupe, il n'y a pas de partie civile ; il n'y a donc pas lieu d'examiner si la solution adoptée pourrait ou non leur porter préjudice. Si, dans l'affaire à nous soumise il y avait une partie civile, il serait de notre devoir de répondre à cet

argument; mais nous constatons qu'il n'y a pas de partie civile en cause, par conséquent nous n'avons pas à discuter sur ce point l'argumentation de l'arrêt que nous cassons. L'arrêt de la Cour de Cassation ne dit pas qu'il y aurait lieu d'adopter une solution différente s'il y avait une partie civile, elle a donc bien respecté les principes traditionnels en la matière.

### SECTION III

#### **Action civile principale**

Les Tribunaux ont été, à différentes reprises, saisis d'actions civiles intentées par les Barreaux contre des individus usant, sans être inscrits à un Barreau, de la qualité d'avocat. Certains n'étaient pas des bénéficiaires de la disposition transitoire contenue dans l'article 49 du décret du 20 juin 1920 et pour eux l'action aurait pu être intentée devant les juridictions pénales; d'autres, au contraire, jouissaient, de par l'article 49 du dit décret, de la faculté de prendre le titre d'avocat. Parfois, une même action a réuni des poursuites contre ces deux sortes d'usagers de la qualité d'avocat.

La jurisprudence nous fournit un exemple typique en la matière dans lequel un bénéficiaire de la disposition transitoire a été condamné à des dommages et intérêts envers le Barreau de Marseille. La thèse qui était soutenue par ce Barreau a été approuvée successivement par le

Tribunal civil de Marseille <sup>(9)</sup>, la Cour d'Appel d'Aix <sup>(10)</sup>, puis, enfin, par la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation <sup>(11)</sup>. Cette thèse se présentait, il est vrai, dans des conditions particulièrement favorables en raison des procédés de réclame utilisés par le défendeur.

Un avocat stagiaire près la Cour de Paris, après avoir, en 1918, démissionné, était venu s'établir à Marseille en qualité de professeur d'art dramatique. Il avait continué cependant à user du titre d'avocat, sans toutefois demander son inscription à un Barreau. En 1924, après avoir vainement sollicité son admission au Barreau de Marseille, il ouvrait un cabinet d'agent d'affaires, utilisant les moyens de publicité les plus variés pour se faire connaître du public. C'est ainsi que, non content d'avoir fait paraître des annonces dans les journaux régionaux, il faisait distribuer sur la voie publique des prospectus libellés de la façon suivante : « Au lieu de faire un long procès coûteux, faites arbitrer ou transiger vos litiges par M<sup>e</sup> G..., rue S..., qui va vite et coûte moins cher. M<sup>e</sup> G..., avocat, ancien avocat à la Cour d'Appel de Paris. »

Il avait fait placer des panneaux-réclames dans les tramways de Marseille et avait même affermé la publicité au verso des tickets de tramways. Les menus de l'un des plus grands restaurants marseillais portaient, eux aussi, une réclame pour son cabinet d'affaires. Toutes ces annonces mentionnaient le titre d'avocat.

(9) Trib. Civ. de Marseille, 23 novembre 1927, *Gaz. Pal.*, 1927, 2, 898, *S.* 1928, 2, 172.

(10) Cour d'Aix, 7 mai 1928, *S.* 1928, 2, 172.

(11) Cass. Req., 29 juillet 1929, *Gaz. Pal.*, 6 septembre 1929, *D. P.*, 1929, 1, 141 et note de M. APPLETON.

Le Tribunal de Marseille, estimant inadmissibles les procédés de G..., a rendu contre lui un jugement, dont voici les principaux passages : « Mais attendu cependant que si cet avocat protégé par l'article 49 n'est pas assujetti strictement aux règles posées par l'article 45, ni aux règlements intérieurs des Conseils de Discipline qui interdisent notamment tout acte de publicité à un membre inscrit à un Barreau, il n'en est pas moins vrai qu'il ne peut exercer sa profession en se parant du titre d'avocat qu'avec une certaine décence et une certaine réserve et en proscrivant toute réclame inutile ; que le législateur de 1920 n'a pas pu vouloir, en respectant une situation acquise, conférer à son bénéficiaire une situation privilégiée et lui permettre, grâce à une publicité effrénée et tapageuse, de concurrencer illicitement des avocats inscrits à un Barreau, qui seuls ont reçu des pouvoirs publics une organisation disciplinaire de nature à garantir les justiciables contre les abus possibles des auxiliaires de la justice ; que l'agent d'affaires qui recourt à de tels procédés, non seulement viole l'esprit du décret du 20 juin 1920, mais commet un véritable *abus de droit* sanctionné par la disposition tutélaire de l'article 1382 du Code Civil ; que dans la publicité à laquelle l'avocat-conseil ou l'agent d'affaires peut être amené à se livrer dans l'exercice normal de sa profession et en dehors de toute recherche de clientèle, il doit être mesuré dans sa forme, n'employer aucune formule qui laisse croire qu'il est inscrit à un Barreau et peut plaider devant toutes juridictions, éviter les termes de *maître*, *avocat* tout court et autres expressions pouvant créer une confusion dans l'esprit du public,

à peine de se rendre coupable d'un véritable quasi-délit de concurrence déloyale générateur de responsabilité et de dommages- intérêts.....; attendu que G... a recouru à des moyens de publicité des plus blâmables et notoirement scandaleux pour faire connaître son cabinet d'avocat-conseil et d'agent d'affaires, qu'à la lumière des principes juridiques ci-dessus exprimés on ne peut que conclure qu'il a outrepassé son droit et jeté la déconsidération sur le titre d'avocat qui doit, malgré la disposition transitoire de l'article 49 du décret de 1920 conserver toute la respectabilité à laquelle il a droit; attendu dès lors que c'est avec raison que le Conseil de l'Ordre des avocats inscrits au Barreau de Marseille, gardien légal des prérogatives et de la considération justement attachée au titre et à la profession d'avocat a soumis à la juridiction du droit commun les agissements du sieur G..., condamne G... .. »

G..., mécontent de cette décision, ayant fait appel, la Cour d'Aix, dans un arrêt du 7 mai 1928, adoptait les motifs des premiers juges et ajoutait : « attendu que par la publicité intensive et tapageuse à laquelle il s'est livré dans les journaux et même dans les lieux publics, par les moyens de réclame qu'il a employés pour rechercher et attirer la clientèle des plaideurs, il a commis d'évidents et graves abus; qu'il a placé ses actes professionnels sous la protection d'un titre qui désigne au public une profession toute différente de celle qu'il a en réalité exercée; qu'il a commercialisé ce titre et jeté sur lui la déconsidération et le discrédit aux yeux de ce public la plupart du temps incapable de faire certaines distinctions; que

cès agissements longuement prémédités et habilement exécutés ont incontestablement causé aux avocats du Barreau de Marseille un préjudice moral et matériel important... »

G... s'étant pourvu en Cassation contre cet arrêt de la Cour d'Aix, la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation a, le 29 juillet 1929, rejeté son pourvoi en approuvant la solution adoptée par les juges du fait.

La théorie de l'abus de droit sur laquelle le Tribunal de Marseille et la Cour d'Aix ont basé leur décision, est une théorie d'origine récente en tant que théorie générale mais dont on peut retrouver quelques applications particulières en droit romain <sup>(12)</sup> et dans notre ancien droit <sup>(13)</sup>. On condamnait autrefois certains actes en tenant compte de l'idée de *malice* qui les avait inspirés. Aujourd'hui encore, on se basera sur l'inutilité de l'acte qui dénote chez son auteur l'intention malicieuse. En matière pénale, quiconque se prétend lésé par une infraction peut se constituer partie civile et l'on voit bien souvent un débiteur poursuivi devant les Tribunaux Civils ou Consulaires, user malicieusement d'une constitution de partie civile pour escroquerie, abus de confiance, faux, etc..., uniquement dans le but de retarder le paiement de sa dette pendant la durée de l'instruction. Le créancier victime de ce procédé, après avoir bénéficié d'une ordonnance de non-lieu, pouvait porter à son tour une plainte en dénon-

(12) *Malitiis non est indulgendum* (Dig 6, 1, 38). Voir aussi Dig 39, 2, 26 et 47, 10, 18.

Contra : *Nemo videtur dolo facere qui suo jure utitur* (Dig 50, 17 55) *Nemo damnum facit, nisi quid id facit quod facere jus non habet* (Dig 50, 17, 151).

(13). DOMAT, *Lois civiles*, livre 2, titre 8, section 3, règle 9.

ciation calomnieuse. Récemment, le législateur a voulu faciliter la punition de l'abus du droit de se constituer partie civile et la loi du 2 juillet 1931 modifiant l'article 70 du Code d'Instruction Criminelle, a permis la réparation rapide du préjudice subi par toute personne qui a fait l'objet d'une plainte injustifiée ou simplement imprudente de la part d'une partie civile.

L'intention malicieuse n'est pas seule visée, l'imprudence même constitue une faute. L'abus de droit tel qu'on l'entend de nos jours, ne demande pas nécessairement une idée malicieuse de son auteur et l'inutilité de l'acte. Certains auteurs ont parlé de détournement de droit et la jurisprudence s'est parfois inspirée de ces idées <sup>(14)</sup>. Dans l'affaire jugée par le Tribunal de Marseille et la Cour d'Aix, il est bien évident que l'agent d'affaires n'avait pas agi dans une attention malicieuse et l'usage fait par lui du titre d'avocat n'était pas inutile, loin de là. C'est pourquoi M. Appleton, dans la note publiée au sujet de ces décisions judiciaires a expliqué l'existence de l'abus de droit par le *détournement* de droit. L'abus était patent, dit-il <sup>(15)</sup>, il rentre bien dans les précieuses définitions que nous devons à M. Josserand (De l'esprit des droits et leur relativité).

Cet auteur montre que l'abus peut exister par son excès même, par le détournement du but en vue duquel le droit est consacré par la loi, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'intention de nuire (Op. cit., n° 271, p. 345). C'est ce que M. Josserand appelle le « détournement du droit dans

(14) Voir PLANIOL et RIPERT, *Droit civil*, 1930, t. VI, n° 573 et suiv.

(15) APPLETON, *Note sur Req.*, 29 juillet 1929, *D. P.*, 1929, I, 141.

sa fonction sociale » (Op. cit., n° 291 et suivants), il précise le critère auquel le juge doit avoir recours pour déceler l'abus et le condamner : « Ce que le juge doit rechercher, c'est moins le mobile auquel l'agent a obéi que la direction dans laquelle il a engagé son droit, l'usage qu'il en a fait ; si cette direction et cet usage sont incompatibles avec l'esprit de l'institution, l'acte est abusif et devient donc productif de responsabilité (Op. cit., n° 295).

Mais était-il bien nécessaire de faire appel à la notion toujours fragile et délicate d'abus de droit ? La concurrence déloyale et le discrédit qui pouvait rejaillir sur les avocats inscrits justifiaient amplement la décision des deux juridictions.

Préjudice moral ou pécuniaire, qu'importe, puisque la faute est prouvée et que l'on se place ainsi sous la protection de la disposition tutélaire de l'article 1382 du Code Civil. Pour inciter les contrevenants à ne pas récidiver, les dommages et intérêts alloués aux Barreaux devraient être très élevés si les Tribunaux ne possédaient pas une arme autrement efficace. En usant frauduleusement du titre d'avocat, un agent d'affaires peut attirer une clientèle nombreuse et productive. Que lui importera donc une condamnation à des dommages et intérêts, en comparaison des bénéfices recueillis ? Il recommencerait donc si les Barreaux ne pouvaient demander au Tribunal de condamner à payer des insertions du jugement dans les journaux. Dans le journal même où auront paru les réclames incriminées, les lecteurs trouveront le jugement du pseudo-avocat. Ils retireront donc leur confiance et leur

clientèle à celui qui les avait trompés. Bien souvent l'usurpateur sera contraint de fermer boutique et d'aller exercer ailleurs son fructueux métier. Assagi par la leçon qu'il aura reçue, il hésitera à recommencer sur les mêmes bases et n'usera plus du titre d'avocat.

Les Tribunaux peuvent aussi condamner les contrevenants à des astreintes, procédé qui ne manque pas non plus d'efficacité. Il a été utilisé par la Cour de Douai dans son arrêt du 4 janvier 1928 <sup>(16)</sup> rendu dans une instance qui avait mis aux prises les avocats de Lille et les agréés de Roubaix-Tourcoing. La Cour s'était inspirée des principes posés par le Tribunal de Marseille et avait décidé que si les agréés bénéficiaires de la disposition transitoire peuvent user du titre d'avocat, ils ne doivent cependant pas accoler cette qualité à celle d'agréé. Ils ne peuvent donc s'en prévaloir qu'accessoirement et d'une manière en quelque sorte secondaire. La Cour, pour assurer une stricte application des principes qu'elle posait, a condamné les agréés à une astreinte de 100 francs pour chaque violation de l'interdiction qu'elle leur faisait d'user du titre d'avocat-agréé.

Ainsi donc, l'action civile permet aux Barreaux de faire respecter leur titre dans certains cas où il n'existe pas de délit.

Domages-intérêts, astreintes et insertions ordonnés séparément ou cumulativement forment un ensemble de sanctions assez souples pour assurer une protection sérieuse du titre d'avocat.

(16) Cour de Douai, 4 janvier 1928, *D. H.*, 1928, p. 143 et *S.* 1928, 2, 11.

## Conclusion

L'étude que nous venons de faire des divers moyens qui assurent la protection du titre d'avocat nous a montré qu'un progrès considérable avait été accompli par le décret du 20 juin 1920 et par la loi du 26 mars 1924 ; et, pourtant, les Barreaux ne sont pas satisfaits.

Les avocats n'ont jamais voulu admettre que des personnes puissent emprunter leur dénomination professionnelle alors qu'elles sont étrangères au Barreau. On ne saurait blâmer les avocats de leur intransigeance sur ce point qui leur tient particulièrement à cœur.

Chaque année, lors du Congrès national des avocats, une discussion s'élève à ce sujet sans cependant aboutir à une solution pratique. Les 17 et 20 mai 1928, le Congrès des avocats, réuni à Reims, a émis le vœu que « les docteurs ou licenciés en droit ayant prêté serment et non inscrits, qui peuvent bénéficier de l'article 49 du décret du 20 juin 1920, soient tenus d'en faire la déclaration au Parquet de première instance, dans le ressort duquel est leur domicile, en justifiant du droit qu'ils réclament ; les Parquets étant chargés de faire toutes les vérifications nécessaires, et d'en transmettre la liste aux Bâtonniers de

leur ressort, ceux-ci ayant le droit, comme les Parquets eux-mêmes, de contester leur déclaration. »

Cette obligation serait-elle un remède ou tout au moins une atténuation aux inconvénients du régime actuel ? Nous ne le croyons pas. En effet, les Barreaux ne manquent jamais lorsqu'ils sont informés qu'une personne n'appartenant pas à l'Ordre use de la qualité d'avocat, d'en avertir le Parquet, qui procède toujours à une enquête très approfondie et invite le pseudo-avocat à justifier du droit à ce titre. Des poursuites sont exercées s'il y a lieu et les condamnations prononcées sont suffisamment sévères pour éviter une récidive.

La suppression de la disposition transitoire de l'article 49 du décret du 20 juin 1920 serait donc le seul moyen de protection efficace. Cette suppression est-elle possible ? Oui, si l'on en croit les Barreaux intéressés. Non, si l'on se rapporte aux principes directeurs de notre droit sur l'inviolabilité de la propriété et la non-rétroactivité des lois.

On pourrait également retirer à certains bénéficiaires de la disposition transitoire l'usage du titre d'avocat comme pénalité complémentaire, par exemple en cas de condamnation pour certains délits comme l'escroquerie, l'abus de confiance, l'émission de chèque sans provision, etc... ; de même qu'on a interdit aux individus frappés de ces mêmes condamnations l'exercice de la profession de banquier (loi du 19 juin 1930).

Toutes ces mesures ne paraissent pas très utiles ; en effet, les Tribunaux sont de moins en moins fréquemment saisis de poursuites contre des bénéficiaires de la

disposition transitoire et la qualité d'avocat disparaît peu à peu des annonces publiées dans les journaux et des affiches : Le but poursuivi est presque atteint.

Les membres du Barreau ont attendu un siècle un décret leur accordant le monopole du titre d'avocat ; ils ont fini par obtenir gain de cause. Peut-être regrettent-ils leur intransigeance qui a retardé le moment où ils seront seuls à pouvoir se dire avocat. Ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes et doivent remercier le Bâtonnier Mennesson qui a compris que seule une réglementation respectant les droits acquis était admissible.

Nous avons vu du reste que les Barreaux sont loin d'être désarmés contre les bénéficiaires de la disposition transitoire et qu'une action civile leur permet de poursuivre avec succès tous ceux dont les agissements déloyaux cherchent à créer une confusion dans l'esprit du public. Que tous les Barreaux suivent l'exemple qui leur a été donné par les Barreaux de Marseille, Lille et Tours, qu'ils usent de la voie civile et l'on verra disparaître ces réclames qui leur portent un préjudice moral si important.

*Vu :*

LE DOYEN,  
BERTHELEMY.

*Vu :*

LE PRÉSIDENT,  
HUGUENEY.

*Vu et permis d'imprimer :*

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,  
S. CHARLETY.



## Jurisprudence

|                                                                                                                                      | pages   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| 17 juillet 1823, Cour Grenoble, <i>J. G.</i> , <i>Dal-</i><br><i>loz</i> , verbo <i>Avocat</i> , n° 137.....                         | (24)    |
| 14 février 1834, Cour Lyon, <i>J. G.</i> , <i>Dal-</i><br><i>loz</i> , verbo <i>Avocat</i> , n°s 166 et s., vol. 14, 2,<br>539 ..... | (26-42) |
| 20 décembre 1837, Cour Nîmes, <i>J. G.</i> , <i>Dal-</i><br><i>loz</i> , verbo <i>Avocat</i> , n° 88.....                            | (27)    |
| 3 mars 1840, Cass. Civ., <i>S.</i> , 1840, 1, 193....                                                                                | (27)    |
| 15 décembre 1847, Req. <i>D. P.</i> , 1848, 1, 7....                                                                                 | (126)   |
| 25 juin 1850, Req. <i>S.</i> , 1850, 1, 743.....                                                                                     | (91)    |
| 24 décembre 1855, Trib. Civ. Charleville,<br><i>D. P.</i> , 1856, 5, 40.....                                                         | (27-92) |
| 20 juillet 1872, Cour Chambéry, <i>D. P.</i> , 1873,<br>2, 9 .....                                                                   | (126)   |
| 4 mars 1889, Cour Agen, <i>D. P.</i> , 1890, 2, 281.                                                                                 | (65)    |
| 14 août 1891, Trib. Civ. Angers, <i>S.</i> , 1892, 2, 23.                                                                            | (28-92) |
| 26 juillet 1894, Cour Paris, <i>D. P.</i> , 1895, 1, 189.                                                                            | (125)   |
| 2 février 1895, Cass. Crim., <i>D. P.</i> , 1898, 2, 185                                                                             | (126)   |
| 30 novembre 1897, Cour Paris, <i>D. P.</i> , 1898,<br>2, 185 .....                                                                   | (28)    |
| 5 mars 1898, Trib. Alger, <i>Rec. Gaz. Pal.</i> ,<br>1898, 2, 52.....                                                                | (28)    |
| 10 décembre 1898, Cour Alger, <i>Rec. Gaz. Pal.</i> ,<br>1899, 1, 617.....                                                           | (28)    |

|                                                                                                          | pages       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 16 décembre 1898, Trib. Cor. Alger, <i>D. P.</i> ,<br>1899, 2, 33.....                                   | (92)        |
| 9 décembre 1899, Trib. Cor. Versailles, <i>D. P.</i> ,<br>1901, 2, 118.....                              | (92)        |
| 19 décembre 1899, Cass. Civ., <i>D. P.</i> , 1900, 1,<br>105 .....                                       | (65)        |
| 1 <sup>er</sup> mai 1902, Cour Paris, <i>D. P.</i> , 1902, 2, 452 et<br>S., 1902, 2, 108.....            | (28-92)     |
| 1 <sup>er</sup> août 1904, Cour Toulouse, S., 1905, 2, 137.                                              | (87)        |
| 4 mai 1915, Req. <i>D. P.</i> , 1916, 1, 205.....                                                        | (86)        |
| 18 mai 1920, Trib. Cor. Seine, XI <sup>e</sup> chambre,<br><i>Gaz. des Trib.</i> des 19-20 mai 1920..... | (28-105)    |
| 18 février 1921, Cons. d'Etat, <i>D. P.</i> , 1922, 3, 1.                                                | (51)        |
| 24 novembre 1922, S. P. Boissy Saint-Léger,<br><i>D. P.</i> , 1922, 2, 169.....                          | (100)       |
| 16 mai 1923, Trib. Civ. Nice, <i>D. P.</i> , 1923, 5, 13                                                 | (88)        |
| 9 février 1925, Cour Aix, <i>D. P.</i> , 1925, 2, 141.                                                   | (88)        |
| 29 juillet 1925, Trib. Cor. Seine, XIII <sup>e</sup> cham-<br>bre, <i>D. H.</i> , 1925, p. 548.....      | (45-113)    |
| 23 décembre 1925, Cass. Civ., S., 1926, 1, 241.                                                          | (43)        |
| 21 mai 1926, Trib. Civ. Lille, S., 1927, 2, 49..                                                         | (71-75)     |
| 1 <sup>er</sup> juillet 1926, Trib. Cor. Nice, <i>Gaz. Pal.</i> ,<br>1926, 2, 623.....                   | (116)       |
| 20 octobre 1926, Cass. Crim., S., 1927, 1, 233,                                                          | (46)        |
| 28 octobre 1926, Cass. Crim., <i>D. P.</i> , 1927, 1,<br>109 .....                                       | (121)       |
| 18 janvier 1927, Req. <i>Gaz. Pal.</i> , 12 mars 1927.                                                   | (43)        |
| 23 novembre 1927, Trib. Marseille, S., 1928,<br>2, 172; <i>Gaz. Pal.</i> , 1927, 2, 898.....             | (72-134)    |
| 8 décembre 1927, Cour Paris, <i>D. P.</i> , 1028, 2,<br>107 .....                                        | (38)        |
| 4 janvier 1928, Cour Douai, <i>D. P.</i> , 1928, 2,<br>156; <i>D. H.</i> , 1928, p. 153; S., 1928, 2, 11 | (72-81-140) |
| 7 mai 1928, Cour Aix, S., 1928, 2, 172.....                                                              | (72-134)    |

|                                                                                                                                     | pages     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 29 juillet 1929, Req. <i>Gaz. Pal.</i> , 6 sept. 1929,<br><i>D. P.</i> , 1928, 1, 141.....                                          | (134-138) |
| 20 juin 1930, Cass. Crim., <i>D. P.</i> , 1930, 1, 142.                                                                             | (39)      |
| 15 juillet 1930, Trib. Civ. Tours, <i>Gaz. Pal.</i> ,<br>5 sept. 1930.....                                                          | (75-82)   |
| 27 octobre 1931, Trib. Cor. Seine, XI <sup>e</sup> cham-<br>bre. (N'a pas été publié dans les re-<br>cueils de jurisprudence).....  | (109)     |
| 22 décembre 1931, Cour Orléans, <i>D. P.</i> , 1932,<br>1, 169 ; <i>S.</i> , 1032, 2, 41 ; <i>Gaz. Pal.</i> , 1932,<br>1, 256 ..... | (83)      |



## Bibliographie

- APPLETON. — *Traité de la profession d'avocat*, 2<sup>e</sup> édit., 1 vol. in-8, Paris, 1928.
- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit Civil Français*, 5<sup>e</sup> édit., 12 vol. in-8, Paris, 1897-1922.
- BERTHELEMY. — *Traité élémentaire de Droit Administratif*, 10<sup>e</sup> édit., 1 vol. in-8, 1923.
- BOUCHER D'ARGIS. — *Histoire abrégée de l'Ordre des Avocats*, édit. Dupin aîné.
- CAMUS (A.). — *Profession d'avocat*, revue par Dupin, 5<sup>e</sup> éd. de l'ouvrage « Lettres sur la profession d'avocat », 2 vol. in-8, Paris, 1832.
- CHASSAIGNE (Marc). — *Les Procès du Comte de Morangès*, 1 vol. in-12, Paris, 1929.
- COLIN et CAPITANT. — *Traité élémentaire de Droit Civil*, 5<sup>e</sup> éd., 3 vol. in-8, 1927.
- CRESSON (G.). — *Usages et règles de la profession d'Avocat*. Jurisprudenc Ordonnances, Décrets et Lois, 2 vol. in-8, Paris, 1888.
- DEJONGH (Ch.). — *Jurisprudence de Droit International Privé*. DOMAT. — *Lois Civiles*, 1 vol. in-fol., 1767.
- DUPIN Aîné. — *De la profession d'Avocat*. Recueil de pièces concernant l'exercice de cette profession, 2 vol. in-8, 1832.
- DUVEAU (Gaston). — *De la Protection du titre d'Avocat*, 1 vol. in-8. Thèse, Paris, 1913.

- GARÇON. — *Code Pénal annoté*, 2 vol. in-4°, Paris, 1901-1911.
- GARRAUD. — *Précis de Droit Criminel*, 14<sup>e</sup> éd., 1 vol., in-8°, Paris 1926.
- GAUDRY. — *Histoire abrégée du Barreau de Paris depuis son origine jusqu'en 1830*. 2 vol., in-8°, Paris, 1864.
- GLASSON. — *Précis théorique et pratique de Procédure civile*, 2 vol. in-8, Paris, 1908.
- GLASSON et TISSIER. — *Traité théorique et pratique d'Organisation judiciaire de compétence et de procédure civile*, 4 vol in-8, 3<sup>e</sup> éd., Paris, 1925.
- JOSSERAND. — *De l'esprit des Droits et de leur relativité. Théorie dite de l'abus des Droits*, 1 vol. in-8, 1927.
- LE BERQUIER.. — *Le Barreau moderne*, 1 vol. in-12, Paris, 1882.
- LOISEL. — *Dialogue des Avocats*, éd. Dupin aîné, 1844.
- LOYSEAU. — *Œuvres*, éd. 1640.
- MARCADÉ. — *Explication du Code Napoléon*, 13 vol. in-8, 1867-1880.
- MOLLOT. — *Règles de la profession d'Avocat*, 2<sup>e</sup> éd., 2 vol. in-8, Paris, 1886.
- MORIN (A.). — *De la Discipline des Cours et Tribunaux, du Barreau et des Corporations d'Officiers ministériels*, 3<sup>e</sup> éd., 3 vol. in-8, Paris, 1886.
- PAYEN et DUVEAU. — *Les Règles de la Profession d'Avocat et les Usages du Barreau de Paris*, 2<sup>e</sup> éd., 1 vol in-8, Paris, 1926.
- PLANIOL et RIPERT. — *Droit civil*, 13 vol. in-8, Paris, 1925-1930.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES :

*Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation rendus en matière criminelle.*

*Dalloz hebdomadaire.*

*Dalloz périodique.*  
*Gazette des Tribunaux.*  
*Gazette du Palais.*  
*Sirey.*

RÉPERTOIRES :

*Carpentier et du Saint.*  
*Dalloz et supplément.*  
*Répertoire de droit administratif.*  
*Répertoire de droit international privé.*

REVUES :

*Bulletin de l'Association Nationale des Avocats inscrits.*  
*Etudes criminologiques.*  
*Vie judiciaire.*



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION .....                                                                                                          | 7  |
| PREMIÈRE PARTIE. — <i>Le droit au titre d'avocat</i> .....                                                                  | 13 |
| CHAPITRE PREMIER. — Régime de la distinction entre le titre et l'exercice de la profession d'avocat.                        | 13 |
| <i>Section I.</i> — Le titre d'avocat dans l'ancien droit                                                                   | 13 |
| <i>Section II.</i> — Le titre d'avocat au XIX <sup>e</sup> siècle.                                                          | 17 |
| CHAPITRE II. — Le décret du 20 juin 1920.....                                                                               | 31 |
| <i>Section I.</i> — Personnes qui ont droit au titre d'avocat. Manière dont elles doivent en user.                          | 32 |
| <i>Section II.</i> — Personnes qui bénéficient des dispositions transitoires de l'article 49 du décret du 20 juin 1920..... | 36 |
| § I. — Non-inscription à un Barreau.....                                                                                    | 37 |
| § II. — Il faut ne pas être un ancien avocat radié ni un ancien officier ministériel destitué .....                         | 40 |
| CHAPITRE III. — Légalité de la réglementation par décret de l'usage du titre d'avocat.....                                  | 49 |
| <i>Section I.</i> — Légalité de l'article 5 du décret du 20 juin 1920 .....                                                 | 50 |
| <i>Section II.</i> — Légalité de la disposition transitoire contenue dans l'article 49 du décret du 20 juin 1920 .....      | 53 |

|                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — Les agents d'affaires et le titre d'avocat .....                                     | 61  |
| CHAPITRE V. — Les agréés et le titre d'avocat.....                                                  | 75  |
| <i>Section I.</i> — Le titre d'avocat agréé.....                                                    | 79  |
| <i>Section II.</i> — Le titre d'agréé.....                                                          | 84  |
| <i>Section III.</i> — Le tableau des agréés.....                                                    | 89  |
| <i>Section IV.</i> — Le costume des agréés.....                                                     | 91  |
| DEUXIÈME PARTIE. — <i>La sanction</i> .....                                                         | 97  |
| CHAPITRE PREMIER. — La sanction pénale.....                                                         | 99  |
| <i>Section I.</i> — Contravention .....                                                             | 99  |
| <i>Section II.</i> — Délit d'escroquerie .....                                                      | 103 |
| <i>Section III.</i> — Délit d'usurpation d'un titre attaché à une profession légalement réglementée | 106 |
| § I. — Prise du titre d'avocat.....                                                                 | 108 |
| § II. — Usage sans droit du titre d'avocat.                                                         | 121 |
| § III. — Intention frauduleuse .....                                                                | 121 |
| CHAPITRE II. — La sanction civile.....                                                              | 123 |
| <i>Section I.</i> — Capacité civile des Barreaux..                                                  | 123 |
| <i>Section II.</i> — Sanction civile accessoire d'une sanction pénale .....                         | 129 |
| <i>Section III.</i> — Action civile principale.....                                                 | 133 |
| CONCLUSION .....                                                                                    | 141 |
| JURISPRUDENCE .....                                                                                 | 145 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                 | 149 |



---

**BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU**

00 00 IMPRIMEURS-ÉDITEURS 00 00

70 42, QUAI GAILLETON, 42 00

00 00 00 00 LYON 00 00 00 00







